

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES MESURES PRISES PAR LE LÉGISLATEUR FRANÇAIS POUR ENCOURAGER LA NATALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Mardi 22 mai 1923, à 3 heures et demie

PAR

Ed.-Maxime DURAND

Président : MM. ROLLAND, professeur.

Suffragants { RIST, professeur.
 MESTRE, agrégé.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunis

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, PARIS (5^e arr.)

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

DES MESURES

PRISES PAR LE LÉGISLATEUR FRANÇAIS

POUR ENCOURAGER LA NATALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Mardi 22 mai 1923, à 3 heures et demie

PAR

Ed.-Maxime DURAND

Président : MM. ROLLAND, professeur.

Suffragants { *RIST, professeur.*
MESTRE, agrégé.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

30, Rue Soufflot, PARIS (5^e arr.)

1923



INTRODUCTION

Peut-être est-il à souhaiter que la population ne pullule pas à la surface du globe ; peut-être est-il préférable qu'elle s'arrête à un nombre déterminé d'habitants. Mais si, au lieu de considérer les mouvements de la population au point de vue mondial, on les envisage au point de vue national, la question change d'aspect. Une race ne peut sauvegarder son indépendance que si elle a une population suffisante. Dans l'état actuel de conflit perpétuel où vivent les nations un peuple ne peut vivre que s'il a la force nécessaire pour se faire respecter. Cette force, c'est le nombre qui la donne.

La population d'un pays dépend de trois facteurs : la nuptialité, la mortalité, la natalité. Cette étude ne porte que sur la question de la natalité. La situation démographique de la France est surtout, en effet, dominée par le problème de la natalité.

Le taux de la nuptialité, chez nous, est très satisfaisant : les mariages sont aussi nombreux dans notre pays que dans les pays d'Europe où l'effectif des habitants augmente chaque année d'un mouvement régulier. Dans la période 1891-1900, le nombre des mariages était de 7.52 pour 1.000 habi-

tants en France alors qu'il n'était que de 7.38 en Allemagne et 7.23 en Italie ¹.

Le nombre des mariages importe peu, au point de vue démographique, si ces unions doivent être stériles. Dans la vallée de la Garonne, on se marie beaucoup, cependant, il y a peu de naissances. C'est dans les circonscriptions où l'on trouve le plus de célibataires que l'on observe le plus grand nombre de naissances (P. Bureau).

La mortalité a son influence sur les mouvements de la population, mais en France, le taux de la mortalité n'est pas exagéré. Elle dépend du climat : L'Allemagne du Sud, qui a le même climat que la France, a une mortalité supérieure à la nôtre.

En 1917, la mortalité était pour 1.000 habitants : de 18.6 pour la France, alors qu'elle atteignait 26 en Espagne, 24 en Autriche, 22 en Italie et 20 en Prusse.

Avec une nuptialité satisfaisante et une mortalité plutôt faible, la France a cependant une population à peu près stationnaire, tandis que celle des pays voisins croît d'une façon continue.

Cela tient à la faiblesse extrême de notre natalité.

Notre étude a pour objet d'examiner les mesures qui ont été prises, ou qui peuvent être prises, par le législateur pour lutter contre la diminution de la natalité en France.

Avant de proposer des remèdes, il faut en démontrer l'utilité, aussi avons-nous particulièrement insisté sur l'examen des faits qui montrent la gravité de la situation démographique de la France, l'état d'infériorité numé-

1. Ardillier (Thèse).

rique où se trouve la population française vis-à-vis des populations voisines et les conséquences graves qui peuvent en résulter pour le pays.

La nécessité des remèdes étant démontrée, il restait à déterminer ceux que l'on choisirait. Pour cela il était indispensable d'établir les causes de la diminution de la natalité en France. Il y a en effet une corrélation intime et manifeste entre les causes d'un mal et les mesures nécessaires pour le combattre. Les causes de la diminution de la natalité sont complexes mais les causes d'ordre psychologique et moral semblent prédominer.

Si les Français n'ont pas d'enfants, c'est, bien souvent, qu'ils ne veulent pas en avoir.

Les institutions économiques, juridiques, fiscales ont sans doute contribué à la diminution de notre natalité. Mais cette influence externe est très subsidiaire et elle n'était pas « nécessaire ». Les institutions sont le produit de notre volonté : notre législation sociale, dans la mesure où elle est défavorable à la natalité, est le résultat de notre désir de ne pas avoir d'enfants.

La prédominance des causes psychologiques étant démontrée, se pose le problème délicat de l'influence de notre législation sur le phénomène de la natalité.

Le législateur ne peut atteindre directement les consciences individuelles et amener des gens dépravés à avoir une famille nombreuse. Mais il peut lutter contre les actes qui sont la cause de la démoralisation des esprits, il peut par exemple réprimer l'avortement et combattre la propagande néo-malthusienne.

Le législateur a certainement aussi une action sur les causes subsidiaires de la diminution de la natalité lorsqu'il modifie les institutions qui l'ont engendrée, les lois successorales, les lois fiscales par exemple. *

Enfin les lois ont un effet général qui n'est pas négligeable, elles constituent un acte d'enseignement, elles ont un pouvoir éducatif. Actuellement, l'opinion publique est indifférente à la question de la natalité. Le nombre, l'importance des lois sur la natalité pourra peut-être susciter un mouvement d'opinion en faveur des familles nombreuses et, si la mode était aux familles nombreuses, le taux de la natalité s'élèverait vite.

C'est donc sans scepticisme que nous avons abordé cette étude, mais avec la conviction qu'il est possible de « faire quelque chose ».

PREMIÈRE PARTIE

Le problème de la natalité en France

TITRE PREMIER

La diminution de la natalité en France. — Ses conséquences.

CHAPITRE PREMIER.

La diminution de la natalité en France.

L'état de la natalité en France peut être étudié de deux façons : soit en considérant la France isolément, abstraction faite du milieu international où elle vit, en examinant sa situation démographique sans se préoccuper des peuples voisins, soit en étudiant le mouvement de la natalité française comparé aux fluctuations de la population étrangère.

Cette deuxième méthode se justifie fort bien.

La question de la natalité en effet est surtout une question d'ordre international. Si le problème de la natalité se pose, c'est en raison de la concurrence des nations. Le taux de la natalité chez nous pourrait sans danger être très faible, s'il demeurait toutefois supérieur au taux de la natalité des peuples voisins, puisque nous n'aurions plus la crainte d'être absorbé un jour par une race plus prolifique. D'autre part, pour établir un parallèle entre la situation démographique de la France et celle de l'étranger, il faut d'abord bien connaître les traits qui caractérisent la natalité française. Nous étudierons donc la natalité en France avant, pendant et après la guerre. Puis nous comparerons la natalité française à celle des nations voisines.

§ I. DIMINUTION DE LA POPULATION EN FRANCE AVANT LA GUERRE.

Avant la guerre, le chiffre absolu de la population française ne diminuait pas, d'année en année; il croissait même légèrement. Le chiffre global des habitants d'un pays n'est pas l'indice de sa vitalité : l'immigration peut en effet combler un déficit de naissances, mais il n'est pas indifférent que le pays soit peuplé par des étrangers au lieu de l'être par des nationaux.

Pour connaître l'état exact de la natalité française, comparons le chiffre des naissances à celui des décès.

A). EXCÉDENT DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE AVANT LA GUERRE. — TAUX DES NAISSANCES PAR 1.000 HABITANTS. — 1^o *Excédent des naissances.* — Dans les années 1891-1894, les décès ont dépassé les naissances de 22.000 unités.

Depuis 1889 jusqu'en 1913, 7 années ont été déficitaires : 1890, 1891, 1892, 1895, 1900, 1907, et 1911 ; pendant 9 années, l'excédent des naissances a été inférieur à 50.000 par an ; enfin l'excédent des naissances n'a été qu'une fois supérieur à 100.000, en 1897 où il a atteint 108.000.

Ces chiffres permettent d'imaginer dans quel état de stagnation était tombée la population française : de 1889 à 1913, elle a oscillé entre 38 millions et 39 millions d'habitants sans jamais pouvoir atteindre 40 millions.

2^o *Taux des naissances.* — L'excédent des naissances sur les décès est le résultat de deux facteurs : la mortalité et la natalité.

Si l'on envisage le dernier facteur, on constate une décroissance constante du taux des naissances au cours du XIX^e siècle et surtout dans les dernières années de ce siècle.

Le nombre moyen des naissances pour 1.000 habitants était :

en 1801	.....	de 31,5
en 1889	.....	de 23
en 1900	.....	de 21
en 1913 ¹	.....	de 18,8

La diminution du nombre des naissances est donc continue.

1. Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de M. P. Bureau : *L'Indiscipline des mœurs*.

B). SITUATION DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE PAR DÉPARTEMENT AVANT LA GUERRE. — Les chiffres que nous venons de donner sont des moyennes. Pour avoir une notion plus exacte de la situation démographique de la France, il convient d'examiner le taux de la natalité par région et même par département.

Cette étude montre que le taux moyen des naissances, dans un grand nombre de départements français, est très inférieur au taux moyen des naissances pour toute la France.

Si l'on prend comme type l'année 1911, la dernière année d'avant-guerre pour laquelle nous ayons des statistiques complètes, on constate que sur 87 départements, 68 ont plus de décès que de naissances, moins de 20 enregistrent un excédent des naissances sur les décès. Pour ces derniers, l'excédent est le plus souvent si insignifiant qu'on ne peut en tenir compte.

Il en est ainsi des Pyrénées-Orientales avec un excédent de 6 naissances, de la Haute-Loire avec un excédent de 13, etc...

La diminution continue de la natalité, jointe à l'émigration des campagnes vers les villes, a eu pour résultat de transformer certaines régions du pays en désert dévasté.

La Normandie, écrivait Monsieur Gide en 1914, a perdu au cours de ces cinquante années plus de 300.000 habitants, c'est-à-dire une population égale à celle de tout le département de l'Orne. Aujourd'hui elle perd tous les vingt ans l'équivalent d'un département et, comme elle ne comprend que cinq départements, un siècle suffira pour que ses gras pâturages fussent vides de français.

Le docteur Labat, dans son livre *L'Ame Paysanne*, constate avec désespoir une situation analogue en Gascogne :

Notre terre est toujours excellente... et cependant, le vieux toit s'est effondré sur les logis vides parce qu'il n'y naissait plus d'enfants.

Le mal est d'autant plus dangereux qu'il se produit sans douleur pour l'individu et qu'il n'est pas sensible à la masse du public. La pléthore des villes peut encore donner l'illusion de la vie, alors que tout le pays se meurt de consommation.

C) NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR MÉNAGE. — Les chiffres que nous venons de donner pour la France et ses départements sont des chiffres globaux. Pour saisir sur le vif le phénomène de la dépopulation, il y a lieu de considérer la famille et de déterminer le nombre moyen d'enfants par ménage.

D'après les statistiques reproduites par M. P. Bureau dans son livre *L'indiscipline des mœurs* (p. 185), la fécondité moyenne des familles françaises serait de 2,7 enfants nés. Ce chiffre doit subir une réduction, car tous les enfants nés n'arrivent pas à l'âge adulte, à l'âge de la procréation. Le nombre moyen d'enfants survivants tombe alors à 2,2. C'est donc avec un peu plus de deux enfants par famille qu'il nous faudra remplacer d'abord les deux parents, puis les ménages stériles et les célibataires.

§ 2. SITUATION DE LA NATALITÉ FRANÇAISE PENDANT ET APRÈS LA GUERRE.

Les années de guerre ont été marquées par une diminution de moitié du taux de la natalité. Ceci résulte des chif-

fres suivants publiés par le service de statistique générale de la France :

1913	605.000	naissances
1914	594.000	—
1915	387.000	—
1916	313.000	—
1917	342.000	—
1918	398.000	—

Cette diminution sensible de la natalité s'explique fort naturellement : la mobilisation de 4 à 5 millions d'hommes dans la force de l'âge, a retardé la plupart des mariages et amené la dispersion de beaucoup de ménages.

L'armistice du 11 novembre 1918 et la démobilisation consécutive des troupes devaient entraîner le phénomène contraire : une recrudescence du nombre des mariages et l'augmentation corrélatrice du nombre des naissances. Un grand nombre de mariages, projetés pendant la guerre ont été célébrés, aussitôt les hostilités terminées.

1919	404.000	naissances
1920	656.000	—
1921	634.000	—

Le chiffre des naissances est un peu plus élevé en 1921 et 1920 qu'en 1914.

Doit-on en conclure que la guerre a modifié la mentalité française? Est-il exact, comme certains optimistes l'ont proclamé, que les peuples victorieux sont nécessairement prolifiques? Nullement ! Le nombre des naissances de

l'année 1920, légèrement supérieur aux chiffres antérieurs à 1914, est dû à des causes occasionnelles et notamment au grand nombre de mariages qui auraient dû être contractés pendant la guerre et qui ont été reportés à la paix.

Les quelques milliers de naissances en excédent sur les décès, pendant les années 1920 et 1921, sont d'ailleurs loin de compenser les 200 à 300.000 naissances annuelles qui nous ont fait défaut pendant la guerre.

D'autre part, dès 1921, le chiffre de naissances fléchit. Pour le premier trimestre 1922, il paraît même déficitaire par rapport à la période d'avant-guerre.

D'après les chiffres publiés par le journal *Pour la Vie* (n° de janvier 1923), la situation serait la suivante pour les 90 départements français.

1 ^{er} Semestre	1913	.....	410.000	naissances
—	1920	.....	424.700	—
—	1921	.....	421.200	—
—	1922	.....	396.700	—

Le chiffre de naissances pour le 1^{er} semestre 1922 est inférieur au chiffre correspondant du 1^{er} semestre 1921, il est également inférieur au chiffre des naissances du 1^{er} semestre 1913.

Si le pourcentage des naissances reste invariable et ne baisse pas pendant les années postérieures à l'année 1919, on peut évaluer pour l'avenir le chiffre probable des naissances comme suit : (Journal *Pour la Vie*, novembre 1922)

1919. — 500.000 mariages : 834.000 naissances en 1920 : 1.66 par union.

1924. — 275.000 mariages : 456.000 naissances. (nous ne pourrions avoir plus de mariages par suite de pertes de guerre. Nous perdrons 200.000 habitants par an).

1940. — 160.000 mariages : 265.000 naissances. (Ces chiffres sont établis en tenant compte du fait que nous n'avons eu que 450.000 naissances annuelles pendant la guerre, pour l'ensemble des départements français et que nous ne dépasserons probablement pas ce chiffre après la guerre).

D'où une perte de 350.000 naissances par an¹.

§ 3. NATALITÉ DE LA FRANCE COMPARÉE A CELLE DES NATIONS ÉTRANGÈRES

Une statistique démographique n'a de signification qu'autant qu'on la compare aux statistiques correspondantes des pays voisins. Malgré ses frontières artificielles ou naturelles, une nation ne vit pas isolée, mais en relation et en concurrence permanente avec les nations voisines. Même en temps de paix, les peuples sont toujours en antagonisme : lorsqu'ils ne combattent pas pour affermir leur prépondérance politique, ils luttent pour sauvegarder leurs intérêts économiques, pour obtenir un débouché commercial, un droit de priorité sur des richesses naturelles (pétrole, mines), sur une zone d'influence dans les pays neufs... Dans cette lutte, la victoire est au nombre. Aussi est-il nécessaire, lorsqu'on mesure les forces d'un peuple de les comparer toujours à celles de ses voisins.

1. Ces chiffres publiés par le journal *Pour la Vie* n'ont pas une précision très rigoureuse. Mais ils expriment bien en gros, la situation démographique de la France dans les années qui suivront la guerre.

Au point de vue démographique, cette comparaison est très défavorable à la France.

Bien que le taux de la natalité ait baissée pendant la dernière moitié du xix^e siècle dans tous les pays civilisés du monde, *nulle part*, il n'est aussi bas qu'en France. L'Irlande même, qui est dans une situation économique si désavantageuse où le taux de la nuptialité est plus bas qu'en France, l'Irlande avait, avant la guerre, un pourcentage de naissances plus élevé que la France.

Mais c'est surtout les grandes nations qui nous entourent que nous devons prendre comme terme de comparaison.

Le tableau suivant révèle, d'une part, la diminution du taux de la natalité dans toutes les grandes nations européennes avant la guerre et, d'autre part, la supériorité de la natalité étrangère sur la natalité française.

Nombre moyen des naissances par 1000 habitants ¹

Années	1877-79	1886-88	96-98	1904-06	1911-13
	—	—	—	—	—
Autriche	38.8	38.3	37.2	34.8	31
Italie	37	37.9	34.7	32.3	32
Allemagne	39.3	36.8	36.2	34	28
Angleterre	35.4	32	29.6	27.4	24
France	25.3	23.7	22.3	20.7	19

Chez presque toutes les grandes nations, la baisse de la natalité a commencé plus tard qu'en France, le taux de la natalité reste encore assez élevé et assez éloigné du taux de la mortalité pour que ces pays comptent chaque année

1. Chiffres empruntés à P. Leroy-Beaulieu et aux statistiques du Service de statistique générale de la France.

un fort excédent des naissances sur les décès. C'est ce qui ressort du tableau suivant :

Excédent des naissances sur les décès en 1910

(l'une des dernières années qui n'ait pas été déficitaire en France)

Allemagne	880.000
Autriche-Hongrie ...	770.000
Italie	460.000
Grande Bretagne	410.000
France	70.000

La guerre devait apporter un trouble grave dans la situation démographique des pays belligérants et c'est en France que le déclin de la natalité paraît avoir été le plus sensible. On ne peut l'expliquer que par l'effort considérable fourni par elle pendant la guerre, effort qui dépasse en durée et en intensité celui de tous les autres belligérants, l'Allemagne exceptée.

En Angleterre notamment et en Allemagne, les excédents de naissance accusent une diminution considérable; mais la natalité y est encore supérieure à celle de la France et n'a pas encore fait place à des excédents de décès.

En France, au contraire, toutes les années de guerre et l'année 1919, qui a suivi immédiatement la guerre, ont été très largement déficitaires :

**Chiffres publiés par le service de statistique générale de la France
pour les 77 départements non envahis**

Déficit en 1918.....	389.575
— 1919.....	217.181

Plus que jamais est vraie la phrase qu'écrivait M. Ch. Gide en 1914 : « La France est un morceau de sucre qui fond. »

CHAPITRE II.

Les conséquences de la diminution de la natalité.

La diminution de la natalité a pour une nation des conséquences désastreuses qui peuvent se résumer en ces quelques mots : affaiblissement de la race et de ses facultés d'expansion. Etre nombreux constitue pour tout groupement un élément de force. Cette proposition paraît évidente. Il est cependant nécessaire de la démontrer, car elle a soulevé maintes objections qui émanent souvent d'auteurs très sérieux. Nous ne citerons que les plus connus : Malthus en Angleterre, Guglielmo Ferrero en Italie.

Les Malthusiens ont généralement été frappés, non par le phénomène de la dépopulation, mais par celui de la surpopulation. Ils se sont appesantis sur les inconvénients très réels du surpeuplement, mais ils n'ont pas voulu voir les effets non moins graves du dépeuplement.

La surabondance de la population peut certainement être une cause de misère. Quelques années avant la guerre une enquête nous révélait que 1/10 de la population anglaise, trop pauvre pour émigrer, vivait sous la menace continuelle de la famine.

Une pléthore de population en Italie aurait eu égale-

ment pour conséquence de plonger le peuple dans la misère ou dans l'indigence en abaissant le prix de la main-d'œuvre.

Ces faits prouvent qu'un pays ne doit pas être trop peuplé, mais il n'en résulte pas qu'une population insuffisante soit un avantage.

Il existe en réalité pour chaque pays une « densité optima » qu'il doit s'efforcer d'atteindre sans la dépasser. La France est loin de posséder toute la population qu'elle pourrait nourrir et l'on a pu dire d'elle qu'elle constitue un « scandale démographique ».

En effet, alors que l'Angleterre et le Pays de Galles comptent 250 habitants par kilomètre carré, l'Italie et l'Allemagne 123, la France, pays riche et fertile, n'a que 72 habitants par kilomètre carré.

Cette situation présente de nombreux inconvénients, soit qu'on envisage la France isolément, soit qu'on étudie sa position dans le monde et les rapports qu'elle entretient avec les nations voisines.

§ 1. L'AFFAIBLISSEMENT POSSIBLE DE LA FRANCE.

La stérilité d'un peuple a des répercussions psychologiques et morales. Elle tend à la dégénérescence de la race ; le fils unique , souvent gâté, choyé par sa famille, est pour employer une expression populaire « élevé dans du coton », il est mal préparé aux luttes et aux fatigues de la vie.

Dans les familles peu nombreuses, à 2 ou 3 rejetons, à plus forte raison à un seul, les enfants sont élevés avec une tendresse trop pu-

sillanime, ils sont entourés d'une affection amollissante, qui diminue chez eux la hardiesse du caractère et de l'esprit ¹.

La faiblesse paternelle n'est pas la seule cause qui agisse sur le caractère du fils unique, seul héritier de ses parents, il a un avenir assuré. Aussi est-il peu porté à l'effort. Il constitue souvent une non-valeur sociale.

Le défaut d'esprit d'initiative est fréquent dans le ménage sans enfants ou peu chargé de famille; ayant peu de besoins, il se contente d'un revenu limité et cherche rarement à améliorer sa situation. Il vit pour le présent, sûr que son fils, s'il en a un, aura une situation au moins équivalente à celle du père. Par contre, le père de six ou huit enfants doit d'abord les faire vivre. S'il est fonctionnaire, il cherchera par son travail à obtenir de l'avancement, il essaiera d'augmenter ses revenus par des travaux supplémentaires. S'il est commerçant ou industriel, il donnera de l'extension à ses affaires. Même lorsque le présent est assuré, la tâche n'est pas terminée, il faut préparer l'avenir des enfants.

Le père d'une famille nombreuse a donc une valeur économique supérieure à celle du célibataire. Là encore s'affirme la prépondérance sociale des familles fécondes.

La restriction de la natalité diminue directement la valeur d'une race en affaiblissant les caractères. Elle abaisse aussi la vitalité d'un peuple en réduisant son effectif.

Un peuple vaut surtout par ses chefs, par ses têtes. Ceux-ci se recruteront d'autant mieux qu'ils seront sélectionnés parmi un plus grand nombre d'individus.

1. P. Leroy-Beaulieu.

Si la règle universelle avait été de se contenter de deux enfants, fait remarquer M. H. Joly, nous n'aurions eu ni Montaigne, ni Descartes, ni le cardinal de Richelieu; si on n'avait pas voulu dépasser trois, l'Italie n'aurait pas connu Michel-Ange, ni l'Angleterre Cromwell, ni la France Napoléon...

Le recrutement de l'élite n'est pas seul compromis, c'est l'organisation tout entière du pays qui est faussée chez une nation qui se dépeuple; pour conserver son prestige, elle conserve ses anciens cadres, son administration, son armée, sa marine, ses colonies. Le nombre des fonctionnaires y devient considérable par rapport à celui des producteurs. L'esprit d'initiative, comme nous l'avons démontré, étant peu développé, les individus se portent en masse vers les fonctions publiques, qui seules sont honorées; elles sont nobles parce qu'elles confèrent de l'autorité; les autres emplois sont considérés comme des vils. Cette déformation de l'esprit public a sa répercussion sur la richesse générale du pays: les fonctions publiques étant improductives, les fortunes privées restent stagnantes ou décroissent. Ainsi, avant la guerre, on constatait simultanément en France, la présence d'une administration pléthorique et la stagnation de la richesse publique.

Un pays qui se dépeuple ne s'enrichit pas, il semble même qu'il ait une tendance à s'appauvrir. Il ressemble en effet à un particulier dont les revenus disparaissent peu à peu tandis qu'il conserve le même train de maison. De même, une nation, pour maintenir son prestige dans le monde, supporte sans le réduire, un budget excessif et d'autant plus lourd qu'il pèse sur des contribuables moins nombreux.

En un mot, peu importe pour la prospérité d'un peuple

le chiffre plus ou moins grand de sa population, pourvu que ce chiffre ne diminue pas, reste fixe ou augmente modérément.

§ 2. INFLUENCE DE LA FRANCE DANS LE MONDE.

L'INVASION ÉTRANGÈRE.

L'état démographique de la France a des répercussions graves sur sa situation internationale. Par suite de la faiblesse de notre natalité, nos effectifs militaires sont réduits, notre expansion à l'étranger et dans nos colonies limitée, notre activité économique anémiée. La France risque de perdre, en raison de son état démographique, l'influence mondiale qu'elle exerce actuellement et qu'elle devra exercer dans l'avenir.

L'influence d'un peuple dans le concert international se mesure à ses forces militaires, au moins autant qu'à sa richesse et son armée dépend naturellement du nombre d'hommes qu'elle peut éventuellement mettre sous les armes.

La guerre de 1914 a sans doute souligné l'importance du matériel de guerre dans tout conflit armé. Mais le matériel ne supprime pas le soldat, qui le met en œuvre. Il faut des hommes pour manœuvrer les engins de guerre, il en faut encore davantage pour les construire. Le progrès scientifique a modifié le mode d'utilisation des hommes, il n'a pas supprimé la nécessité de nombreux effectifs.

Pendant la dernière guerre, le nombre d'hommes employés dans les armées a toujours été en progression. Si l'Allemagne a pu soutenir la lutte contre les forces alliées

coalisées, c'est parce qu'elle avait tout un peuple d'ouvriers dans ses usines, et, sans l'appoint de l'industrie anglo-américaine, on peut présumer que le conflit n'aurait pas tourné à notre avantage.

L'influence politique d'une nation dans le monde, se mesure donc au nombre d'hommes qu'elle peut mettre sous les drapeaux, c'est-à-dire au chiffre de sa population. Or, la France, qui comprenait à la fin du ^{xvii}^e siècle 40 % de la population des grandes nations européennes, ne comptait plus en 1890 que pour 12 % dans la population totale des grandes puissances européennes.

Au cours du ^{xix}^e siècle, tandis que se constituaient l'empire allemand, le royaume d'Italie, tandis que la population de la Grande-Bretagne quadruplait, que celle de l'Allemagne triplait, la population de la France augmentait de 40 % à peine, de 8 millions d'habitants.

Depuis 1914, notre situation respective ne s'est pas améliorée. L'Italie qui était, il y a 50 ans, une petite nation, compte aujourd'hui une population presque égale à la nôtre. — L'Angleterre a 8 millions d'habitants de plus que la France et sa population s'est accrue pendant la guerre, de 900 âmes, alors que nous en perdions 3 millions. L'Allemagne, malgré les amputations qu'elle a subies à la suite du traité de Versailles, a encore une population de 59 millions d'âmes et s'accroît chaque année de 800.000 à 1 million d'individus.

Nous avons peu de soldats nous avons aussi peu d'émigrants et de colonisateurs.

Notre émigration est nulle. Alors que les Allemands et

les Anglo-Saxons peuplent le nouveau et l'ancien monde, nous restons repliés sur nous-mêmes et nous perdons chaque jour un peu plus de notre influence.

Au XVIII^e siècle, la langue française était l'une des plus répandues; un quart de l'Europe parlait notre langue. Aujourd'hui elle est supplantée partout par la langue des peuples plus prolifiques. Tandis que le français est la langue d'environ 50 millions de personnes, l'anglais est parlé par 160 millions d'êtres humains, la langue allemande par 120 millions d'hommes, dont 20 millions hors d'Europe.

Notre empire colonial est superbe, mais il manque de Français. Les populations autochtones et les étrangers croissent beaucoup plus vite dans nos colonies que la population française. Ainsi, en Tunisie, sur 175.000 Européens on comptait en 1911 : 50.000 Français, 109.000 Italiens, 12.000 Anglo-Maltaï.

Ou bien nos colonies sont exposées à demeurer inexploitées faute de bras, de capitaux et de directeurs de travail, ou bien tendent à être exploitées et occupées par d'autres ¹.

La faiblesse de notre natalité entraîne aussi la stagnation du développement économique de la France. Les hommes sont à la fois des producteurs et des consommateurs. Aussi les peuples dont la population s'est le plus accrue sont ceux dont le commerce extérieur est le plus prospère.

<i>Augmentation des importations et des exportations</i>		<i>Augmentation de la population</i>	
Allemagne	81 %	.....	38 %
Grande Bretagne	36 %	.....	30 %
France	22 %	.....	22 %

1. P. Bureau : Op. citat.

Une nation qui cesse de croître doit fatalement être supplantée par des nations plus jeunes, moins anémiées.

Mais là n'est pas l'inconvénient le plus grave de la dépopulation : ce n'est pas seulement son influence mondiale que compromet un Etat qui se dépeuple, c'est son existence même et son indépendance.

Une nation à population clairsemée, comme la France, en contact avec des pays surpeuplés comme l'Allemagne ou l'Italie, subit de la part des nations voisines, une pression qui aboutit soit à l'invasion armée, soit à l'infiltration pacifique. Il arrive un moment, en effet, où les conditions de la vie deviennent défavorables dans un pays dont la population est trop dense, alors que les richesses naturelles et les moyens de subsistance abondent chez le voisin : alors, se produit un exode du pays le plus peuplé vers le moins peuplé.

Cette invasion peut être violente, ou pacifique. Dans le premier cas, le phénomène est assez comparable à celui des vases communicants : c'est par un mouvement brusque, rapide, que les niveaux démographiques s'égalisent dans les deux pays.

Quand une nation grossissante en coudoie une autre plus clairsemée, qui, par suite, forme un centre de dépression, il s'établit un courant d'air, vulgairement appelé invasion, pendant lequel le Code civil est provisoirement mis de côté. (D^r Rommel, 1886).

L'invasion pacifique se produit au contraire de façon lente, comme une infiltration. M. Leroy-Beaulieu l'a comparée à un phénomène d'endosmose. C'est une colonisation progressive d'un Etat par les Etats voisins.

Nous avons connu les deux formes d'invasion. La guerre de 1914-1918 semble en effet avoir eu en partie pour cause

la faiblesse démographique de la France. Si celle-ci avait eu, comme l'Allemagne, 70 millions d'habitants, il est peu probable que la guerre eût éclaté. Nous avons vaincu grâce à l'aide des alliés, mais nous subissons maintenant l'autre forme d'invasion : la colonisation par l'étranger sous forme d'infiltration lente.

Le nombre des étrangers en France qui était de 1 % en 1851, est maintenant de 5 %. Il faudrait, d'après M. G. Rossignol, l'évaluer à 2 ou 3 millions en comptant les naturalisés.

Cette immigration a des avantages : elle comble partiellement le déficit de notre population et nous apporte l'appoint d'éléments prolifiques. Mais elle a de graves inconvénients. Les immigrants, souvent, sont peu assimilables. Ils se concentrent sur certains points du territoire, dans les régions frontières et les grandes villes. On les trouve surtout dans les départements de l'extrême Sud-Est : Alpes Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, et dans le Nord de la France. Là, ils vivent groupés, gardent souvent leurs coutumes, leurs mœurs, leur langue, ne se mélangeant pas avec la population avoisinante ; enfin, ils restent en contact avec leur pays d'origine par l'intermédiaire de leurs consuls.

Le danger de cette immigration est certain. Leroy-Beaulieu y a vu la possibilité d'une dénationalisation progressive de la France et de Foville, dans la *Revue Hebdomadaire* de mai 1909, exprime des craintes en grande partie justifiées.

Que resterait-il, écrit-il, de ce qu'est pour nous la patrie, le jour où se croiseraient sur les bords de la Seine, de la Loire, du Rhône et de la Garonne, ces légions de Belges, de Germains, d'Italiens, d'Espagnols qui déjà, comme par endosmose, s'introduisent en foule sur les bords de notre territoire ?

TITRE II

Les causes de la diminution de la natalité en France.

SECTION I.

Causes principales de la diminution de la natalité

Les causes les plus graves de la décroissance de notre natalité sont d'ordre psychologique et moral. L'acte reproducteur a depuis longtemps perdu son caractère purement instinctif : il est tombé sous l'emprise de la volonté.

Avant de procréer, l'individu réfléchit et se représente les conséquences de son acte ; si les charges que lui imposera la venue d'un enfant lui paraissent trop lourdes, il s'abstient. Ou bien il suit les préceptes de Malthus et reste célibataire, ou bien il se marie et emploie les procédés anti-conceptionnels que la morale réprouve, mais qui sont actuellement presque admis par l'opinion publique.

Nous voyons donc, pour notre part, deux causes principales de la crise de la natalité. :

1^o La propagande néo-malthusienne qui livre aux individus les moyens de supprimer l'enfant ;

2^o La volonté des individus de ne pas avoir d'enfants.

CHAPITRE PREMIER

Le Néo-Malthusianisme

Le néo-malthusianisme est une théorie qui préconise les méthodes anticonceptionnelles.

Il est fondé sur l'idée que l'individu a un droit à l'expansion de toutes ses facultés, parmi lesquelles on place au premier rang les facultés génésiques. Et comme tout individu n'a pas toujours les ressources suffisantes pour élever beaucoup d'enfants, les néo-malthusiens lui recommandent l'emploi de méthodes qui tendent à empêcher la fécondation de la femme.

Le néo-malthusianisme consiste donc à dissocier l'acte générateur de sa conséquence normale : la procréation. Si d'aventure, la méthode préventive ne réussit pas, si la femme devient grosse, on procède à l'avortement. Méthodes abortives et méthodes préventives ont la même base théorique : le droit de l'individu sur son corps.

Mais le néo-malthusianisme ne repose pas uniquement sur cette théorie individualiste ; il prétend encore se justifier par des considérations sociales. Issu des doctrines de Malthus, il s'appuie également sur les observations économiques de cet auteur.

Les moyens de subsistance, d'après Malthus, ne croissent pas dans la même proportion que les êtres humains.

Si ceux-ci veulent échapper à la misère, il faut qu'ils évitent de procréer. Pour arriver à ce résultat, Malthus préconise le célibat, le « moral restraint » c'est-à-dire l'abstention de tout rapport sexuel.

Les néo-malthusiens pensent atteindre le même but sans vouer au célibat les classes ouvrières et sans refuser aux pauvres les joies du mariage.

Nous considérons comme une grande faute familiale et sociale de mettre au monde des enfants dont la subsistance et l'éducation ne seraient pas suffisamment assurées dans le milieu où ils naissent actuellement, disent les néo-malthusiens. L'utilité de la création d'un être humain est une question très complexe... du reste, la préoccupation de la qualité devra toujours précéder celle de la quantité.

En étudiant les conséquences de la diminution de la natalité en France, nous avons implicitement essayé de combattre les théories néo-malthusiennes. Nous nous sommes efforcés de montrer qu'au point de vue économique, comme au point de vue politique, la dépopulation est un mal. Le néo-malthusianisme, en transformant un acte instinctif en un acte volontaire et consenti, aboutit à la stérilité :

Si la naissance d'un enfant devait être l'objet de tant de délibérations, les naissances deviendraient singulièrement rares. C'est un des grands bonheurs de l'humanité, l'une des causes de sa durée et de ses progrès, que la plupart des faits qui sont nécessaires à son maintien soient instinctifs et non pas rationnels, c'est-à-dire, dus à des penchants généraux, et d'ailleurs normaux, non pas à des examens prolongés d'une raison sujette à erreur et à indécision. (Le roy-Beaulieu).

La préférence donnée par les néo-malthusiens à la qualité sur la quantité est une cause de stérilité :

Les parents ne se jugeront jamais en forme pour procréer; on retarde le moment où l'on aura des enfants et l'on n'en a pas.

Le néo-malthusianisme destructeur de la population est particulièrement répandu chez nous. De tout temps, il a été empiriquement appliqué dans notre pays, aussi, *depuis qu'il existe des statistiques régulières*, constate-t-on que la France a toujours été en Europe le pays dont la natalité est la plus faible, la Turquie mise à part.

Mais, depuis la dernière partie du *xix^e* siècle, les choses se sont aggravées :

Le néo-malthusianisme qui n'existait qu'à l'état de pratique particulière, spontanée, discrète et quasi-honteuse, a pris corps, s'est organisé, a ses ligues, ses journaux, ses méthodes, sa philosophie, si l'on peut dire, son enseignement et sa propagande. (L. B.)

En 1896, le Docteur P. Robin fonde sa ligue de la régénération humaine; le néo-malthusianisme se répand très rapidement, par le livre, par des tracts, par des brochures.

Les procédés néo-malthusiens sont actuellement presque admis par l'opinion publique. Ils sont employés de façon courante dans la bourgeoisie comme dans les classes populaires et c'est la raison pour laquelle nous avons si peu d'enfants¹. Le chiffre des naissances dont la France est privée annuellement par suite de pratiques anti-conceptionnelles ne peut s'évaluer, il se chiffre certainement par centaines de mille.

1. Sur tous ces points, se reporter au livre de M. P. Bureau : *L'indiscipline des mœurs*.

En même temps que se répandait l'emploi des procédés anti-conceptionnels, l'avortement s'insinuait dans nos mœurs.

Le nombre des avortements a triplé en quelques années.

Alors qu'il y a 7 ans, la proportion entre les accouchements et les avortements était à l'hôpital Boucicaut de 7,7, elle est aujourd'hui de 17,7. Cette progression se retrouve à l'hôpital Tenon, à Beaujon, à Lariboisière et surtout à l'hôpital Saint-Antoine où elle a passé de 6,66 à 18,49. (D^r Doléris).

Dans son précis de médecine légale, le professeur Lacasagne évalue à 10.000 le nombre annuel des avortées pour la seule agglomération lyonnaise qui compte 550.000 habitants, et 8 à 9.000 naissances par an.

Pour la France entière, la Société obstétricale évalue le nombre des avortements à un chiffre variant entre 275.000 et 325.000.

Le nombre des avortements va croissant, les mœurs se relâchent, la répression s'affaiblit; on poursuit rarement et, lorsque le Parquet poursuit, le plus souvent les jurés acquittent.

CHAPITRE II.

Causes psychologiques et morales de la diminution de la natalité.

C'est donc le néo-malthusianisme qui ronge les forces vives de notre pays; mais s'il s'est répandu aussi rapidement chez nous, c'est qu'il correspondait aux sentiments et aux besoins inconscients de la majorité des Français.

Ce ne sont point les idées (ou des théories comme le *néo-malthusianisme*) qui provoquent les sentiments, mais au contraire les sentiments qui provoquent les idées; plus exactement, ce sont les sentiments préexistants à l'état de sentiments *purs*, c'est-à-dire privés de tout complément intellectuel (idée ou image), et par conséquent avides d'un tel complément, qui happent au passage et au besoin inventent des idées ou des images capables de les satisfaire, comme certains radicaux chimiques, essentiellement inquiets à l'état de pureté, s'emparent gloutonnement d'un élément capable de leur donner le repos : par exemple, ce n'est pas l'antisémitisme qui provoque la haine, mais au contraire la haine, — préexistante à l'état de haine sans objet ou besoin de haïr, — qui se jette sur une idée « d'objet haïssable » qu'elle trouve toute faite dans le commerce. (J. Benda : *Mon premier testament*, page 8.)

Les théories néo-malthusiennes se sont répandues très vite en France, non parce qu'elles ont convaincu les esprits par la rigueur de leurs déductions logiques, mais parce qu'elles ont trouvé un milieu affectif favorable, parce qu'elles correspondaient aux besoins inconscients des esprits. Avant l'éclosion même du néo-malthusianisme, il y avait déjà une mentalité néo-malthusienne.

Quelle est cette mentalité néo-malthusienne?

§ 1. LES MOBILES PSYCHOLOGIQUES DÉFAVORABLES
A L'ACCROISSEMENT DE LA NATALITÉ.

Il serait faux de croire que les sentiments de famille soient moins développés en France que dans les autres nations.

Nos familles ont un enfant aussi souvent que les familles étrangères, mais « c'est à partir du deuxième et des suivants qu'on constate les abstentions ». (E. Levasseur).

Ce fait démontre d'abord que les causes de notre faible natalité sont surtout d'ordre psychologique, que notre stérilité relative est volontaire. Il prouve en outre que nous aimons l'enfant, mais que nous craignons les charges qu'il occasionne plus que nous ne l'aimons.

La mentalité du néo-malthusien est en réalité complexe : il n'agit pas seulement sous l'impulsion de sentiments égoïstes, il est guidé parfois aussi par des sentiments altruistes. Tantôt, il supprime l'enfant pour ne pas lui sacrifier ses aises et son bien-être, tantôt au contraire, c'est pour faire à son enfant une situation meilleure qu'il se prive de la joie d'en avoir d'autres.

Article premier. — L'égoïsme. — Créer une famille, élever des enfants exigent un effort et des privations devant lesquelles beaucoup reculent. L'enfant, en effet, est une lourde charge pour les familles besogneuses et une gêne pour les familles aisées ou même riches.

C'est une charge d'abord pour la mère. Pendant la gestation, elle doit prendre des précautions, des soins, dans les derniers mois, elle ne peut faire aucun travail ; si le ménage est pauvre, il se trouvera privé du salaire de la mère au

moment même où les dépenses de la famille s'accroissent de frais nouveaux. L'arrivée de l'enfant peut compromettre la santé de la mère, mettre sa vie en danger, au mieux-aller, la rendre, pendant de longs mois, inapte à tout travail et l'empêcher de gagner sa vie.

Dans les classes aisées, la question se présente sous un jour un peu différent. La mère n'a pas à craindre l'interruption de son travail, la perte de son gagne-pain. L'enfant n'en constitue pas moins une lourde gêne, une entrave aux plaisirs mondains et même aux simples sorties.

La première grossesse est supportée sans trop d'ennui, mais les suivantes paraissent intolérables : ce sont les plus belles années de sa jeunesse qu'une femme devrait consacrer ainsi aux devoirs de famille et ce sacrifice serait si lourd que ni l'opinion publique, ni la morale actuellement en cours ne l'exigent de la jeune femme.

Le nouveau-né n'est pas seulement une charge pour la mère, il apporte aussi de nouveaux soucis au père à qui incombe le soin de faire vivre et d'entretenir la famille.

Les dépenses d'entretien de l'enfant sont proportionnellement aussi lourdes pour les familles bourgeoises que pour les familles ouvrières. Les revenus de l'ouvrier sont moindres, mais il élèvera son enfant à moins de frais que le bourgeois, il l'enverra à l'école primaire gratuite et, dès 12 ou 13 ans, le « gamin » commencera à gagner sa vie.

Un jeune homme de la bourgeoisie ne commence à suffire à ses besoins que beaucoup plus tard. Les études secondaires et supérieures sont longues. Les carrières libérales ne font vivre leur homme qu'après une longue période improductive qui s'étend parfois jusqu'à l'âge de 30 ans ; jusque

là, le fils est à la charge de ses parents. Quant à la fille il faut la doter si elle se marie, et, si elle ne se marie pas, pourvoir à son entretien.

Un certain courage est donc nécessaire pour créer une famille nombreuse, surtout à une époque où les difficultés de la vie matérielle se font aussi âprement sentir. Beaucoup reculent devant l'effort et cette faiblesse morale est certainement une des causes les plus actives de la diminution de la natalité.

Les calculs égoïstes entrent ainsi en lutte avec les sentiments de famille; ils triompheront aisément de ces derniers si le jeune ménage est placé dans un milieu avide de luxe et de confort, où le progrès de la science et de la civilisation reçoivent une application immédiate. C'est pourquoi l'on remarque que, dans tous les pays à civilisation raffinée, la prolificité paraît décroître proportionnellement au développement du bien-être et de l'instruction.

P. Leroy-Beaulieu a observé ce phénomène démographique en Belgique. Il remarque que le taux de la natalité a baissé dans ce pays de 33,35 pour mille dans la période 1831-40, à 24.73 pour mille dans la période 1907-1909. Or la fin du xix^e siècle et le commencement du xx^e ont été une période de grande prospérité pour les principales industries belges.

L'action de la civilisation sur la natalité est encore plus manifeste si l'on prend pour terme de comparaison les populations flamandes et wallonnes. La population flamande est beaucoup moins civilisée que la population wallonne, aussi la natalité est-elle beaucoup plus élevée chez les flamands. Par exemple, de 1891 à 1892, la natalité

était encore de 30 pour mille dans les provinces flamandes, alors qu'elle était déjà tombée à 24 et 27 pour mille dans les provinces wallonnes. On ne peut attribuer la faible natalité des provinces wallonnes à des causes économiques ou à la nature des professions : le Luxembourg et Namur sont essentiellement agricoles, Liège et le Hainaut sont surtout industriels ; dans les provinces wallonnes on retrouve donc les mêmes classes d'habitants que dans les provinces flamandes... On ne saurait, d'autre part, prétendre que la prolificité des populations flamandes est un privilège de la race, car en 1840 et de 1841 à 1850, la natalité fut plus forte dans les provinces wallonnes. On est donc amené à cette conclusion que l'infériorité des provinces wallonnes, sous le rapport du repeuplement, provient de ce qu'elle jouissent de plus de bien-être.

Cette anomalie n'est pas spéciale à la Belgique. On l'observe chez tous les peuples. Les plus prolifiques sont les plus primitifs, peu développés intellectuellement, et jouissant d'une faible aisance. Les nations cultivées, industrielles, aisées, sont au contraire moins prolifiques. Ainsi constate-t-on une diminution du taux de la natalité chez la plupart des nations de l'Europe occidentale.

En même temps que la civilisation et le bien-être, se développent les mobiles égoïstes et l'esprit calculateur aux dépens des sentiments de famille. Tandis que le pauvre hère, dépourvu d'instruction, ne connaît ni plaisirs, ni joies intellectuelles, ni les satisfactions matérielles que procure l'argent. Pour lui, la seule douceur de la vie réside dans le mariage : d'une part, la médiocrité partagée est moins sensible et les époux trouvent toujours dans l'union un recon-

fort et dans l'affection mutuelle la force et le courage nécessaires pour affronter les luttes et les orages de la vie.

La richesse inspire des sentiments différents, suivant qu'elle affecte des esprits cultivés portés vers les plaisirs intellectuels ou des individus plus grossiers enclins aux jouissances matérielles : les premiers négligeront souvent la famille pour s'adonner de préférence à l'étude, les derniers verront dans la famille les charges, les embarras et les soucis plutôt que les joies qu'elle procure. Dans les deux cas, la richesse fait naître des appétits ou des besoins contraires à l'intérêt de la procréation.

L'aisance crée une disposition à la prévoyance ; elle favorise l'esprit de calcul aux dépens des sentiments altruistes.

L'homme du peuple est bien souvent insouciant du lendemain ; il vit au jour le jour sans songer à constituer une réserve qui lui paraît nécessiter trop d'effort, trop de persévérance. Il ne choisit donc pas entre deux alternatives : s'abstenir de procréer ou faire des économies : non, il aura des enfants et « on les élèvera comme on pourra ».

Dans les classes aisées, l'esprit d'économie est au contraire très développé. Le petit capital déjà amassé permet une vie plus facile, mieux assurée contre l'adversité. Tous les avantages que procure l'épargne incitent l'épargnant à économiser toujours davantage. On ne peut à la fois économiser et élever une famille nombreuse : pour thésauriser, on supprime l'enfant.

L'aisance développe l'esprit d'épargne, le goût du bien-être, favorise les calculs égoïstes.

Au lieu de lutter contre l'individualisme grandissant, le législateur, inconsciemment sans doute, renforçait les calculs égoïstes en imposant aux familles nombreuses des charges plus lourdes qu'aux célibataires.

L'Etat entretient avec les particuliers deux sortes de rapports. Il crée d'abord des services publics chargés de fournir aux individus certaines prestations. Puis, pour alimenter et faire fonctionner les services publics, dont il a assumé la charge, il exige des prestations en nature ou des sacrifices d'ordre pécuniaire. Dans les deux cas, l'Etat peut favoriser les familles nombreuses; il lui est facile, en effet, de leur réserver une part plus grande dans les prestations qu'il leur fournit et d'exiger d'elles moins d'impôts qu'il n'en demande aux ménages sans enfants et aux célibataires. En diminuant les charges qui pèsent sur les chefs de famille il fait contrepoids aux calculs égoïstes de l'individu.

Récemment encore, notre législation suivait la méthode inverse : le célibataire avait toutes les faveurs de l'administration, les familles nombreuses supportaient tout le poids des charges publiques.

Cette situation tend à se modifier à l'avantage des familles nombreuses, mais beaucoup d'iniquités subsistent encore.

Ainsi, il est évident que les impôts sur la dépense pèsent surtout sur les familles nombreuses qui consomment beaucoup plus que les célibataires, et cependant c'est aux impôts de consommation que notre parlement demande la plus grande partie des ressources budgétaires. D'une étude très intéressante de M. Nogaro, il résulte que les 12 milliards d'impôts de consommation votés en 1920, font peser

sur les familles nombreuses une surtaxe de 1 milliard¹.

A l'inverse des impôts indirects, les contributions directes peuvent être établies en tenant compte des charges du contribuable; ces impôts sont alors dits « personnels », par opposition aux impôts réels qui frappent la matière imposable sans tenir compte du redevable qui la détient, de ses charges et de ses revenus. Le législateur a substitué en 1914 et 1917 un système d'impôts personnels, au système d'impôts réels antérieurement en vigueur. Cette réforme a permis de tenir compte des charges de famille dans l'établissement des rôles. Mais les impôts départementaux et communaux, qui constituent une grosse part des charges publiques, sont toujours perçus d'après le principe de la réalité et de l'improportionnalité. Ils continuent de peser plus lourdement sur les familles nombreuses que sur les célibataires et les familles sans enfants.

La défense du pays réclame des individus le service militaire obligatoire et égal pour tous, mais cette égalité n'est qu'apparente. En réalité, l'impôt du sang frappe d'autant plus les familles qu'elles sont plus nombreuses; s'il y a égalité des charges réparties sur les individus, l'inégalité du traitement à l'égard des familles est manifeste et presque choquante.

Comme notre législation militaire, notre législation sociale nuit à la famille. Nous ne citerons, à titre d'exemple, que la loi sur le travail des enfants. Autrefois, l'enfant coûtait peu : à 6 ou 7 ans, dans le travail rural, ou manufacturier, l'enfant commençait à gagner sa vie. De 10 ou 11 ans à 20 ans, il gagnait plus que sa subsistance et appor-

1. R. Nogaro. — *Action Nationale* du 25 juin 1920.

tait une aide à sa famille. Actuellement, il ne gagne rien jusqu'à 14 ou 15 ans, très souvent même jusqu'à 18 ou 19 ans, et, de cet âge à 21 ans, il n'admet guère en général que son travail puisse profiter à ses parents.

L'instruction primaire l'a émancipé en le soustrayant à l'autorité paternelle et en lui donnant souvent le mépris des parents illettrés.

Sans vouloir réformer notre législation sociale, dans le seul intérêt de la natalité, il n'est pas inutile de signaler qu'elle est l'une des causes, peut-être inévitable, qui ont contribué à renforcer les calculs égoïstes au détriment des sentiments de famille.

Article II. — Le désir de bien-être pour l'enfant. L'arri-visme. — Les motifs égoïstes ne sont pas seuls à agir. C'est souvent pour épargner à l'enfant les souffrances, les misères de la vie, par crainte de lui faire une situation matérielle insuffisante que l'individu restreint sa famille.

On trouve ce sentiment même dans les classes pauvres, les plus naturellement insouciantes.

D'après Leroy-Beaulieu, chez les populations un peu frustes, on remarque une coïncidence entre la hausse de la natalité et l'élévation du prix de la main-d'œuvre. Pou-vant plus facilement caser leurs enfants, les parents en procrésent davantage. Le docteur Bertillon estime même que c'est bien plus pour assurer le bonheur de l'enfant unique que le sien propre que l'homme limite sa procréation. Lorsque le souci de l'avenir de l'enfant disparaît, dit-il, l'individu devient prolifique.

A l'appui de sa thèse, il cite l'exemple du Fouesnant, contrée du Finistère qui possède de vastes terres incultes.

Tout homme qui a fini son service militaire, va proposer à un propriétaire de lande de lui abandonner pour un temps très long une parcelle de terre. Il la défriche, s'y marie et a beaucoup d'enfants. Il n'a aucune inquiétude pour ses enfants, ils feront comme lui : la lande est vaste.

Le désir d'assurer l'avenir de l'enfant se rencontre surtout dans les classes aisées, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le peuple est plus insouciant et ne calcule pas, il vit au jour le jour. L'esprit de prévoyance est au contraire très répandu dans la famille bourgeoise dont les pensées sont fixées sur l'avenir du fils unique.

A ces calculs se mêlent parfois des sentiments ambitieux. Le père rêve pour son fils une situation supérieure à la sienne. Les espérances qu'il n'a pu réaliser lui-même, il veut les voir réaliser par son fils. « Chaque molécule sociale poussée par un instinct irrésistible cherche à s'élever », écrit A. Dumont, et il baptise ce phénomène du nom de *capillarité sociale*.

L'influence de l'arrivisme sur la natalité est désastreuse. Les familles n'ont qu'un enfant pour pouvoir lui laisser un plus gros héritage. Au décès des parents, la succession ne sera pas partagée, éparpillée entre plusieurs mains, le fils unique sera riche, car son éducation aura coûté moins cher que celle d'une famille nombreuse.

Dans une famille bourgeoise, on calcule que l'entretien d'un enfant revient en moyenne à 2.000 francs, un peu moins dans la première année, un peu plus quand l'enfant est devenu jeune homme. Or, 2.000 francs économisés chaque année et placés seulement à 3,5 % donnent au bout de 25 ans 86.626 francs. (P. Bureau, op. cit.)

Si l'on n'a qu'un enfant au lieu de deux, c'est plus de

80.000 francs qu'on économise pour l'avenir de l'enfant unique.

L'arrivisme a un autre effet fâcheux sur la natalité : il pousse les jeunes gens à retarder leur mariage. Dans les carrières libérales, par exemple, ce retard est obligatoire : un avocat, un médecin ne commencent à réaliser des gains suffisants que vers 36 ou 40 ans. Souvent aussi, pour faire un « beau mariage », on recule le moment de l'union jusqu'au jour où le jeune homme a une situation suffisante. Or, ce sont les mariages jeunes qui sont les plus féconds. C'est de 18 à 20 ans, que la fécondité atteint le maximum pour les femmes ; de 20 à 24 ans, elle a déjà sensiblement diminué et beaucoup plus encore de 25 à 29 ans.

Pour l'homme, elle est au maximum aux environs de 25 et 26 ans ; elle a déjà notablement baissé de 30 à 34 ans.

Enfin la combinaison d'âge qui donne la plus forte fécondité est celle de 25 ans pour l'homme et 18 à 20 pour la femme¹.

§ 2. CAUSES MORALES DE LA DIMINUTION DE LA NATALITÉ.

A) L'individualisme. — Les causes d'ordre psychologique n'expliquent pas entièrement la crise de la famille dont nous souffrons.

Cette crise a été largement favorisée par l'affaiblissement de la moralité publique, l'exaltation des droits de l'individu au mépris de ses devoirs.

Toute morale suppose que l'individu *renonce à se prendre*

1. Sur tous ces points : P. Leroy-Beaulieu : *op. citat.*

comme centre, car toute morale implique un certain esprit de dévouement, de sacrifice à des fins qui dépassent l'individu et lui sont supérieures.

La mentalité actuelle est précisément caractérisée suivant Leroy Beaulieu :

par la renonciation à tout idéal élevé, par l'exacerbation de l'égoïsme, la poursuite acharnée de la jouissance et du bien-être, le dédain de toute idée de sacrifice ».

Chacun prétend avoir « droit au bonheur », « vouloir vivre sa vie ».

Cet état d'esprit a des répercussions profondes sur la natalité.

L'individu n'étant plus retenu par aucun frein s'abandonne librement à ses passions et se jette dans la débauche.

Les maladies contagieuses, conséquences normales de la prostitution, se répandent et détruisent lentement la race. Chaque année, elles amènent la mort d'un grand nombre d'individus en âge de procréer. Elles exposent tous les membres de la famille à la contamination. Enfin, elles se transmettent à l'enfant et engendrent la dégénérescence de la descendance.

Le nombre des personnes que tuerait la syphilis, en France seulement, est évalué à 140.000 par an.

Les effets moraux et sociaux de la mentalité moderne ne sont pas moins graves. L'égoïsme régnant en maître, on écarte la maternité comme un embarras.

Nombre de mariages se concluent comme une simple camaraderie, pour avoir une existence à deux, de sexe différent, pour la commodité, pour l'agrément, sans aucune considération d'enfants à venir¹.

1. Sur ces points, P. Leroy-Beaulieu, op. citat.

En même temps que le sens de la cité s'en va, les liens de famille se relâchent.

Au nom de l'individualisme, des écrivains de talent, tels que G. Sand, P. et V. Margueritte, P. Louys, réclament la liberté de l'individu en présence des règlements sociaux et des obligations morales. Leur formule est la suivante :

Dès son adolescence, toute personne a droit au plein épanouissement de son activité sexuelle et à l'enrichissement de nature que cet épanouissement ne peut manquer de lui garantir¹.

Cette thèse est défavorable à l'idée du mariage, elle veut faciliter le divorce, faire de l'adultère un droit ; son idéal est l'union libre ; enfin, le néo-malthusianisme est sa conséquence logique.

Or le mariage monogamique réalise les conditions les meilleures pour l'entretien et le recrutement de la race, parce qu'il crée un lien durable et légal. Pour que l'homme procrée, il faut qu'il ne conçoive pas ses rapports avec la femme comme temporaires et passagers mais comme durables ; qu'il accepte par avance toutes les charges de la paternité ; la maternité accroît les charges de la femme et la rend incapable de subvenir à ses besoins, il faut que l'homme y subviennne à sa place.

L'union libre est défavorable à la natalité parce qu'elle est passagère.

La grossesse d'abord, puis la maternité, puis les soins à l'enfant, puis la dépense mettront souvent « l'ami » en fuite au grand détriment de la mère qui avortera².

1. Leroy-Beaulieu, *op. citat.*

2. P. Bureau.

Le mariage est préférable à l'union libre, mais est-il nécessaire qu'il soit indissoluble ?

Le problème de l'indissolubilité du mariage est matière à controverses. En France l'influence du divorce sur la natalité est néfaste parce qu'on abuse du divorce.

Le nombre des divorces est passé de 4.000 en 1886 à 15.000 en 1913. La distinction entre le divorce par consentement mutuel et le divorce pour griefs légitimes s'est effacée, nous en sommes au jugement d'accord en matière de divorce. Beaucoup de gens se marient avec l'intention de divorcer peu de temps après et comme, pour divorcer, les enfants sont une gêne, on les supprime du programme. Le mariage dégénère en une sorte d'union libre; il en a tous les inconvénients.

Union libre, divorce par consentement mutuel, sont le produit des théories individualistes que développe chaque jour notre littérature et qui imprègnent si fortement l'opinion publique en France.

Notre littérature est anti-familiale.

Presque toutes les héroïnes de nos comédies et de nos romans, —dit M. Ch. Gide, — sont des femmes dont la maternité s'aperçoit à peine.

L'adultère y domine, la femme honnête est celle qui n'a qu'un amant.

Pour l'opinion publique, le père d'une nombreuse famille est un imprudent.

Dans *Germinal*, Zola a décrit ces mœurs de façon saisissante. La femme d'un pauvre mineur comparait devant des millionnaires, auteurs d'une fille unique :

Vous n'avez que celle-là ? demanda Mme Grégoire pour rompre le silence... — Oh ! Madame, j'en ai sept ! — M. Grégoire qui s'était mis à lire son journal eut un sursaut indigné : — Sept enfants ! mais pourquoi, bon Dieu ? — C'est imprudent, murmura la vieille dame... — La Maheude eut un geste vague d'excuse...

L'indifférence du monde pour les familles nombreuses est pour beaucoup dans le développement de la crise de la natalité. En cette matière, en effet, l'importance de l'opinion publique est considérable, la morale n'a pas d'autre sanction que celle de l'opinion publique. Si la mode était aux familles nombreuses, le taux de la natalité en France se relèverait certainement d'une façon très sensible.

B). L'affaiblissement des sentiments religieux. — A défaut de morale publique, la religion eût pu servir de frein au déchaînement des appétits et domestiquer les égoïsmes.

La religion fait passer les devoirs moraux avant les plaisirs, elle inspire un renoncement qui est favorable à la constitution des familles.

Elle prêche en outre la subordination des intérêts personnels de l'individu aux intérêts collectifs de l'humanité. Par l'espoir de la vie future, la crainte des châtimens célestes, elle donne une sanction efficace à la loi morale. Au demeurant, toutes les religions sont favorables à la procréation et condamnent rigoureusement les pratiques néo-malthusiennes.

Mais ces effets de l'esprit religieux n'ont pu se manifester en France. Au cours du XIX^e siècle, les croyances religieuses se sont beaucoup affaiblies par suite de l'antagonisme de la religion catholique et de certaines théories politiques et humanitaires. La France penche vers le scepticisme.

La destruction de la moralité publique, l'affaiblissement des sentiments religieux ont eux-mêmes leur source dans le progrès des sciences. Par elles, l'homme a acquis des moyens d'action matérielle d'une puissance inouïe. De son pouvoir grandissant sur la nature, il a conçu un orgueil immense.

Le culte de l'intelligence humaine s'est substitué au culte de la divinité. L'homme s'est pris pour le centre du monde. De là vient la disproportion entre les droits qu'il s'attribue et les devoirs qu'il accepte. L'appétit de jouissance est le facteur direct de cette supériorité que prend l'intelligence au détriment du cœur. Et c'est l'appétit de jouissance qui est la cause de la diminution de la natalité.

SECTION II.

Les causes dérivées. Influence du milieu sur la diminution de la natalité.

La cause de la faiblesse de notre natalité est dans l'état des consciences individuelles et la corruption des cœurs. L'individu, sans doute, ne vit pas replié sur lui-même dans un splendide isolement; il se meut dans un milieu physique et social dont il subit la réaction. Mais ce milieu est en lui-même indifférent et passif, il prend la forme que lui donnent les volontés individuelles, il peut indifféremment être favorable ou défavorable à la famille.

Pourquoi en pays flamand élève-t-on facilement six enfants alors qu'en Wallonie on a de la peine à en élever trois? C'est qu'en pays flamand, toutes les institutions ont été aménagées pour l'éducation d'un grand nombre d'enfants, tandis que le phénomène contraire se produit en Wallonie.

« Les institutions sont frauduleusement aménagées en faveur du célibataire et de la famille inféconde parce que l'individu est égoïste et ne veut pas d'enfants. Les phénomènes externes du milieu sont eux-mêmes des effets du psychologisme perversi. » (P. Bureau).

Beaucoup d'institutions qui ont travaillé contre la natalité pourraient aussi bien travailler pour elle si les Français voulaient des enfants.

Notre régime administratif et juridique est défavorable à la natalité, les lois fiscales pèsent plus lourdement sur les familles nombreuses que sur les célibataires parce que la famille n'est pas en honneur et qu'on se désintéresse de l'enfant. Les causes psychologiques réapparaissent toujours à la base des institutions.

Notre régime économique était avant la guerre nuisible à la natalité. La stagnation de notre commerce, de notre industrie entraînait une baisse de salaires et de la natalité; mais si dans un pays riche, comme la France l'était avant la guerre, les affaires étaient dans le marasme, cela tenait à la mentalité française, à l'absence d'esprit d'initiative, à la psychologie du célibataire et de la famille restreinte : inutile d'accroître sa fortune, celle-ci sera toujours suffisante pour le fils unique.

Le milieu physique lui-même aurait pu être aménagé en faveur des familles nombreuses si les esprits n'avaient pas été corrompus par le néo-malthusianisme. Nous manquons de logements pour les familles nombreuses. Les pays dont la population progresse chaque année par centaines de mille ont des logements sains et spacieux pour loger leurs nombreux enfants. Il suffit de visiter une ville allemande pour voir l'importance des quartiers neufs, construits selon toutes les règles de l'hygiène, par rapport aux vieux quartiers du passé.

Pour loger les excédents annuels de population on construit des maisons nouvelles. L'accroissement de richesse que donne une population abondante fournit l'argent nécessaire pour les édifier. Si les Français n'étaient pas néo-malthusiens, nous aurions les logements nécessaires pour nos familles nombreuses.

Mais si les phénomènes externes du milieu sont eux-mêmes des effets du psychologisme perversi, *ces phénomènes externes réagissent à leur tour sur les forces psychologiques qui les ont engendrées.*

Les institutions politiques, juridiques, économiques, selon qu'elles seront plus ou moins favorables à la famille nombreuse, vont plus ou moins renforcer les calculs néo-malthusiens.

Bien que cette action du milieu soit dérivée, nous ferons abstraction des causes psychologiques qui l'ont engendrée, nous l'étudierons en elle-même.

CHAPITRE PREMIER

Le milieu physique : le logement.

L'insalubrité du logement est très nuisible à la natalité. La tuberculose nous tue chaque année 150.000 personnes, dont beaucoup sont à l'âge de la procréation. Sur ces 150.000 personnes, les $\frac{2}{3}$ appartiennent à la population urbaine. C'est le taudis, bouillon de culture de la tuberculose, qui est la cause de leur mort.

Les taudis sont nombreux dans la plupart des villes de France. Les immeubles insalubres s'y rencontrent le plus souvent par îlots, par quartiers.

A Paris, le quartier des Lombards, les environs immédiats de la place Maubert et de l'Hôpital Saint-Antoine renferment un grand nombre d'habitations délabrées et insalubres.

Ces logements sont très souvent dépourvus des conditions les plus élémentaires d'hygiène. Sur 2483 immeubles visités de 1905 à 1912 par les services d'hygiène, on a trouvé 11.745 chambres sans jour ni air.

L'insalubrité des habitations est d'autant plus grande qu'elles sont généralement surpeuplées. D'après une enquête de 1905, dans 616 villes, la population des logements ne contenant qu'une seule pièce représentait :

26	%	de la population totale à Paris	
20	%	— — —	St Etienne
42	%	— — —	Brest

et d'après J. Bertillon, 14,40 % de la population totale de ces villes vivait en 1901 dans des espaces de moins d'une demi-pièce par personne.

« J'ai visité dans le voisinage, écrit M. Aucuy, une petite pièce étroite, humide et basse au rez-de-chaussée d'un immeuble ; sur une paille transformée en litière couchent chaque soir, au retour de leur travail, dix ou douze ouvriers d'usine et un plus grand nombre s'il le faut. L'hôte les accueille, les conduit à l'unique chambre-dortoir, remue du pied la paille qui servira de lit, et perçoit 1 fr. 50 par dormeur et par lit. »

L'insalubrité du logement n'influe pas seule sur la natalité, la rareté des habitations, le prix élevé des loyers ont aussi un effet néfaste. La cherté des locaux constitue une grande gêne pour les familles nombreuses. La difficulté que les jeunes ménages éprouvent actuellement à se loger a retardé bien des mariages et empêché bien des naissances.

CHAPITRE II.

Le milieu économique.

Il y a une liaison intime entre l'activité économique d'une nation et le taux de la natalité. La constitution physique du sol, sa fertilité, le degré d'évolution économique du pays, la prospérité de son industrie, de son commerce ont une influence certaine sur les mouvements de sa population. Pour qu'un pays nourrisse beaucoup d'hommes, il faut qu'il produise les moyens de subsistance nécessaire.

Cette influence du milieu économique sur la natalité a été fortement mise en valeur par Malthus. Mais Malthus voulait prouver que les moyens de subsistance croissent moins vite que la population. C'est la thèse contraire qui est aujourd'hui admise.

Chaque fois qu'il naît un homme, la nature pourra produire un pain, dit J. E. Say.

L'homme va dans les régions les plus incultes, les plus malsaines, dépense ses forces et son intelligence et tire des moissons de terres en apparence improductives.

L'homme porte avec lui la fertilité; partout où il paraît, l'herbe pousse; le grain germe... (Thiers)

Quelle a été l'action du milieu économique sur la population de la France?

La France, avant la guerre, était considérée comme un

pays riche; mais le taux de la natalité d'un peuple dépend bien moins de la richesse produite, du degré d'aisance acquise que de la richesse en voie de formation, de l'intensité de l'activité industrielle et commerciale. Ce ne sont pas les économies, le « bas de laine » qui donnent une forte natalité, c'est l'activité de la production, c'est le progrès économique.

D'après les statistiques de M. L. March, l'augmentation rapide de la prospérité industrielle amène un accroissement de la natalité, mais la baisse arrive aussitôt lorsque l'activité industrielle redevient normale.

Quand l'abondance des capitaux ne crée pas une demande de main-d'œuvre, la natalité a tendance à décliner. Quand il y a abondance de travail et forte demande de main-d'œuvre, la natalité augmente. Ainsi le chômage entraîne une baisse de la natalité.

M. March a étudié les rapports entre le chômage et la natalité en Angleterre de 1848 à 1894. Il a établi, en comparant la courbe de chômage d'une année à la courbe de la natalité des deux ou trois années suivantes, une correspondance entre les mouvements des deux courbes.

Ces conclusions sont confirmées par le développement simultané de la population et de l'industrie en Angleterre et en Allemagne au *xix^e* siècle.

Au *xviii^e* siècle, l'Angleterre est un pays rural, sa population reste stationnaire. Vers 1760, sa grande industrie s'organise et se développe, au *xix^e* siècle, d'une façon extraordinaire. De 1801 à 1901 sa population passe de 8.873.000 à 32.577.343 habitants.

Après 1870, l'industrie allemande se développe dans les

mêmes proportions que l'industrie anglaise au XIX^e siècle. Sa population, de 45.600.000 habitants en 1880, passe à 68 millions en 1914.

La France dont l'industrie est sensiblement stagnante a une population également stationnaire. Elle comptait 37 millions d'habitants en 1880 et 39,5 millions en 1913.

Ces faits prouvent, *grosso modo*, qu'il y a une influence certaine de l'activité économique sur la natalité.

Sans vouloir analyser dans le détail cette action du milieu économique, nous étudierons deux causes économiques, particulières de la dépopulation : les causes professionnelles, le féminisme.

Les professions qui exigent peu d'esprit d'initiative, qui donnent un traitement assuré, mais peu élevé, comme les fonctions publiques, sont celles où le taux de la natalité est le moins élevé.

Les professions libérales qui exigent une longue préparation offrent également des conditions défavorables à la natalité en retardant le mariage.

En France, les fonctions publiques et les professions libérales sont particulièrement encombrées. Le nombre des fonctionnaires publics et des employés des services concédés est en effet évalué à 1.350.000. Les professions libérales sont envahies : beaucoup y végètent, et, faute de ressources, restent célibataires.

En principe, dans les pays peu industriels, comme la France, les naissances sont plus nombreuses dans la population rurale que dans la population urbaine.

La population rurale, attirée par les plaisirs de la ville et la hausse des salaires dans l'industrie, émigre vers les

villes; conséquence doublement néfaste : les campagnes se dépeuplent et le paysan transplanté à la ville devient stérile.

Aux causes professionnelles de la dépopulation se rattache étroitement une autre cause de notre faiblesse démographique : le féminisme.

Le nombre des femmes employées dans des professions, autrefois exclusivement masculines, a été sans cesse croissant. On en trouve actuellement non seulement dans l'agriculture et le commerce, mais aussi dans l'enseignement public, dans les postes et télégraphes, les banques, les chemins de fer et les carrières libérales.

Cette tendance à la masculinisation de la femme est fâcheuse au point de vue de la natalité :

a) La femme qui veut ou peut vivre seule cherche moins à se marier.

b) si la femme employée se marie, elle évitera l'enfant qui l'empêcherait de continuer l'exercice de sa profession.

c) « Dans les classes inférieures, certaines carrières, comme celles d'institutrice publique, de receveuse des postes, donnent à beaucoup de jeunes filles qui sont parvenues à ces professions, du dédain pour les hommes avec qui elles pourraient se marier, c'est-à-dire pour les paysans et les ouvriers » (P. Leroy-Beaulieu).

CHAPITRE III.

Le milieu juridique : Le régime successoral.

On peut concevoir trois régimes successoraux types : la liberté testamentaire, le partage forcé, la conservation forcée (droit d'aînesse).

Notre code a adopté le système du partage forcé. En principe, à la mort des parents, la succession doit être partagée de façon égale entre les enfants.

Ce régime a encouragé la famille restreinte. L'homme ne se résout pas au partage de ses biens, il ne peut admettre que le petit domaine, péniblement constitué par toute une vie d'efforts, soit partagé ou vendu après sa mort ; « faute de pouvoir faire l'enfant aîné, il se résout à faire l'enfant unique » (Thaller).

Ce principe du partage forcé n'est pas appliqué de façon absolue par notre code, les parents ont le droit de disposer d'une certaine partie de leurs biens pour avantager l'un de leurs enfants. Mais la quotité disponible est d'autant plus faible que le nombre des enfants est plus grand. Dès lors, plus la famille est nombreuse, plus l'héritage sera divisé.

Le morcellement de la succession est encore aggravé par les règles des articles 832 et 815 du Code civil.

En vertu de l'article 832, non seulement la part de chaque enfant doit être égale, mais encore chaque lot doit

comprendre « *la même quantité de meubles, d'immeubles, de droils ou de créances de même nature et même valeur* ».

Enfin l'article 815 du Code établit que « nul n'étant forcé de rester dans l'indivision » tout héritier peut à tout moment demander le partage de la succession.

Certains auteurs ont prétendu que notre régime successoral n'avait aucune influence sur la natalité; les pays qui ont les mêmes lois successorales que nous, font-ils remarquer, ont parfois une natalité élevée. Mais les causes de la dépopulation sont complexes; les causes juridiques de la stérilité peuvent être neutralisées par d'autres causes: la vigueur des sentiments moraux ou religieux par exemple.

Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, d'attribuer au régime successoral une action exagérée sur la natalité. La règle du partage égal et forcé n'a pas la même influence dans toutes les classes sociales.

Preçons, par exemple, un homme de la ville ayant une fortune placée en valeurs mobilières diverses. Ces valeurs de composition disparate, ne traduisent pas « l'unité d'un effort économique, l'incarnation d'une personnalité » (H. Joly). Si dès lors, cet homme a peu d'enfants ou n'en a pas, ce n'est pas qu'il redoute le partage égal et forcé de sa fortune. Il veut éviter les charges de la famille. Nous retombons ici dans les causes purement psychologiques de la dénatalité.

C'est chez les fermiers, les petits propriétaires ruraux, les chefs de petites exploitations commerciales ou industrielles que l'action des causes juridiques s'observe le mieux. « La perspective d'une dislocation, d'une division en parts de ses biens, à son décès, préoccupe le paysan et l'attriste » (H. Joly)

Cette mentalité est très répandue en France où les petits propriétaires fonciers sont nombreux. Une réforme de notre régime successoral s'impose donc dans l'intérêt de la natalité.

APPENDICE

Une cause politique accidentelle : La Guerre.

Pendant la guerre de 1914-1918, le nombre des naissances est tombé à 50 % de ce qu'il était en 1913. Sur le champ de bataille, nous avons eu 1.400.000 morts, fauchés dans la force de l'âge et dont la descendance est à jamais perdue pour la France.

On peut donc évaluer nos pertes de guerre à environ 2.600.000 existences humaines.

Après la guerre il est probable que certains facteurs restrictifs de la natalité vont jouer plus activement que d'ordinaire. La rupture d'équilibre des sexes augmente le nombre des femmes vouées au célibat, les vides créés dans la population masculine favoriseront le professionnalisme féminin; le coût de la vie et le chiffre des impôts augmenteront, etc...

Il ne faudrait donc pas être hypnotisé par notre victoire. « Tout l'avenir ne tient pas dans une défaite ou dans une victoire : la défaite n'arrête pas les pays qui montent, la victoire ne fait pas revivre les pays qui meurent. » (H. de Roure 1913).

DEUXIÈME PARTIE

Les solutions de notre législation positive

TITRE PREMIER

Le rôle du législateur. — Efficacité de son intervention.

Le législateur peut-il quelque chose contre la diminution de la natalité en France?

Sur ce point l'opinion publique est généralement sceptique. La masse a tendance à croire que l'évolution démographique actuelle est nécessaire et que le législateur ne peut la modifier.

Un passage de la *Revue de l'Enseignement primaire* du 17 mai 1908, reflète bien cet état d'esprit.

Nos économistes se lamentent et préconisent de vaines mesures pour enrayer ce qu'ils appellent un fléau. Leurs efforts ne prévaudront pas contre une loi naturelle, car c'est une loi qu'un peuple a d'autant moins d'enfants que sa civilisation est plus avancée.

Les pays les plus arriérés sont toujours les plus prolifiques, les nations les mieux éduquées le sont de moins en moins.

Si nous avons peu d'enfants, c'est parce que nous sommes un peuple de vieille civilisation. Il n'y aurait rien à faire là contre : tous les efforts du législateur sont vains !

A l'appui de cette opinion on tire argument de l'inefficacité des lois caducaires de l'ancienne Rome, qui elles aussi, devaient lutter contre la dénatalité.

Qu'étaient les lois caducaires?

Sous Auguste, la race romaine avait complètement cessé d'être féconde : on n'avait plus d'enfants.

Leroy-Beaulieu attribue ce phénomène au scepticisme religieux, au souci du bien-être, de la jouissance, à l'horreur de la gêne et de l'embarras.

Rome souffrait donc des maux mêmes dont nous nous plaignons aujourd'hui. Des mesures législatives furent prises ; d'après beaucoup d'auteurs, elles n'eurent aucun effet.

On accorda des privilèges divers aux pères de famille : ils eurent un droit de priorité pour l'accès aux fonctions publiques. Le régime successoral fut modifié : les libéralités entre époux sans enfants furent limitées à un dixième de la fortune totale du donateur ; les testaments au profit d'un étranger sans enfants furent interdits ; les parts rendues caduques par les incapacités des célibataires revenaient aux patres, c'est-à-dire, à ceux qui, institués dans le même testament que le célibataire, étaient pères d'un ou de plusieurs enfants. On ne s'en tint pas aux lois successorales : les magistrats eurent même le droit de contraindre les parents à marier leurs enfants ou à doter leurs filles (Vanleear : *La Dépopulation de l'Italie au temps d'Auguste*).

D'après l'opinion commune, cette législation n'aurait eu aucun effet. En réalité, l'inefficacité des lois caduques ne prouve rien pour ou contre l'intervention législative ; il est admis que ces lois ne furent appliquées ni assez longtemps ni de façon assez rigoureuse. Bien mieux, le seul document statistique que nous possédions sur la population de Rome, l'inscription d'Ancyre, accuse pour le règne d'Auguste, une augmentation du nombre des citoyens romains qui est passé de 4.063.000 en 726 à 4.937.000 en 767.

Peut-être cet accroissement du nombre des citoyens romains n'est-il pas dû uniquement à l'augmentation de la natalité, mais la moindre conclusion qu'on puisse en tirer est que l'on ne sait rien de précis sur les effets des lois d'Auguste à Rome.

Les adversaires de l'intervention législative ne tirent pas seulement argument de l'inefficacité des lois romaines, c'est-à-dire de faits historiques, ils invoquent encore le simple raisonnement, l'observation des faits.

Que peuvent les lois sur les mœurs? — disent-ils. Un texte législatif est impuissant pour modifier la manière de vivre, les habitudes, les coutumes de tout un peuple. Bien loin que les lois fassent les mœurs, ce sont les mœurs qui inspirent les lois.

Les lois n'agissent, il est vrai, que d'une façon bien lente sur les mœurs, mais c'est une exagération d'affirmer qu'elles n'ont *aucune* influence sur elles. La législation ne règle-t-elle pas une foule de points concernant la reproduction de la race? C'est la loi qui fixe l'âge minimum des mariages et le fait varier selon les sexes; c'est elle qui réglemente la prostitution, proscriit l'adultère, l'inceste, la polygamie, etc.

Pourquoi le législateur ne pourrait-il pas susciter un plus grand nombre de naissances s'il juge que le pays s'étirole et s'affaiblit ?

Les causes de la dénatalité, réplique-t-on alors, sont d'ordre purement psychologique et moral. Que peut le législateur contre des sentiments, des volitions, des idées? Peut-il, par un texte, supprimer l'égoïsme, l'ambition, détruire les tendances individualistes, restaurer les croyances

religieuses ? Le domaine psychologique et moral lui échappe, il n'a sur lui aucune action directe.

Le législateur, il est vrai, ne peut diriger à sa guise la volonté humaine, mais il a sur elle une action, qui, bien qu'indirecte, n'en est pas moins profonde : il ne peut rien sur les décisions humaines, mais il peut beaucoup sur les motifs qui les déterminent.

La volonté humaine, si elle est libre, n'est pas indéterminée, elle est dirigée par des mobiles. C'est en donnant plus de force aux mobiles favorables à la natalité que le législateur peut agir sur les consciences individuelles. Parmi ces mobiles, le plus puissant est évidemment *l'intérêt* : il faut que nos lois favorisent les familles nombreuses. Comme l'éducation d'une famille nombreuse coûte cher, il faut que l'Etat aide par tous les moyens dont il dispose les familles nombreuses, aménage l'ensemble de notre système législatif de façon à les aider et les encourager.

Dans ce domaine, le Parlement avait beaucoup à faire ; Le docteur Javal pouvait dire, avec raison, en 1897 : « C'est contre les familles nombreuses que se dirige comme à plaisir tout l'arsenal de nos lois ».

Les lois d'impôts, les lois militaires, l'organisation de nos fonctions publiques, tout semblait combiné pour décourager les pères de famille et favoriser les célibataires.

Un grand effort a été fait pour modifier nos institutions et les rendre moins hostiles à la natalité. Il y eut, de 1913 à 1923, comme une floraison de lois en faveur de la natalité.

Ce mouvement législatif fera l'objet de la deuxième partie de cette étude. — Nous verrons qu'on a fait beaucoup, mais qu'il reste encore davantage à faire, si l'on veut lutter efficacement contre la dénatalité.

TITRE DEUXIÈME

Action sur les principales causes de la diminution de la natalité.

SECTION I.

La lutte contre le néo-malthusianisme.

Le néo-malthusianisme, nous l'avons vu dans la première partie de cette étude, a une influence directe et profonde sur la crise de la natalité.

C'est vers 1904, que la proportion des avortements a été la plus grande. Or, c'est précisément à cette époque que la propagande néo-malthusienne s'est organisée et développée.

Le législateur a pris deux séries de mesures contre la propagande néo-malthusienne, des mesures répressives et des mesures préventives.

Il a érigé l'avortement en crime, la provocation à l'avortement et la divulgation des procédés anti-conceptionnels en délit.

Il s'est ensuite efforcé d'opérer « la prophylaxie de l'avortement », c'est-à-dire de supprimer l'avortement en supprimant les causes de l'avortement. La misère est une

de ces causes. Craignant que son état physiologique ne l'empêche bientôt de travailler et de gagner sa vie, que l'éducation de l'enfant après sa naissance ne soit un embarras et une charge trop lourde pour elle, la jeune mère avorte.

Le moyen le plus efficace de lutter contre cette cause de l'avortement est l'assistance; en aidant les femmes en couches à passer les durs moments de la grossesse et à élever leurs enfants, le législateur tend à prévenir l'avortement.

§ 1. LES MESURES RÉPRESSIVES.

Les mesures répressives atteignent à la fois la propagande néo-malthusienne et l'avortement proprement dit. Il y a un lien nécessaire entre ces deux faits qui ne peuvent être disjoints.

La propagande anti-conceptionnelle et la provocation à l'avortement, enfin l'avortement lui-même se justifient d'après les néo-malthusiens par les mêmes principes : le droit de l'individu sur son corps. Ils aboutissent au même résultat : la suppression de l'enfant.

L'emploi des procédés anti-conceptionnels constitue ce que le docteur Pinard appelait dans un discours à la Chambre : « l'avortement ovulaire ». Celui qui le pratique ne procrée pas. L'avortement proprement dit est l'expulsion de « l'œuf humain avant la vitalité du fœtus ». Dans le premier cas la fécondation a été empêchée, dans le deuxième cas elle s'est produite, mais ses effets ont été artificiel-

lement annihilés. Il y a une différence de degré non une différence de nature entre les deux actes.

Aussi la répression atteint-elle à la fois la propagande anti-conceptionnelle et la provocation à l'avortement, mais elle ne les atteint pas également : la propagande anti-conceptionnelle est punie moins sévèrement que la provocation à l'avortement. De plus, l'avortement proprement dit est réprimé comme un crime, tandis que l'usage des procédés anti-conceptionnels reste impuni parce qu'il constitue un fait insaisissable.

1^o RÉPRESSION DE L'AVORTEMENT ET DE LA PROVOCATION A L'AVORTEMENT. — a) *Article 317 du Code pénal (modifié par la loi du 27 mars 1923)*. — Cet article faisait de l'avortement un crime. Il était ainsi conçu :

Quiconque, par aliment, breuvages, médicaments ou par tout autre moyen, aura provoqué l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera provoqué l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement a eu lieu.

Ces peines sont sévères, mais elles restaient inappliquées, l'opinion publique étant en général indulgente à la coupable, le jury qui n'en est qu'une émanation était toujours prêt à l'absoudre. Craignant d'appliquer des peines trop dures, il apportait presque toujours un verdict

négalif sur la question de culpabilité de l'accusée. La faiblesse du jury s'étendait même aux complices de l'avortée. Ceux-ci n'étaient punis bien souvent qu'en cas de circonstances aggravantes, quand, par exemple, leurs manœuvres avaient amené la mort de la mère.

D'après les statistiques du Ministère de la Justice, 70% des accusations donnaient lieu à des acquittements et 85% des coupables bénéficiaient des circonstances atténuantes.

Pour faire cesser le scandale des acquittements, le législateur a enlevé la connaissance des affaires d'avortement au tribunal d'opinion qui les juge et les a déferées à une juridiction obligée de motiver ses décisions et forcée de condamner, quand l'existence de faits prévus par la loi est établie d'une façon indéniable.

Pour cela, il a transformé le crime d'avortement en un délit de la compétence du Tribunal correctionnel.

Cette réforme a été réalisée par la loi du 27 mars 1923, modifiant l'article 317 du Code pénal.

Les pénalités nouvelles frappent plus durement l'avorteur que l'avortée; l'avorteur peut être puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs, soit qu'il ait procuré, soit qu'il ait seulement tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte; l'avortée peut être frappée d'une peine de 6 mois à 2 ans de prison et de cent francs à deux mille francs d'amende.

La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent en outre être prononcées contre les médecins, officiers de santé, sages-femmes,

chirurgiens-dentistes, pharmaciens et autres professionnels qui auront pratiqué les procédés susceptibles de provoquer l'avortement ou qui en auront indiqué ou favorisé l'usage.

b) *Répression de la provocation à l'avortement.* — Est punie, la provocation à l'avortement sous toutes ses formes, *alors même que cette provocation n'a pas été suivie d'effets.*

Tous les moyens susceptibles d'être employés pour cette propagande spéciale sont prévus par la loi : sont punis d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 100 fr. à 3.000 fr. notamment : 1° Les discours ou publications de toutes sortes ayant provoqué des avortements; 2° la vente ou la distribution de remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, lorsque le vendeur sait qu'ils sont destinés à commettre le crime d'avortement, alors même que l'avortement n'a été ni tenté ni consommé et alors même que les substances ou instruments vendus seraient inaptes à réaliser l'avortement.

Ces actes tombent, en outre, sous le coup de l'article 317 du Code pénal quand l'avortement qu'ils facilitent a été consommé.

2° LA PROPAGANDE ANTI-CONCEPTIONNELLE. — La divulgation ou l'offre de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse ou tout acte tendant à faciliter l'usage de ces procédés sont punissables d'un emprisonnement de 1 mois à 6 mois, et d'une amende de 100 fr. à 5.000 francs.

L'usage des procédés anti-conceptionnels n'est pas un délit, un tel délit serait insaisissable.

Le meilleur moyen d'atteindre les pratiques anti-conceptionnelles est d'interdire des instruments et objets de nature à les faciliter. La loi du 31 juillet 1920 fournit peut-être les éléments d'une telle répression, mais elle n'est pas appliquée sur ce point.

§ 2. MESURES PRÉVENTIVES CONTRE L'AVORTEMENT.

La femme enceinte avorte souvent parce que son état l'empêche de travailler et de gagner sa vie. Elle avorte aussi parce que l'enfant est une charge lourde qu'elle ne peut assumer avec les revenus modiques de son travail.

La première mesure à prendre était d'obliger le père naturel à participer aux dépenses d'éducation de son enfant et pour cela autoriser la recherche de la paternité.

Mais la recherche de la paternité doit être entourée de précautions afin d'éviter les abus. On ne peut toujours avoir recours au père. La collectivité doit alors son assistance à la femme enceinte privée de ressources. Elle lui doit son aide pour les mêmes motifs de solidarité qui justifient toutes les lois d'assistance, elle doit son aide aussi parce qu'en assistant la jeune mère elle prévient l'avortement et que la lutte contre l'avortement est l'une des premières mesures à prendre pour élever le taux de notre natalité.

En organisant le service d'assistance aux femmes en couches, et le service des enfants assistés, le législateur a combattu l'une des causes les plus certaines, sinon les plus graves de l'avortement.

S'il n'a pas réussi à supprimer l'avortement, il a tout

au moins rendu ce crime moins excusable et renforcé les raisons qui en justifient la répression.

L'avortement n'est plus une conséquence nécessaire de la misère, puisque la mère peut bénéficier des allocations de l'assistance publique pendant sa grossesse et après sa délivrance, confier le nouveau-né aux soins de l'Assistance publique.

1^o LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ. — La loi du 16 novembre 1912 réalise une réforme depuis longtemps réclamée en autorisant, sous certaines conditions, la recherche de la paternité, et en modifiant à cet effet, l'art. 340 du C.C.

L'article 340 interdisait en principe la recherche de la paternité; celle-ci n'étant permise que dans des circonstances extrêmement rares :

Dans le cas d'enlèvement, disait l'art. 340, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapporte à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant.

Aux termes des dispositions nouvelles, la paternité naturelle pourrait être judiciairement déclarée :

1^o En cas d'enlèvement ou de viol;

2^o Dans le cas de séduction par manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou fiançailles, à la condition qu'il existe un commencement de preuves par écrit;

3^o Lorsqu'il est produit un écrit du prétendu père, duquel résulte un aveu non équivoque de paternité.

4° En cas de concubinage notoire pendant l'époque de la conception;

5° Lorsque le prétendu père aura pourvu à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père.

La loi de 1912, dans la juste crainte du chantage, a donc peu étendu les cas où la recherche de la paternité est admise; elle s'est inspirée, pour demander un commencement de preuves par écrit, de la jurisprudence qui s'était formée à propos des dommages-intérêts qu'elle accordait en cas de séduction.

Limitant les cas où la reconnaissance judiciaire est possible, le législateur a cru pouvoir donner à cette reconnaissance des effets d'autant plus étendus qu'ils seraient plus rares.

Au lieu de consacrer au profit de l'enfant une simple obligation alimentaire, comme l'ancien droit, elle donne à la reconnaissance judiciaire les effets de la reconnaissance volontaire : le droit au nom et à l'héritage.

On peut craindre dès lors que la loi au lieu de diminuer les avortements, ne les multiplie : l'amant redoutant désormais la recherche de la paternité poussera plus fréquemment sa maîtresse à se faire avorter.

Le Parlement a surtout été trop loin en faisant de l'accomplissement spontané du devoir alimentaire un des cas de reconnaissance forcée : l'enfant à l'entretien duquel on a participé peut revendiquer en justice comme son père celui qui a ainsi contribué à sa nourriture et à son éducation. La loi n'a tenu aucun compte du doute qui accompagne les naissances illégitimes, les secours à l'enfant illégitime deviendront plus rares s'ils constituent par eux-mêmes un aveu de paternité.

2^o L'ASSISTANCE AUX FEMMES EN COUCHES. — (Loi 27 novembre 1909.—L. 27.6 1913.—L. Fin 30.7. 1913 art. 68 et L. 23. 1. 1917. et 30 avril 1921). — Vis-à-vis des femmes en couches, le législateur a pris deux sortes de mesures : des mesures de protection et des mesures d'assistance.

Ces deux ordres de dispositions sont étroitement liés : le législateur interdisant aux industriels et aux commerçants d'employer des femmes accouchées, il leur doit une aide pécuniaire après les couches.

a) *Mesures de protection.* — Pendant les 8 semaines qui précèdent ou suivent l'accouchement la femme peut suspendre tout travail sans que cette interruption puisse être pour l'employeur une cause de rupture du contrat de travail.

La femme doit seulement avertir l'employeur du motif de son absence (Art. 29 du Code du travail).

Bien plus, la femme en couches peut rompre son contrat de travail par *sa seule volonté* sans avoir à payer une indemnité de rupture (art. 29 du Code de travail).

Enfin l'article 2 de la loi du 17 juin 1913 interdit à tout établissement industriel ou commercial d'employer les femmes accouchées dans les 4 semaines de la délivrance.

Cette interdiction est motivée par le caractère pénible des travaux industriels ou commerciaux ; elle vaut pour les établissements publics, privés, et pour ceux qui ont le caractère d'établissements de bienfaisance. Mais les pénalités qui la sanctionnent ne sont applicables que si la contravention a été faite sciemment.

b) *Mesures d'assistance.* — Le service de l'assistance aux femmes en couches est calqué sur la loi du 15 juillet 1893

pour l'organisation administrative du service et sur la loi du 14 juillet 1913 pour son fonctionnement financier.

La loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses sera étudiée plus loin.

En ce qui concerne le fonctionnement administratif du service des femmes en couches nous renvoyons à la loi du 15 juillet 1893; nous n'étudions ici que les caractères spéciaux à l'assistance aux femmes en couches.

Pour bénéficier de l'assistance les femmes en couches doivent remplir certaines conditions préalablement vérifiées par l'autorité compétente.

Il y a donc lieu d'examiner deux points :

- a) L'admission au secours;
- b) Le fonctionnement du service.

a) *L'Admission au secours.* — Pour être admise au secours, il faut avoir un lien avec la collectivité dont on réclame le secours, avoir son domicile de secours dans le département, ou la commune. Ce domicile de secours est le même que celui de la loi du 15 juillet 1893.

De plus, la loi exige de l'assistée certaines conditions.

Autrefois, il fallait que la postulante fût française et se livrât habituellement chez autrui à un travail salarié, comme ouvrière, employée, domestique, ou à domicile à un travail salarié.

La loi du 2 décembre 1917 exige seulement que la femme n'ait pas de ressources suffisantes.

L'assistée doit en outre, prendre toutes les précautions exigées par la loi :

- 1^o Suspendre l'exercice de sa profession habituelle ;
- 2^o Observer le repos compatible avec la vie domestique ;
- 3^o Prendre pour elle et pour l'enfant les soins d'hygiène prescrits par le bureau d'assistance.

Si l'assistée n'observe pas ces prescriptions, l'assistance peut lui être retirée.

b) *Fonctionnement du service.* — Lorsque ces diverses conditions sont remplies, l'assistée a droit aux secours.

1^o Période d'assistance. — Avant les couches, l'assistance n'est pas automatique, elle n'est que le corollaire du repos, elle n'est due que si la femme produit un certificat médical constatant qu'elle ne peut travailler sans danger pour elle et pour ses enfants.

Après les couches, l'assistance est obligatoire pendant 4 semaines au plus.

L'assistance tant avant qu'après les couches ne peut durer plus de huit semaines.

2^o Mode d'assistance. — L'assistée a droit à une allocation journalière dont le taux est fixé par le Conseil municipal, approuvé par le Conseil général et le préfet.

Ce taux varie entre 0 fr. 50 et 1 fr. 50.

Lorsque la mère allaite son enfant cette somme est majorée d'une allocation supplémentaire de 0 fr. 50 par jour à la charge de l'Etat pour les trois quart, à la charge des communes et des départements pour un quart.

La quote-part de la prime d'allaitement qui incombe aux départements et aux communes est répartie entre ces collectivités en calculant la part de la commune en proportion directe de son centime démographique et en propor-

tion inverse du nombre des enfants qui, sur son territoire, donneront lieu à l'allocation par rapport au chiffre de sa population.

L'allocation aux femmes en couches n'est pas diminuée des revenus divers que peut avoir l'assistée, car il n'est pas nécessaire que l'assistée soit complètement privée de ressources, il suffit qu'elle ait des ressources insuffisantes.

Cependant cette allocation n'est pas cumulable avec les secours publics de maternité, prévus par la loi de 1904 sur les enfants assistés. Ces deux modes d'assistance feraient double emploi.

2° ASSISTANCE AUX ENFANTS. — (loi des 27 et 28 juin 1904). A) *Modes d'assistance.* — La loi du 27 juin 1904 prévoit deux modes d'assistance aux enfants : 1° l'assistance temporaire; l'enfant est dit alors sous la protection de l'assistance; 2° l'assistance permanente; lorsque l'enfant a perdu toute protection matérielle ou morale.

Nous n'étudierons que les modes d'assistance qui ont pour but, de près ou de loin, de prévenir l'infanticide et l'avortement.

Lorsque le père, la mère ou les ascendants ne peuvent nourrir, ni élever leur enfant, faute de ressources, les services départementaux d'assistance leur accordent des secours dont la quotité est fixée par le Conseil général. Ces secours ont pour but d'éviter l'abandon de l'enfant, ils cessent lorsque les parents ou ascendants cessent d'être indigents ou de donner les soins nécessaires à l'enfant.

Lorsque l'enfant est dépourvu totalement de l'appui matériel de sa famille, l'Assistance peut prendre défini-

tivement la charge de son entretien, de son éducation, l'enfant devient un *pupille* de l'assistance.

Parmi les pupilles de l'assistance deux catégories nous intéressent : les enfants trouvés et les enfants abandonnés. L'enfant trouvé est l'enfant né de père et mère inconnus, qui a été trouvé dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire.

L'enfant abandonné est l'enfant né de père et de mère connus, qui en est délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants.

B) *Admission de l'enfant.* — Admettre ainsi l'abandon de l'enfant, c'est très souvent éviter sa mort. Mais pour atteindre ce but il faut que la mère, lorsqu'elle dépose son enfant aux mains de l'assistance puisse garder l'incognito. Souvent, en effet, si la mère se sépare de son enfant c'est qu'elle veut éviter le scandale d'une naissance illégitime, cacher sa faute. Ce résultat n'est atteint que si la mère peut abandonner l'enfant sans être obligée de dévoiler son identité.

Pour donner à la mère honteuse toute sécurité, le législateur avait autrefois organisé le système d'abandon, dit système des tours. Le tour, est une petite armoire demi-cylindrique encastrée dans le mur de l'hospice qui doit recevoir l'enfant. Cette boîte est susceptible de pivoter autour d'un axe, elle présente une ouverture extérieure. La mère y dépose son enfant, fait faire au tour un demi-mouvement de rotation sur lui-même de façon à diriger l'ouverture de l'armoire vers l'intérieur.

Les tours furent obligatoires en France à partir de 1811 ;

l'article 3 du décret du 19 janvier prescrivait qu'il y en aurait un dans chaque hospice d'enfants trouvés. Ils furent définitivement supprimés en 1861, à la suite d'une grande enquête auprès des Conseils généraux.

Les inconvénients du tour sont nombreux : En assurant le secret des abandons, il les facilite et les provoque : le tour devient ainsi une cause de démoralisation. L'anonymat de l'abandon permet de dissimuler les infanticides ; après avoir provoqué la mort du nouveau-né on en dépose le cadavre dans le tour. Enfin le tour ne laisse subsister aucun lien entre la mère et l'enfant. La mère ne peut se raviser et reprendre son enfant, celui-ci est à jamais perdu pour elle.

Ces raisons nous font préférer le système actuel au système du tour, malgré la campagne assez vive menée actuellement en faveur du rétablissement des tours.

Aujourd'hui le dépôt des enfants à l'Assistance publique est secret, ou non, suivant que l'enfant a moins ou plus de 7 mois. Dans le premier cas, l'admission se fait à « bureau ouvert » dans le second cas elle est dite « réglementée ».

Le préfet désigne, sur avis conforme du Conseil général, le ou les établissements qui pourront surveiller les enfants abandonnés. Le dépôt de l'enfant a lieu sans témoins aux mains d'une personne assujettie au secret professionnel. La personne de service déclare au dépositaire qu'il peut, s'il garde l'enfant, recevoir des secours de l'assistance ; elle signale les conséquences de l'abandon. Elle fait valoir, notamment à la mère qu'elle sera totalement séparée de son enfant et ne pourra le voir. L'assistance publique lui fera seulement connaître si son enfant est mort ou encore en vie.

Lorsque la mère persiste dans l'abandon, deux cas peuvent alors se présenter : ou l'enfant paraît avoir moins de 7 mois, l'admission est alors prononcée sans que la mère ait l'obligation d'indiquer le nom, le lieu, la date de naissance; ou l'enfant a plus de 7 mois, l'admission est alors précédée d'une enquête, elle n'est prononcée que sur une demande du dépositaire au préfet avec pièces et renseignements à l'appui.

Dans tous les cas, c'est le préfet qui prononcera la décision d'admission.

Ce mode d'abandon est certainement moins discret que le système des tours, il n'est pas impossible que la mère, comme on l'a prétendu, préfère parfois supprimer l'enfant que donner à qui que ce soit le spectacle de sa honte.

Mais l'admission à bureaux ouverts, supprime les inconvénients graves du tour et doit lui être préféré. Quant à l'admission réglementée elle est assez rare : les abandons d'enfants de plus de 7 mois sont peu fréquents.

C) *Retour de l'enfant à sa famille.* — L'enfant est soigné et entretenu par l'assistance publique. La famille peut en demander la remise, mais celle-ci n'a jamais lieu de plein droit. Le tuteur l'accorde seulement s'il estime que c'est l'intérêt de l'enfant.

Les parents doivent alors rembourser en une fois ou par versements mensuels la dépense faite pour l'entretien de leur enfant à moins qu'ils n'en soient exonérés par décision de la commission départementale.

D) *Organisation administrative et financière du service.* — Le service des enfants assistés est un service départemen-

tal obligatoire, il est organisé par le conseil général, dirigé par le préfet, sous la surveillance de la Commission départementale.

Les dépenses du service sont, en principe, à la charge des collectivités supérieures : Etat et départements.

Les dépenses de personnel sont à la charge de l'Etat, les dépenses de service sont couvertes par le département où l'enfant est né ou a été trouvé, au moyen des ressources grevées d'affectation spéciale; l'excédent des dépenses est réparti forfaitairement entre l'Etat, les départements et les communes alors même que celles-ci n'auraient pas d'enfants assistés.

Cette répartition se fait à raison de $2/5^e$ pour l'Etat, $2/5^e$ pour le département, $1/5^e$ pour les communes.

Ces dépenses sont obligatoires pour les diverses collectivités administratives. Si elles n'y pourvoient pas, le préfet peut les inscrire d'office à leur budget.

Le service des enfants assistés que nous venons d'étudier constitue une des meilleures organisations préventives contre l'avortement. Mais tous les modes d'assistances imaginables seront inopérants s'ils ne sont complétés par des mesures de répression efficaces. La législation préventive et la législation répressive doivent se conjuguer pour la solution d'un problème unique : le problème de la natalité.

· APPENDICE.

Loi du 11 décembre 1904.

Cette loi interdit en France les assurances en cas de décès contractées sur la tête d'enfants de moins de 12 ans.

Ce mode d'assurance avait pour effet d'encourager les avortements et les infanticides ; la société d'assurance versait aux parents une prime lorsque l'enfant naissait avant terme, mort-né ou décédé avant un certain âge.

La loi du 11 décembre 1904 n'autorise sur la tête des enfants que les assurances dites de capitalisation différée, c'est-à-dire dans lesquelles le capital n'est payable qu'en cas de vie de l'enfant à une époque fixée d'avance.

SECTION II.

Action sur les causes psychologiques de la dénatalité

Le législateur n'a directement aucune action sur l'égoïsme et l'individualisme.

L'âme humaine échappe à l'action directe des lois. Une décision du Parlement ne peut supprimer des préoccupations humaines les calculs égoïstes et obliger dorénavant tout individu à avoir un nombre déterminé d'enfants.

Mais la puissance publique peut combattre l'égoïsme du célibataire en le surchargeant d'impôts et favoriser les familles nombreuses en leur réservant les avantages divers dont elle dispose : primes, secours d'assistance, privilèges fiscaux, etc...

Le jour où les célibataires et les familles restreintes supporteraient des charges plus lourdes que les familles nombreuses, les calculs égoïstes au lieu d'être hostiles à la natalité seraient au contraire favorables à la procréation. Nous n'en sommes pas encore là, mais le législateur s'est déjà engagé dans cette voie et l'objet de cette section est de mesurer l'étendue du chemin déjà parcouru.

CHAPITRE PREMIER.

Dégrèvements fiscaux.

D'après le mode d'assiette, on peut répartir les impôts en deux grandes catégories, les impôts réels et les impôts personnels.

L'impôt est réel quand il frappe la matière imposable sans tenir compte de la personne du contribuable et de ses facultés contributives. L'impôt réel c'est « l'anonymat dans la perception ». Dans l'impôt personnel au contraire, le fisc frappe la matière imposable en tenant compte de la fortune globale du contribuable et d'autant plus durement, en général, que ses facultés contributives sont plus grandes. Par définition, l'impôt réel ne fera aucune différence entre le célibataire et le père de famille, l'Etat veut ignorer la personne du contribuable et ne voit que la matière imposable.

Or, notre ancien système d'impôts ne comportait à peu près que des impôts réels, et si, dans notre législation fiscale actuelle, les impôts directs d'Etat sont des impôts personnels, tous nos impôts indirects et les impôts directs locaux sont encore des impôts réels, c'est-à-dire non proportionnels aux facultés des contribuables et à leurs charges de famille.

ARTICLE I. — NOTRE ANCIEN RÉGIME FISCAL.

Impôts d'Etat, impôts locaux.

Notre ancien système de contributions directes était particulièrement défavorable aux familles nombreuses. Basé sur la théorie de la réalité, il ne tenait aucun compte des charges de famille. Bien plus, la plupart de nos contributions directes étaient assises sur des indices, non sur une évaluation directe de la matière imposable. Ainsi, la contribution des portes et fenêtres était assise sur la valeur locative; la contribution mobilière était évaluée d'après la *valeur locative* des locaux occupés par le contribuable. Enfin la contribution des patentes comprenait un droit fixe basé sur la population et la nature de la profession et assis sur la *valeur locative*, non seulement des locaux nécessaires à l'exercice de l'industrie, mais aussi de l'habitation personnelle du commerçant, cette habitation fût-elle entièrement séparée des locaux industriels.

L'indice loyer servait de base pour l'établissement des trois contributions directes, par suite, les familles nombreuses qui ont besoin de logements plus vastes, étaient plus fortement taxées que les familles sans enfants.

En outre, la contribution mobilière se doublait d'une contribution personnelle, véritable taxe de capitation « due par chaque habitant français ou étranger, de tout sexe, de tout âge, *même mineur*, jouissant de ses droits et non réputé indigent » (art. 12. L. 21 avril 1882). Cette taxe modique n'avait que peu d'importance, mais elle montre la tendance réaliste de notre ancienne législation fiscale.

Cependant, le législateur avait, par la loi du 17 juillet 1889, essayé de tenir compte des charges de famille dans l'assiette de la contribution personnelle mobilière.

L'article 3 de cette loi, dite loi Javal, dispose que les parents ayant au moins sept enfants légitimes ou reconnus seront exemptés de la contribution personnelle mobilière. Un certain nombre de familles riches ayant profité de ce dégrèvement, la loi de finances du 8 août 1890 restreignit l'exemption aux familles payant une cote personnelle mobilière inférieure ou égale à 10 francs en principal.

Cette manifestation avait bien peu de signification et d'efficacité; elle devait cependant constituer le premier jalon de toute une série de réformes nouvelles en faveur des familles nombreuses.

Les contributions personnelles mobilières, des patentes et des portes et fenêtres n'étaient pas seulement des impôts d'Etat, elles servaient aussi de base aux centimes additionnels locaux. L'improportionnalité des centimes additionnels locaux s'ajoutait à celle des impôts d'Etat à l'égard des familles nombreuses.

L'article 4 de la loi du 20 juillet 1904 permet sans doute aux communes de plus de cinq mille habitants d'accorder des dégrèvements aux familles nombreuses, mais ces dégrèvements sont *facultatifs* pour les communes.

Le conseil municipal peut décider qu'il sera déduit des loyers matriciels une somme constante dont la quotité est fixée par lui, à titre de minimum de loyer. Cet abattement peut être majoré de 1/10^e par personne à la charge du contribuable en sus de la première, sans toutefois que

la déduction puisse dépasser le double du minimum de loyer.

Enfin, l'article 18 de la loi du 12 juillet 1912, complétant ces dispositions, énonce que la majoration de 1/10^e établie par la loi de 1904 peut être portée à 3/10^e pour les contribuables ayant plus de trois personnes à charges; dans ce cas, la déduction totale peu s'élever jusqu'au triple du loyer.

Voici quel était notre régime d'impôts directs tant pour l'Etat que pour les localités. Mais les impôts directs étaient loin de constituer avant 1914 notre seule source de revenus. En 1900, ils ne représentaient que 19.25 % de nos ressources fiscales, alors que les impôts indirects en constituaient 81.75 %. Les impôts indirects, surtout les impôts de consommation, sont par excellence des impôts réels. Ils frappent des faits impersonnels, portent sur les transactions, sur les échanges, c'est-à-dire souvent sur des dépenses. Ils sont proportionnels à la dépense des contribuables, non à leurs revenus. Une famille nombreuse dépensant nécessairement plus qu'un célibataire, paiera plus d'impôts que lui. On peut donc dire, qu'à part quelques dispositions insignifiantes de nos lois, tout notre système d'impôts était, avant 1914, défavorable aux familles nombreuses.

ARTICLE 2. — NOTRE RÉGIME FISCAL ACTUEL.

Aujourd'hui, les impôts indirects perçus au profit de l'Etat ou des localités et les impôts directs locaux pèsent aussi lourdement sur les familles nombreuses qu'autrefois, plus lourdement même, leur taux ayant été accru pour

faire face aux dépenses d'après-guerre. Seul l'impôt successoral et les impôts directs d'Etat : impôt général sur le revenu, impôts cédulaires sur les diverses branches de revenus, tiennent compte des charges de famille.

A. — *Impôts directs.*

Ils comportent de larges abattements à la base en faveur des familles nombreuses. Ces déductions doivent être envisagées : *comme la faible compensation des charges élevées que supportent les familles nombreuses du fait des impôts indirects d'Etat et des divers impôts locaux.* Elles constituent une œuvre de justice, non un encouragement proprement dit à la natalité.

Bien que cela paraisse paradoxal, elles sont établies dans l'intérêt du fisc lui-même. Du revenu brut, le fisc défalque les dépenses relatives à la subsistance du contribuable, c'est-à-dire, les dépenses sans lesquelles il n'y aurait pas de contribuable, et par conséquent pas de revenu. Il faut en retrancher aussi les charges de famille car tout enfant est un capital que le père fournit gratuitement à l'Etat, qui produira plus tard, paiera des impôts, constituera une source de revenus pour le Trésor.

Ces principes ont été appliqués d'abord par les lois du 15 juillet 1914 et 31 juillet 1917 d'une façon timide, puis plus tardivement par la loi du 25 juin 1920.

La loi du 31 juillet 1917 portait suppression des anciennes contributions directes et les remplaçait par des impôts cédulaires sur les diverses catégories de revenus. Elle introduisait dans notre régime fiscal le principe de l'impôt per-

sonnel en créant des exemptions à la base pour les petits revenus et des abattements pour charges de famille.

Chaque contribuable avait droit, sur le tarif des impôts cédulaires, à des réductions de 5% pour une personne à charge, 10% pour deux, 20% pour trois et ainsi de suite, sans toutefois que la réduction pût être au total supérieure à la moitié de la dette fiscale du contribuable.

La loi du 25 juin 1920 établit sur le tarif des impôts cédulaires des déductions progressives avec les facultés du contribuable. « Sur les impôts institués par la présente loi et perçus par voie de rôle, ainsi que sur l'impôt foncier, chaque contribuable a droit, en ce qui concerne la part de l'Etat, à une réduction réglée comme suit :

1° Pour tout contribuable, dont le revenu net total, défalcation faite des déductions et charges de famille prévues par l'article 12 de la loi du 15 juillet 1914, n'est pas supérieur à 10.000 frs., 7. 50% pour chaque personne à charge jusqu'à la deuxième et 15% pour chacune des autres personnes à partir de la troisième.

2° Pour tout contribuable dont le revenu net total, tel qu'il est défini, ci-dessus est supérieur à 10.000 francs, 5% pour chacune des trois premières personnes à sa charge et 10% pour chacune des autres personnes à partir de la quatrième, sans que toutefois le montant de la réduction puisse dépasser 300 francs par personne à la charge du contribuable ».

Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux impôts perçus par voie de rôle, elles ne visent donc pas l'impôt sur les valeurs mobilières.

Les réductions d'impôts établies par les lois de 1917 et

1920 sont donc progressives avec le nombre des personnes à charge.

Dans l'expression « personne à charge », le législateur ne comprend pas seulement les enfants mineurs, il vise également les enfants majeurs s'ils sont infirmes et à la charge du contribuable, les ascendants en ligne directe ou par alliance, s'ils ont soixante-dix ans ou sont infirmes, et les personnes recueillies par le contribuable, c'est-à-dire dont l'entretien est à sa charge.

Sous le régime de la loi du 25 juin 1920, les réductions pour charges de famille sur les impôts cédulaires ne portaient que sur le tarif de l'impôt. La loi du 30 mars 1923 fait exception à cette règle pour l'impôt sur les salaires, traitements et pensions : pour ces catégories de revenus, aux réductions de tarif s'ajoutent des abattements à la base sur l'assiette de l'impôt.

Du revenu imposable, on déduit : 3.000 fr. lorsque le contribuable est marié et que sa femme n'a aucun revenu personnel, 2.000 par enfant de moins de 18 ans ou infirme et 1.500 fr. par personne à charge. Dans le cas où le mari et la femme touchent des traitements ou salaires distincts les déductions pour enfants ne sont applicables qu'au traitement le plus élevé.

La loi du 15 juillet 1914 qui établit un impôt sur le revenu global, prévoit également des avantages aux familles nombreuses. Mais tandis qu'en matière d'impôts cédulaires les réductions portent uniquement sur le tarif de l'impôt, sauf dans l'impôt sur les salaires et traitements, en matière d'impôt global, les réductions portent à la fois sur l'assiette et sur le tarif de l'impôt.

Sous le régime de la loi de 1914, la quotité du revenu imposable s'obtenait en déduisant du revenu annuel : 2.000 francs pour le contribuable marié, 1.000 francs par personne à sa charge jusqu'à la cinquième, 1.500 francs à partir de la cinquième.

A ces abattements s'ajoutaient des réductions de tarif analogues à celles admises pour les impôts cédulaires.

Par suite du renchérissement de la vie le législateur a dû bientôt relever le chiffre des dégrèvements pour charges de famille admis à l'impôt général sur le revenu.

Il n'a pas adopté cependant les amendements de M. Roy et des députés A. Jobert et J. Bon.

M. Roy proposait un dégrèvement de 1, 2, 3, 4/5^e suivant le nombre d'enfants.

MM. Jobert et J. Bon, proposaient une exonération partielle en faveur des familles de trois enfants, une exonération totale pour les familles de plus de cinq enfants. Ces réformes très hardies n'ont pas été sanctionnées par le vote des Chambres. Le Parlement a seulement accentué légèrement les mesures prises en 1914 en faveur des familles nombreuses.

En vertu de l'article 7 de la loi du 25 juin 1920, les contribuables mariés ont droit sur leur revenu annuel à un abattement à la base de 3.000 francs. Le même abattement est accordé, en cas de décès de l'un des époux, au conjoint survivant non remarié et ayant à sa charge un ou plusieurs enfants issus du mariage. En outre, tout contribuable a droit, sur son revenu annuel, à une déduction de 1.500 francs par personne à charge, si le nombre des personnes à charge ne dépasse pas cinq. Toutefois, pour chaque

enfant au-dessous de 21 ans resté à la charge de ses parents et pour chaque personne au delà de la cinquième, quel que soit son âge, la déduction sera portée à 2.000 francs.

La loi de 1920 prévoit, en outre des abattements à la base, des réductions de tarif à l'impôt général sur le revenu, sur le même type que celles admises pour les impôts cédulaires.

Elle distingue entre les revenus supérieurs et les revenus inférieurs à 10.000 francs.

Tout contribuable dont le revenu net total, déduction faite des déductions prévues à l'article 12 (abattements pour charges de famille) *n'est pas supérieur à 10.000 frs.*, a droit à une réduction d'impôt de 7,5 % pour chaque personne à sa charge jusqu'à la deuxième et de 15 % pour chacune des autres à partir de la 3^e.

Tout contribuable, dont le revenu, déduction faite des déductions prévues à l'article 12 *est supérieur à 10.000 frs* a droit à une réduction d'impôt de 5 % pour chacune des personnes à sa charge jusqu'à la 3^e et de 10 % pour chacune des autres personnes à partir de la 4^e, sans que, toutefois, le montant total de la réduction puisse excéder 2.000 frs. par personne à charge du contribuable.

En même temps que le législateur déchargeait les familles nombreuses, il surtaxait les célibataires et les ménages sans enfants.

Le montant de l'impôt général sur le revenu, dit la loi du 25 juin 1920, est majoré de 25 % pour les contribuables âgés de trente ans qui sont célibataires ou divorcés et qui n'ont aucune personne à leur charge.

Le même montant est majoré de 10 % pour les contribuables âgés de plus de trente ans, marié depuis deux ans au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, lorsque, à la même date, les contribuables n'ont pas d'enfant et se trouvent n'avoir aucune personne à leur charge.

Il faut voir dans cette surtaxe non une pénalité, mais la

compensation pour le fisc des déductions opérées en faveur des familles nombreuses.

Cette compensation est elle-même très légitime puisque les célibataires et les familles sans enfants paient beaucoup moins d'impôts que les familles nombreuses.

B. — *L'Impôt sur les mutations à titre gratuit après décès ou entre vifs.*

A la différence des impôts sur le revenu global et sur les différentes branches de revenu, l'impôt des mutations porte sur le capital; il est perçu soit à l'occasion du décès, soit à l'occasion d'une donation. Ses tarifs sont particulièrement lourds car, sous l'influence des théories socialistes et en raison des besoins croissants du fisc, l'Etat a fait de plus en plus appel à la fortune acquise.

En organisant l'impôt successoral, le législateur a établi une discrimination entre les successions et les donations qui émanent des célibataires ou des ménages restreints et celles qui émanent des pères de famille nombreuse. Ces inégalités se justifient ainsi : le père de famille laisse à ses enfants une fortune d'autant plus réduite qu'ils sont plus nombreux et qu'il a dépensé davantage pour les élever. De plus, les familles nombreuses ont de grandes chances de payer plusieurs fois les droits de successions. Si un des orphelins meurt, ses frères et sœurs paieront à nouveau les droits. Enfin les partages de succession donnent lieu à des formalités d'autant plus onéreuses que le nombre des co-partageants est plus grand.

La loi de finances de 1901 a déjà opéré une première

réforme favorable aux familles nombreuses : l'impôt ne doit plus être calculé sur l'ensemble de la succession, mais sur la part *nelle* de chaque héritier : la taxe étant *progressive*, la somme des taxes payées au titre de l'impôt successoral par les enfants d'une famille nombreuse est moindre que la taxe payée par un enfant unique pour une succession de même importance.

Les lois du 31 décembre 1917 et 25 juin 1920, en élevant considérablement les droits de mutations à titre gratuit, ont renforcé les dispositions en faveur des familles nombreuses :

La loi du 25 juin 1920 prévoit notamment des déductions d'impôts soit sous le couvert de l'assiette par des abattements à la base, soit sous forme de réduction de tarifs. Ainsi, dans toute succession où le défunt laisse plus de quatre enfants vivants ou représentés, il est déduit de l'actif global net, pour la liquidation des droits de mutation par décès, 10 % par enfant en sus du quatrième sans que cette déduction puisse excéder 15.000 francs par enfant.

Le législateur ne favorise pas seulement les successions où le défunt laisse beaucoup d'enfants, il réduit aussi les droits dus par les héritiers, légataires ou donataires qui ont 4 enfants ou plus de 4 enfants vivants au moment de l'ouverture de leurs droits à la succession où à la donation. La réduction est de 10 % en sus du 3^e, sans qu'elle puisse dépasser 2.000 francs par enfant et que la réduction totale puisse excéder 50 %.

La loi du 31 décembre 1917 a introduit dans l'impôt sur les successions une innovation : la *taxe successorale*, qui frappe les successions où le défunt laisse moins de quatre enfants vivants ou représentés.

L'idée est toujours la même : le père qui a élevé une famille nombreuse a eu de ce chef des dépenses considérables. Il a payé longtemps au fisc de lourds impôts de consommation. Il faut réclamer aux héritiers du défunt mort sans enfants, ce que celui-ci aurait dû payer comme père de famille.

Le taux de la taxe successorale ne varie pas, comme l'impôt successoral proprement dit, avec le degré de parenté, mais suivant l'importance de la succession et le nombre d'enfants du défunt. Il est perçu sur chaque tranche de la succession avec un taux progressif à mesure que l'on s'élève dans l'ordre des tranches. Par exemple, l'impôt est de 0.25 % lorsque le défunt laisse trois enfants vivants ou représentés, pour la tranche de 1 à 2.000 francs. Il est de 0.50 % de 2.001 à 3.000 francs, etc...

La taxe successorale atteint le chiffre considérable de 39 % pour les successions supérieures à cinq cent millions lorsque le défunt ne laisse aucun enfant vivant ou représenté.

Les enfants élevés jusqu'à seize ans et décédés sont assimilés à des enfants vivants : ils ont coûté autant qu'un enfant encore vivant. L'adolescent commence en effet à se suffire à partir de seize ans en moyenne.

Le taux élevé de la taxe successorale combiné avec les droits successoraux proprement dits, constitue pour les successions très importantes une véritable spoliation.

Aussi la loi de 1920 fixe-t-elle le maximum de la taxe successorale et des droits de succession incombant à chaque héritier, donataire, légataire, à 80 % du montant de la part nette dévolue sur l'actif héréditaire net.

De tels droits encouragent l'évasion fiscale. Pour l'éviter le législateur a renforcé parallèlement aux droits de succession les droits de donation entre vifs.

Les droits de donation eux-mêmes tiennent compte, non seulement du degré de parenté, du fait que la donation est consentie ou non par contrat de mariage, mais encore du nombre d'enfants du donateur : les droits sont d'autant moins élevés que le donateur a plus d'enfants. En ligne directe descendante par exemple, les droits sur les donations par contrat de mariage sont de 5 50 % quand il y a un enfant, et de 3 50 % seulement quand il y a trois enfants ou représentés.

Notre régime d'impôts commence donc à tenir compte des charges de famille. Mais il ne faut pas voir dans ces mesures fiscales un encouragement à la natalité. Elles font seulement contrepoids à l'improportionnalité des impôts de consommation et des contributions directes locales.

CHAPITRE II

Dispenses de service militaire.

Parmi les charges qui pèsent sur les individus, les plus lourdes sont les prestations exigées en nature, les obligations militaires.

Il est juste que ces charges soient réduites pour les pères de famille nombreuse et pour leurs fils. Sous un régime de service actif de deux ans, les cinq fils d'une même famille accomplissent dix années de caserne, alors que le fils unique n'en fait que deux. La première famille a contribué cinq fois plus que la deuxième à la défense du pays. Il est équitable d'en récompenser le père en l'exonérant, en tout ou en partie, des obligations militaires qu'il peut encore avoir vis-à-vis du pays et en réduisant les charges militaires qui pèsent sur ses fils.

Le législateur, autrefois, prévoyait toujours des dispenses partielles de service et des avantages divers en faveur des familles nombreuses; mais ces privilèges ont été supprimés en vertu du principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

L'idée démocratique que le devoir militaire doit être égal pour tous s'est introduite dans notre législation militaire après la guerre de 1870. Elle est conçue de façon indivi-

dualiste : tout citoyen doit une durée de service égale, quel que soit sa situation de famille.

C'est au moment où le principe d'égalité n'était pas encore inscrit définitivement dans notre législation, au moment aussi où la natalité française était encore relativement élevée, en 1872, que les faveurs militaires accordées aux pères de famille nombreuse étaient les plus considérables.

Mais, très vite, le principe d'égalité devant les charges militaires acquit droit de cité dans notre législation ; les privilèges accordés aux familles nombreuses disparurent alors, dans les années mêmes où le problème de la natalité se posait avec le plus d'acuité.

Sous le régime de la loi militaire de 1872, était dispensé de tout service militaire celui qui avait un frère sous les drapeaux.

La loi du 15 juillet 1880 dispense de deux années de service les aînés de sept enfants vivants et les jeunes gens ayant un frère sous les drapeaux.

La loi du 15 juillet 1889 pousse très loin l'application du principe de légalité ; seul l'aîné des fils d'une famille de sept enfants est dispensé du service actif et cette dispense n'est que partielle : après un an de présence sous les drapeaux, il doit être renvoyé chez lui jusqu'à la date de son passage dans la réserve. Cette même loi disposait en outre dans son article 58 § 2 : « Les réservistes, père de quatre enfants vivants, passent de droit dans l'armée territoriale ».

La loi du 21 mars 1905 supprime toute dispense de service actif en faveur des familles nombreuses. Mais elle prévoit des sursis d'incorporation en temps de paix en faveur de l'un des deux frères inscrits la même année sur

les tableaux de recensement, ou faisant partie du même appel. L'un des deux frères et, en cas de désaccord, le plus jeune, ne sera, sur sa demande, incorporé qu'à l'expiration du temps obligatoire de service de l'autre frère. Celui qui, au moment des opérations du conseil de révision, aura un frère servant comme appelé, ne le sera également, s'il le demande, qu'après la libération de ce dernier.

L'article 18 de la loi du 21 mars 1905 accorde un privilège aux pères de plus de quatre enfants pour le service dans les réserves. Les réservistes, pères de quatre enfants, passent de droit et définitivement dans l'armée territoriale. Les pères de six enfants vivants passent de droit dans la réserve de l'armée territoriale.

Est assimilée à la paternité légale et donne droit aux mêmes faveurs, le fait d'avoir par mariage, la charge de quatre ou six enfants vivants.

La nouvelle loi sur le recrutement de l'armée, promulguée le 1^{er} avril 1923 reste dans l'esprit de la loi du 21 mars 1905, mais lui apporte quelques légères modifications.

Tout homme des réserves, à la naissance d'un enfant, passe dans la classe de mobilisation dont le millésime est inférieur de 2 unités à celui de sa classe de mobilisation du moment.

Tout réserviste, père de quatre enfants vivants, passe de droit et définitivement dans la deuxième réserve (la territoriale n'existe plus).

Les pères de six enfants vivants sont et demeurent affectés à la dernière classe de la deuxième réserve.

Toutefois, ces avantages ne peuvent entraîner aucune réduction dans la durée totale des obligations militaires

La loi du 21 mars 1905 n'accordait de privilège qu'aux pères de famille nombreuse, la loi du 1^{er} avril 1923 étend ses faveurs aux fils des familles nombreuses.

Le fils aîné d'une famille de 5 enfants et plus n'accomplira que 12 mois de service (au lieu de 18). Si le frère aîné n'a pas profité de cette disposition, le frère puîné et, après lui, le troisième frère, si le deuxième est dans le même cas, et ainsi de suite, jouiront de la même réduction.

Des mesures d'assistance sont prévues à l'égard des familles nécessiteuses des militaires : une allocation de 1 fr. 60 leur est accordée, avec des majorations pour tout enfant âgé de moins de 16 ans, progressives avec le nombre d'enfants (0 fr. 60 pour le premier, 0 fr. 70 pour le deuxième, 0 fr. 70 pour le troisième, etc...)

Aucune faveur n'est accordée aux jeunes pères de famille pendant leur temps de service actif ou de disponibilité. Il est rare, qu'à vingt ans, l'appelé soit marié et, à plus forte raison, père de famille. Mais le cas peut se présenter et l'on devait encourager les mariages précoces.

CHAPITRE III.

Avantages aux fonctionnaires pères de famille nombreuse.

C'est parmi les fonctionnaires que le taux de la natalité est le moins élevé; c'est parmi eux que jouent le plus les causes psychologiques de la dénatalité. Avec un traitement modique, les fonctionnaires doivent tenir un certain rang — surtout en province — donner à leurs enfants une instruction développée qui coûte cher, et faire des économies pour le temps de la retraite où ils toucheront des sommes insuffisantes pour vivre.

Ces raisons justifient les avantages divers et surtout les majorations de traitement que l'Etat accorde à ses fonctionnaires.

La théorie : « à travail égal, salaire égal » qui est dans l'industrie la conséquence du régime de la libre concurrence, ne peut avoir cours dans les fonctions publiques. L'Etat patron ne peut se désintéresser de la crise de la famille et de la crise de la natalité. Ces questions l'intéressent au même chef que le bon rendement des fonctions publiques.

L'Etat a jusqu'ici accordé à ses fonctionnaires deux catégories d'encouragements : Des avantages pécuniaires et des avantages en nature,

1^o. MAJORATIONS DE TRAITEMENT POUR CHARGES DE FAMILLE.

L'idée des indemnités aux fonctionnaires pour charges de famille est née, semble-t-il, des majorations d'allocation accordée aux familles des militaires pendant la guerre pour tout enfant à leur charge. Ces majorations étaient accordées pour tout enfant de moins de 16 ans; elles ont été en augmentant pendant toute la durée des hostilités; en 1919 elles oscillaient entre 365 francs et 547 francs par an et par enfant, suivant la catégorie à laquelle appartenait le bénéficiaire.

Les lois du 17 avril 1917 et 4 août 1917 avaient étendu ces majorations au personnel civil des administrations de l'Etat. L'Etat accordait une bonification de 100 francs par an et par enfant de moins de 16 ans, ou incapable de travailler par suite d'infirmités. Cette indemnité était doublée pour tout enfant en sus du deuxième.

D'abord ces allocations n'étaient accordées que pour les traitements inférieurs à un certain chiffre : 3.600 francs par an, puis 5.000 francs, puis 8.100 francs. Depuis le décret du 15 novembre 1918, elles étaient dues quel que fût le chiffre du traitement.

Le régime actuel des indemnités pour charges de famille est réglé par les lois du 6 octobre (art. 20), 18 octobre 1919 (art. 11) et par le décret du 9 mars 1921.

La loi du 6 octobre instituait en faveur du personnel scientifique et enseignant du ministère de l'Instruction publique des allocations annuelles de 300 francs par enfant jusqu'au deuxième et de 480 francs par enfant en sus du

deuxième, ces allocations n'étant accordées que pour les enfants âgés de moins de 16 ans ou incapables de travailler par suite d'infirmités.

La loi du 18 octobre 1919 (art. 11) et des décrets postérieurs du 19 août 1920 et du 29 décembre 1921 étendent ces avantages à tous les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat attachés aux services civils de l'Etat à titre permanent et à tous agents recrutés à titre temporaire ou auxiliaire, lorsqu'ils comptent deux mois de service continus dans les Administrations de l'Etat

Les allocations pour charges de famille sont accordées sans limitations de traitement d'après le nombre des enfants dont le fonctionnaire à la charge et qui sont âgés de moins de 16 ans ou incapables de travailler par suite d'infirmités.

Le fonctionnaire bénéficie des allocations pour charges de famille mêmes'il n'y a aucun lien entre lui et les enfants qu'il entretient Il suffit que ceux-ci soient orphelins et que le fonctionnaire en assume la charge.

Le taux de l'indemnité est établi sur l'ordre des naissances, quel que soit l'âge des aînés.

Exemple : un fonctionnaire, père de trois enfants, dont les deux aînés ont plus de 16 ans et ne sont pas infirmes a droit à une indemnité mensuelle de 480 francs En cas de décès de l'un des enfants, ses puînés, conservent leur rang jusqu'à la naissance d'un nouvel enfant. Soit par exemple un père de trois enfants dont les deux aînés ont plus de 16 ans. Si le deuxième décède, le troisième continue à toucher l'allocation de 480 francs. Un quatrième survient, il donne droit à une indemnité de 480 francs alors que le troisième passe au deuxième rang et ne touche que 330 francs.

Lorsque le mari et la femme font tous deux partie d'une administration qui accorde des indemnités pour charges de famille, il n'est attribué qu'une seule indemnité et c'est l'administration du mari qui la mandate.

Il ne peut y avoir cumul entre les allocations pour charges de famille de la loi du 18 octobre 1919 et les majorations pour enfants accordées par les articles 13 et 19 de la loi du 31 mars 1919 aux pensionnés des armées de terre et de mer. Les indemnités de la loi du 18 octobre 1919 ne sont payées que dans la mesure où elles excèdent le montant des majorations pour enfants prévues par la loi sur les pensions militaires.

En plus des allocations familiales, les fonctionnaires de l'Etat touchent une indemnité de vie chère de 720 francs. Cette indemnité n'est pas proportionnelle aux charges de famille. Mais le maximum de traitement compatible avec cette indemnité croît avec les charges de famille. Il est de 6.000 francs pour les célibataires, 8.000 francs pour les fonctionnaires mariés sans enfants, 10.000 pour celui qui a un ou deux enfants, 12.000 fr. s'il a plus de deux enfants.

La jouissance de ces avantages pécuniaires est limitée aux fonctionnaires de l'Etat. Les départements et les communes peuvent également accorder à leurs agents des majorations de traitement pour charges de familles, mais la loi du 21 octobre 1919 a restreint les pouvoirs des autorités locales en cette matière.

Afin d'éviter que les administrations locales ne fassent en quelque sorte concurrence à l'administration de l'Etat et ne gênent son bon recutement, cette loi décide que « les

départements et les communes ne peuvent accorder à leur personnel en activité de service des indemnités de cherté de vie ou des indemnités pour charges de famille d'un taux supérieur à celui des allocations de même nature consenties par l'Etat à ses propres agents. Les délibérations qui seraient prises contrairement à cette prescription par les conseils généraux et les conseils municipaux seraient nulles de plein droit. »

Ces dispositions restrictives ne s'appliquent heureusement pas aux colonies et pays de protectorat. Au Maroc, notamment, on trouve des dispositions réglementaires infiniment plus hardies et plus favorables aux familles nombreuses.

Les fonctionnaires de l'administration marocaine touchent en plus de la solde de France augmentée de moitié, des indemnités de cherté de vie ainsi fixées :

- 1.800 frs. s'ils sont célibataires;
- 3.600 frs. s'ils sont mariés;
- 800 frs. de plus pour chacun des deux premiers enfants de moins de 16 ans.
- 1.200 frs. pour chacun des suivants.

Un fonctionnaire ayant huit enfants touche donc 10.600 francs de plus que son collègue non marié.

C'est une application remarquable de la théorie du sursalaire familial. L'individu n'est plus seulement rémunéré selon ses œuvres mais dans une certaine mesure selon ses besoins.

2^o. AVANTAGES EN NATURE AUX FONCTIONNAIRES.

Ces avantages sont tantôt accordés par des lois, tantôt par des décrets ou même de simples arrêtés ministériels. Afin de donner un aperçu complet de la question, nous exposerons toutes les mesures qui, à notre connaissance, ont été prises, quelle que soit la nature du texte qui les réglemente.

A. — *Facilités en vue de l'instruction des enfants.*

Parmi les charges qui pèsent le plus lourdement sur le budget des fonctionnaires, ce sont les dépenses nécessitées pour l'instruction des enfants qu'il faut mettre au premier rang.

L'Etat s'est efforcé de les alléger en accordant à ses fonctionnaires des exemptions et réductions de frais d'études, en leur octroyant plus largement des bourses pour leurs enfants.

a). *Personnel de l'enseignement supérieur.* — La loi de finances du 31 décembre 1921 (art. 31) a accordé la gratuité de l'externat simple dans les lycées nationaux, les collèges et cours secondaires communaux au personnel de l'enseignement supérieur dont le traitement ne dépasse pas 16.000 francs.

Pour deux enfants, l'exemption est accordée jusqu'à 18.000 francs, pour trois jusqu'à 20.000 francs. Aucune limitation de traitement n'est prévue pour les fonctionnaires qui ont quatre enfants ou plus de quatre enfants. Les enfants morts pour la France sont considérés comme vivants pour déterminer le nombre d'enfants.

On met ainsi fin à certaines anomalies autrefois fréquentes; avant la loi du 31 décembre 1921, le père de six enfants, ayant 16.000 francs de traitement ne jouissait pas de l'exemption pour ses enfants, alors qu'un de ses collègues n'ayant qu'un enfant et gagnant 16.000 francs pouvait en bénéficier.

b). *Personnel de l'enseignement primaire.* — Les instituteurs publics et tous les membres de l'enseignement primaire ont droit pour leurs enfants à la gratuité complète de l'*externat libre* dans les lycées nationaux et dans les collèges communaux. Ce droit est limité aux classes secondaires proprement dites, à partir de la sixième pour les garçons et de la première année scolaire pour les filles (l. 13 avril 1900 circulaire du 28 septembre 1900).

La charge que l'Etat assume ainsi est nécessairement d'autant plus lourde que la famille de l'instituteur est plus nombreuse.

c). *Réductions communes à tous les chefs de famille. Bourses d'enseignement primaire supérieure.* — La loi du 8 mars 1896 prévoit des réductions sur les frais de scolarité quand plusieurs enfants fréquentent *simultanément* un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire public.

L'arrêté ministériel du 18 août 1920 sur les bourses d'enseignement primaire supérieur dispose en son article 50 qu'il sera tenu compte de quatre coefficients pour l'attribution de bourses : 1° du mérite; 2° du nombre d'enfants des parents; 3° de leur situation de fortune; 4° de leurs services civils et militaires.

En ce qui concerne le nombre d'enfants, le coefficient est de :

6, lorsqu'il y a plus de 5 enfants vivants ou plus de 4 orphelins de père, ou plus de 2 orphelins de père et de mère ;

5, lorsqu'il y a 5 enfants vivants, ou 4 orphelins de père ou 2 orphelins de père et de mère ;

4, lorsqu'il y a 4 enfants vivants, etc...

On compte tous les enfants vivants quel que soit leur âge y compris les consanguins et utérins (circulaire ministérielle du 15 mars 1921).

Les avantages en nature ne sont pas toujours cumulables avec les indemnités pour charges de famille. Ils peuvent en effet faire double emploi avec ces dernières.

D'après le décret du 9 mars 1921 et une circulaire ministérielle plus récente :

Les enfants admis comme interne dans un établissement de l'Etat n'ouvrent pas le droit aux indemnités pour charges de famille. Les bourses partielles d'internat comportent deux éléments distincts, l'un est afférent aux frais de scolarité l'autre aux frais d'entretien ; seule cette dernière partie peut être réduite de l'indemnité pour charges de famille. Dans ce cas l'intéressé ne peut prétendre qu'à l'excédent de l'indemnité par rapport à la part correspondant aux dits frais d'entretien.

B. — *Choix des résidences pour les fonctionnaires.*

a) *Loi du 30 décembre 1921, applicable à tous les fonctionnaires* qui « étrangers au département sont unis par le

mariage, soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence. »

Dans toute administration, lorsqu'il a été satisfait aux lois sur les emplois réservés, 25 % des postes vacants, au cours de l'année dans chaque département, sont réservés aux fonctionnaires qui, étrangers au département, sont unis par le mariage, soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé plus d'un an leur résidence.

b) *Percepteurs* (Art. 32 du décret du 25 février 1921). — Les demandes visant des perceptions, dans les villes qui comportent des établissements d'instruction, présentées par des percepteurs n'ayant pas d'enfants à leur charge, ne sont acceptées que sous réserve et le tour de nomination des dits percepteurs peut être passé lorsque les postes ci dessus visés sont attribués à un comptable ayant au moins un enfant à sa charge et compris dans le même mouvement.

c) *Postiers*. — La lettre du sous-secrétaire d'Etat des P. T. T. du 2 février 1921 donne aux agents et ouvriers des P. T. T. ayant à leur charge au moins trois enfants de moins de 18 ans divers avantages :

1^o Droit d'obtenir un poste par simple mutation, par dérogation au tableau des mutations.

2^o Droit de refuser une nomination en conservant leur numéro de classement sur le tableau d'avancement.

3^o Droit de priorité pour les nominations. Les directeurs et les receveurs sont exclus de ces dispositions. Pour les receveurs, cependant, par application de la circulaire 1675 P. O., rappelée par la lettre du Sous-Secrétaire d'Etat du 11 mai 1921 « à égalité d'autres titres, un candidat ayant un, deux, trois enfants, prime un collègue célibataire ou

marié ayant 3, 6 ou 9 années de plus d'ancienneté de services ».

d) *Magistrats*. — Une lettre du 14 octobre 1921 adressée par le ministre de la Justice aux premiers présidents et procureurs généraux prescrit de tenir le plus grand compte de la situation familiale des candidats dans les présentations en vue de mouvements judiciaires.

Il y aura lieu notamment, dit la lettre, de donner des explications sur le nombre, l'âge, le degré de scolarité des enfants, ainsi que sur leur état de santé qui pourrait nécessiter ou faire ajourner l'envoi de leur père dans une région déterminée.

Ces mesures manifestent un état d'esprit favorable aux familles nombreuses mais les résultats risquent d'être assez minces si les chefs qui doivent s'inspirer de ces divers textes sont hostiles ou indifférents aux familles nombreuses. Il est nécessaire de veiller à ce qu'elles ne restent pas lettre morte.

CHAPITRE IV.

Les institutions de prévoyance et la famille.

Le principal obstacle à la natalité est l'égoïsme calculateur. L'individu pense à son confort personnel, il veut ses aises, il craint l'enfant.

Lorsque le législateur a organisé les institutions de prévoyance, lorsqu'il a créé un régime de retraites pour ses fonctionnaires, pour les employés des services publics concédés, pour les petits salariés, il s'est efforcé de combattre les calculs égoïstes et de donner un caractère familial à cette organisation sociale. Il a encouragé les familles nombreuses en accordant des majorations de retraites aux assurés pères de famille, en donnant dans certains cas à la veuve ou à l'orphelin de l'assuré ou du fonctionnaire un certain droit à pension. Les versements pour la retraite du fonctionnaire ou de l'assuré obligatoire, servent à la fois à la constitution d'une retraite pour l'individu qui verse, pour sa femme et pour ses enfants. On oblige l'individu à prévoir pour sa famille et on l'encourage à constituer une famille en assurant une pension ou des allocations à sa veuve et à ses orphelins.

1^o BONIFICATIONS DE PENSION AUX ASSURÉS PÈRES DE FAMILLE. — Ces bonifications sont en général modiques ;

elles n'ont été organisées par les lois de prévoyance qu'assez récemment.

a) *Loi sur les retraites ouvrières et paysannes.* — La loi sur les retraites ouvrières et paysannes décide que ces retraites, constituées par les versements annuels de l'assuré seront majorées d'une allocation viagère de l'Etat de 100 francs par an, lorsque l'assuré pourra justifier de 30 versements annuels et de 60 ans d'âge. Cette allocation est augmentée d'une *bonification* de 10% pour tout assuré ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à 16 ans. (Loi du 27 février 1912, Art. 54.).

« Si au moment de la liquidation de la retraite les enfants ou l'un des enfants ont moins de 16 ans, la bonification de 1/10^e sera accordée quand le total des enfants vivants au moment de la liquidation, quel que soit l'âge de ces derniers, sera de 3 au moins ». (Loi du 17 août 1915).

Pour les femmes, toute naissance compte pour une année dans le calcul des années de versement.

b) *Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse.* — En vertu de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1895, des bonifications sont accordées aux pensionnés de l'Etat, ayant élevé plus de trois enfants. Ce principe n'a pas varié mais le barème des majorations a été modifié le 12 juin 1917.

Pour	4	enfants	la	bonification	est	de	16	%
—	5	—	—	—	—	—	25	%
—	6	—	—	—	—	—	36	%
•	•	•	•	•	•	•	•	•
—	10	—	—	—	—	—	100	%
—	12	—	—	—	—	—	144	%
•	•	•	•	•	•	•	•	•
—	15	—	—	—	—	—	200	%

c) *Pensions militaires pour charges de famille* (Art. 13 de la loi du 31 mars 1919). — « Des majorations annuelles sont accordées en sus de la pension définitive ou temporaire par enfant légitime né ou à naître, suivant le tarif ci-après :

300 frs	pour une	invalidité	de	100	%
285	—	—	—	—	95 %
270	—	—	—	—	90 %
30	—	—	—	—	10 %

Les mêmes majorations sont allouées pour chaque enfant naturel reconnu sous les conditions fixées pour la reconnaissance à l'article 26.

Ces majorations sont payables pour chaque enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, même après la mort du père, sous réserve de l'application des articles 19 et 20. (Art. 19 et 20 : Majorations de pensions à la veuve qui remplacent celles de l'article 13.)

La loi de finances du 31 décembre 1921 dans son article 138 alloue aux grands invalides titulaires d'une pension d'infirmité égale ou supérieure à 85 % des allocations temporaires allant de 500 francs à 1.000 francs suivant le degré d'invalidité.

L'allocation est augmentée comme suit pour chaque enfant ouvrant droit à majoration de pension :

Invalide de	85 %	....	170 frs	par an
—	—	90 %	....	180 — — —
—	—	95 %	....	180 — — —
—	—	100 %	....	200 — — —

L'attribution, le paiement de ces allocations sont soumis aux règles de la loi du 31 mars 1919.

2^o DROIT DE LA VEUVE ET DES ORPHELINS DANS NOS INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE. — La prévoyance obligatoire, telle qu'elle est consacrée par notre législation, a le grave inconvénient de favoriser les calculs égoïstes au détriment des sentiments de famille. En obligeant l'individu à épargner pour se constituer une retraite, on tend à développer chez lui l'esprit d'économie qui est si voisin de l'égoïsme calculateur et de l'individualisme.

Pour atténuer les mauvais effets de l'esprit de prévoyance poussé à l'excès, le législateur a groupé dans la prévoyance obligatoire la femme et les enfants. L'homme versera ses cotisations d'assurance non seulement pour se constituer une retraite mais encore pour laisser une pension à sa veuve et à ses orphelins.

Nous étudierons brièvement les droits de la veuve et des orphelins dans notre législation sociale.

a) *Pensions de retraites, vieillesse.* — Le législateur a organisé un régime de pensions au profit des fonctionnaires civils et militaires, un régime d'assurances obligatoires au profit des salariés de l'agriculture, du commerce et de l'industrie avec des dispositions spéciales pour certaines catégories de salariés : les marins, les cheminots et les mineurs.

Les veuves des fonctionnaires civils et militaires, les veuves des marins soumis aux lois des 14 juillet 1908 et 29 décembre 1905, les veuves des cheminots bénéficient

dans certaines conditions de pensions dont le taux est variable suivant la nature de l'événement qui a amené la mort du mari.

Par exemple, pour les veuves de fonctionnaires civils on distingue deux taux : Lorsque le mari est mort en dehors de tout accident de service, de tout acte de dévouement, mais jouissant d'une pension ou ayant une durée de service suffisante pour que sa veuve ait droit à pension, celle-ci touche une rente égale au tiers de la pension du mari.

Lorsque le mari est mort d'un accident de service par suite d'un acte de dévouement, la pension de la veuve est des $2/3$ de la pension du mari.

Dans les mines, si le mari meurt pensionné, la veuve a droit à une rente égale à la moitié de la pension du mari. Dans tous autres cas, elle n'a droit qu'à des allocations temporaires, aux conditions prévues par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes.

La loi du 5 avril 1910, ne prévoit pas de pensions de veuves : Les femmes sont des assurées comme les hommes. Cependant, si le mari a effectué les $3/5^e$ des versements exigés par la loi pour avoir droit à pension, la veuve reçoit des allocations temporaires.

Nous passons sur les conditions du droit à pension des veuves pour étudier immédiatement les droits des orphelins.

En principe les orphelins ont un droit supplétif du droit de la veuve ; ils n'ont droit à pension que quand la veuve est elle-même morte ou inhabile. Dans tous les cas où la veuve a droit à pension, ils vivent sur la pension de la veuve. Par-

fois la veuve a droit à des majorations de pensions proportionnelles au nombre d'orphelins vivants. Ainsi la loi du 31 mars 1919, modifiée par la loi du 15 juillet 1922, octroie à la veuve une majoration de 500 frs par orphelin de moins de 18 ans.

Lorsque la veuve est morte, inhabile ou déchue, la pension échoit aux orphelins. Le droit des orphelins est alors égal à celui de la veuve.

La loi du 5 avril 1910 et la loi du 5 février 1914 (sur les retraites des ouvriers mineurs) prévoient, pour les orphelins comme pour les veuves, des allocations temporaires; ces allocations sont variables avec le nombre des orphelins.

D'après l'article 6 de la loi de 1910 : « Si un assuré décède avant la date d'échéance du premier terme de sa pension de retraite ou du premier terme de l'allocation de l'Etat liquidée dans les conditions prévues, il sera alloué à ses enfants de moins de 16 ans, une somme :

De 50 frs pendant 6 mois s'ils sont 3 au plus.

De 50 frs pendant 5 mois s'ils sont 2 au plus.

De 50 frs pendant 4 mois s'il n'y en a qu'un, etc...

Si les dits enfants viennent à décéder, la mère a droit aux mensualités de l'allocation qui n'ont pas été payées à ces derniers.

La loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires d'invalidité fait exception aux principes généraux de notre législation; elle prévoit, non plus un droit des orphelins supplétif du droit de la veuve, mais le concours des orphelins avec la veuve ou les enfants d'un autre lit.

Exemple : En cas de second mariage de la veuve, et

si celle-ci ne renonce pas à la pension, la moitié de celle-ci est déléguée aux orphelins mineurs s'il y en a.

Lorsque les orphelins ont un droit propre à pension, celle-ci est majorée pour chaque enfant de 18 ans, à partir du deuxième, de 500 francs (Loi du 31 mars 1919. Art. 19 § 5., modifiée par la loi du 15 juillet 1922).

b) *Pensions en cas d'accident de travail* — La loi du 9 avril 1898, met les accidents du travail à la charge du patron. Celui-ci doit courir tous les risques de l'entreprise dont il a la charge et l'accident du travail est compris parmi les aléas qui entrent dans les frais généraux de l'entreprise.

Si l'accident du travail entraîne une incapacité temporaire et permanente de travail, le patron doit à l'ouvrier une indemnité temporaire dans le premier cas, une rente viagère dans le deuxième cas.

Si l'accident entraîne la mort de l'ouvrier, le patron doit rembourser à la famille les frais funéraires et fournir aux ayants-droit de la victime, tels qu'ils sont énumérés par la loi, une rente variable suivant les cas.

Le conjoint et les enfants font au premier chef partie des ayants-droits de la victime.

1^o *Le conjoint survivant*. — Il a droit à une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime.

2^o *Les enfants*. — La loi ne distingue pas entre les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident. Elle donne aux uns comme aux autres, le même droit.

Mais elle traite différemment les enfants selon qu'ils sont orphelins de père ou de mère seulement, ou orphelins de père et de mère,

a) Les enfants orphelins de père ou de mère âgés de moins de 16 ans, ont droit à une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de :

- 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant;
- 25 % — — — s'il y en a deux;
- 35 % — — — s'il y en a trois;
- 40 % — — — s'il y en a quatre, ou un plus grand nombre.

b) Les enfants orphelins de père et de mère, également âgés de moins de 16 ans, ont droit chacun à une rente de 20% du salaire.

La loi du 15 juillet 1922 accorde des majorations de rentes à certaines catégories de bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898.

Nous ne relevons dans ce texte que les majorations accordées aux orphelins: elle sont plus fortes pour les orphelins d'une famille nombreuse de quatre enfants que pour les orphelins d'une famille de moins de quatre enfants,

Les victimes d'un accident de travail survenu avant l'application de la loi du 5 août 1920, ou leurs ayants-droit titulaires d'une rente au titre des lois du 9 avril 1898 et suivantes, recevront sur leur demande, à partir du 1^{er} juillet 1921 jusqu'au 30 juin 1923 les allocations ci-après...

...Art. 4. — Les orphelins recevront une allocation égale au montant de leur rente. Dans le cas où plus de 4 enfants *orphelins de père ou de mère* seront bénéficiaires de la loi, une majoration de 180 fr. par an et par enfant sera allouée à partir du 5^e. Quand il s'agira d'orphelins de *père et de mère*, cette allocation sera portée à 200 frs et attribuée dans les mêmes conditions à partir du 4^e.

Le législateur a fixé un maximum que ne peuvent dépasser les rentes et allocations. Ce maximum croît avec le nombre d'enfants : pour les orphelins, il est de 300 fr. pour les orphelins de père ou de mère ; 800 francs pour les

orphelins de père et de mère avec augmentation dans ce cas de 300 francs par orphelin en sus du premier.

Allocations et majorations seront remboursées aux débiteurs autres que l'Etat, par le fonds de garantie, institué par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898, qui est alimenté lui-même par des taxes spéciales

Ces dispositions diverses, bien que fragmentaires, marquent l'effort du législateur pour donner un caractère familial aux institutions de prévoyance.

Un projet de loi sur les assurances sociales, déposé récemment par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre, remanie et amplifie notre législation sociale : Il réserve une place encore plus large à la famille. Nous aurons l'occasion dans la troisième partie de cette étude d'examiner en détail ce régime nouveau.

CHAPITRE V

L'assistance aux familles nombreuses.

L'assistance aux familles nombreuses se justifie surtout par les dangers de notre situation démographique. L'Etat doit tout faire pour encourager la natalité. Les classes pauvres étant les plus prolifiques, c'est parmi elles que la propagande néo-malthusienne est la plus intense et la plus justifiée. C'est en leur faveur que doivent être réalisés les premiers efforts.

La loi du 14 juillet 1913 qui crée l'assistance aux familles nombreuses est coulée dans le même moule que nos diverses lois sur l'assistance obligatoire et particulièrement la loi du 15 avril 1893.

§ 1. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

a) L'assistance aux familles nombreuses est *obligatoire* ; sans doute la loi ne donne pas à l'individu un véritable droit direct et immédiat à l'assistance, le droit de contraindre l'administration à lui fournir l'assistance, par un mécanisme juridictionnel qui lui serait pour ainsi dire extérieur, mais il organise une procédure de coercition interne, administrative, par laquelle l'Etat peut imposer aux col-

lectivités inférieures, l'organisation du service et ce service une fois organisé, les dépenses et les recettes qu'il comporte.

b) Au point de vue administratif le respect du principe de l'obligation est assuré par une scission entre l'organisation administrative du service qui est départementale et l'admission au secours qui est communale.

L'organisation du service est, en principe, obligatoire pour le Conseil général. Si le Conseil général n'agit pas, un décret en Conseil d'Etat réglemente le service. Si le Conseil général agit mal, dans les trois mois, après clôture de la session, un décret motivé peut suspendre l'exécution de la délibération pour simple inopportunité.

Le service une fois organisé par le département ou par l'Etat fonctionne en principe dans le cadre communal : la distribution des secours est communale.

Cette décentralisation de la distribution des secours a des raisons pratiques : C'est dans le cercle communal que les habitants se connaissent le mieux et que l'on peut le mieux distinguer les vrais indigents des faux.

§ 2. RÉGIME ADMINISTRATIF DE L'ASSISTANCE AUX FAMILLES NOMBREUSES

Article premier. — Le statut de l'indigent

Pour bénéficier des secours, le candidat à l'assistance doit justifier de certaines conditions, alors seulement le service fonctionnera en sa faveur.

Nous étudierons donc d'abord le statut nécessaire pour bénéficier de l'assistance, ensuite seulement les règles générales de fonctionnement du service.

Le statut de l'indigent se compose de deux éléments :

1^o Le domicile de secours ;

2^o L'inscription sur la liste de l'assistance aux familles nombreuses.

A) *Le domicile de secours.* — Le domicile de secours est donc le lieu où le chef de famille privé de ressources a l'aptitude aux secours, où il peut réclamer son inscription sur la liste d'assistance.

Cette aptitude résulte d'une attache légale avec la collectivité qui fournit l'assistance. Elle est ou individuelle ou familiale.

Grosso-modo, le domicile de secours s'acquiert par la résidence habituelle et volontaire d'un an après la majorité ou l'émancipation, par la filiation ou la naissance, par le mariage.

Le domicile de secours se perd par une absence ininterrompue d'un an après la majorité ou l'émancipation, par l'acquisition d'un autre domicile de secours.

Lorsque le père de famille n'a pas de domicile de secours départemental il est à la charge de l'Etat.

B) *Inscription sur une liste d'assistance.* — L'individu pourvu ou non d'un domicile de secours doit encore faire reconnaître son aptitude légale à bénéficier des secours.

Cette reconnaissance s'effectue par l'inscription sur une liste spéciale d'assistance aux familles nombreuses.

Pour être inscrit sur la liste d'assistance aux familles nombreuses il faut :

- 1^o Être Français;
- 2^o Avoir des ressources insuffisantes;
- 3^o Avoir à sa charge un nombre minimum d'enfants de moins de 13 ans, variable selon les cas.

Bénéficiaires

1^o *La nationalité française* (14 juillet 1913) — Dans son article 2, la loi exclut radicalement les étrangers du bénéfice de la loi.

2^o *Insuffisance de ressources.* — Pour pouvoir bénéficier de la loi, les chefs de famille ayant le nombre d'enfants prescrits doivent être privés des ressources suffisantes pour les élever.

Aucun critérium n'a été fixé. Le soin de déterminer la limite, au-dessous de laquelle le chef de famille sera jugé avoir des ressources insuffisantes, est laissé aux Conseils municipaux ou aux bureaux d'assistance.

Dans cette appréciation, les autorités locales doivent se montrer très larges. C'est ce qui résulte d'une circulaire de M. J. L. Breton du 28 février 1920 : « Sous l'empire des événements, les denrées et les objets de première nécessité ont subi une hausse constante que n'a pu toujours suivre l'élévation du taux des salaires. Il en est résulté un déséquilibre entre le coût de la vie et les ressources, provenant le plus souvent de son seul travail, dont peut disposer un chef de

famille. Cette différence pèse d'un poids d'autant plus lourd sur les familles qui ont la charge des enfants, incapables de subvenir à leurs besoins, même dans une certaine mesure. Il importe donc de remédier autant que possible à cette situation et de répondre à l'esprit qui a animé le législateur de 1913, en examinant avec la plus large bienveillance les demandes déposées par les chefs de familles nombreuses, et en favorisant toutes les familles incapables, par leurs seules ressources, de faire face aux nécessités de l'existence ».

3° *Il faut avoir à sa charge un certain nombre d'enfants.*

a) *Nombre d'enfants minimum dont doit justifier le chef de famille :*

La loi envisage plusieurs cas :

1° *Le père et la mère sont tous deux vivants et assument la charge des enfants :*

Dans ce cas, qui est le plus normal, le chef de famille a droit à une allocation s'il a plus de trois enfants vivants de moins de 13 ans.

En cas de remariage entre époux ayant des enfants d'une union précédente, on applique la loi en fusionnant les deux filiations.

Au regard de la loi, la famille nombreuse est celle qui compte au moins quatre enfants.

C'est l'application des principes du docteur J. Bertillon. Une famille doit comprendre quatre enfants : « Un pour remplacer le père, un pour remplacer la mère, un pour la casse, un pour la race ».

Nous verrons par la suite que d'autres textes accordent à la famille des avantages à partir du troisième enfant.

Il en était ainsi sous le régime du décret du 3 février 1920 qui décidait que des bons de pain à prix réduit seraient accordés dans certains cas aux familles à partir du troisième enfant de moins de 16 ans.

La loi homologuant le nouveau régime des chemins de fer accorde des réductions à partir du troisième enfant. Mais la tendance actuelle est de ne considérer la famille comme nombreuse qu'à partir du quatrième enfant

2° Le père de famille reste seul avec les enfants :

L'assistance est alors donnée au père pour chaque enfant de moins de 13 ans au delà du deuxième enfant de moins de 13 ans.

3° La mère de famille reste seule avec les enfants :

Il est fréquent que la mère seule ait la charge des enfants, par suite de la mort, de la disparition ou de l'abandon du père ou pour toute autre cause.

L'assistance est alors donnée à la mère pour chaque enfant de moins de 13 ans, au delà du premier enfant de moins de 13 ans.

Dans ce cas, en effet, la mère restant seule avec ses enfants n'est pas en état de nourrir plus d'un enfant. Elle ne peut prétendre qu'à un faible salaire avec lequel elle pourrait difficilement élever plusieurs enfants.

4° Les enfants par suite du décès ou de la disparition du père sont recueillis par un parent. — Dans ce cas les enfants pris en charge sont réputés faire partie de la famille qui les a recueillis. Mais en vertu de la loi de 1913, la parenté est

indispensable. L'enfant adopté par des étrangers n'entre pas en compte pour le calcul des allocations aux familles nombreuses.

b) *Age des enfants*. — En principe, seuls les enfants de moins de 13 ans donnent droit à l'allocation. Une exception est faite en faveur des enfants de 13 à 16 ans pour lesquels le chef de famille a passé un contrat écrit d'apprentissage, dans certaines conditions à déterminer.

c) *Conditions juridiques des enfants*. — Tous les enfants légitimes ou reconnus entrent en compte pour la détermination de l'allocation. Le père ayant reconnu des enfants naturels, la fille-mère ayant reconnu ses enfants peuvent bénéficier de la loi.

Lorsque l'autorité compétente a reconnu que le chef de famille remplit les conditions voulues pour bénéficier de l'assistance aux familles nombreuses, elle doit l'inscrire sur la liste.

Toute une cascade de recours est prévue au cas de mauvais vouloir de l'autorité chargée de la confection de la liste.

Cette autorité est le bureau d'assistance médicale gratuite.

Le bureau d'assistance médicale gratuite établit une liste provisoire qui est arrêtée par le Conseil municipal. En cas de négligence ou de refus du Conseil municipal d'arrêter la liste des assistés ayant domicile de secours communal, la liste est, sur l'invitation du Préfet, arrêtée d'office, dans le délai d'un mois, par une commission cantonale. En cas de défaillance de la Commission cantonale, il est statué dans les deux mois par une commission centrale. La compo-

sition de ces commissions est fixée par la loi du 14 juillet 1905.

Lorsque le chef de famille a un domicile secours départemental, c'est la commission départementale qui reconnaît s'il remplit les conditions exigées pour l'admission à l'assistance.

Les assistés qui n'ont aucun domicile de secours sont admis à l'assistance par le ministre de l'Intérieur, sur avis de la commission centrale d'assistance.

Article II. — Fonctionnement du Service.

Tout individu inscrit sur la liste de l'assistance aux familles nombreuses a droit au fonctionnement du service en sa faveur.

L'assistance se donne sous forme *d'allocations*. Le taux en est arrêté pour chaque commune par le Conseil municipal sous réserve de l'approbation du Conseil général et du Ministre de l'Intérieur. En cas de domicile de secours départemental, c'est le taux de la commune de résidence que l'on accorde.

Le taux de l'allocation doit être au moins de *60 francs par an et par enfant*. S'il dépasse *90 francs l'excédent est à la charge des communes*.

A cette allocation s'ajoute une majoration de 10 francs par mois à la charge exclusive de l'Etat, établie par la loi de finances de 1921.

A la différence du régime établi par la loi du 14 juillet 1905 pour l'assistance aux vieillards, le taux de l'allocation aux familles nombreuses est uniforme pour tous les

intéressés. On ne déduit pas les revenus divers que peut avoir le chef de famille du taux de l'allocation comme on le fait pour les vieillards. Il n'est pas nécessaire, en effet, que la famille soit indigente comme pour l'assistance de la loi de 1905. Il suffit qu'elle soit privée de ressources suffisantes. Elle peut donc avoir des revenus autres que les revenus d'assistance.

Bien plus, l'aide que la famille reçoit de la bienfaisance publique ou privée ne l'exclut pas du bénéfice de la loi du 14 juillet 1913; les subsides qu'elle tire de l'assistance doivent seulement entrer en compte dans l'ensemble des revenus dont elle dispose, au moment où l'administration détermine si elle est ou non privée de ressources.

Il y a une exception à la règle; les allocations de la loi du 14 juillet 1913 ne sont pas cumulables avec les secours temporaires de la loi du 27 juin 1904 destinée à éviter l'abandon de l'enfant.

Afin d'éviter que les versements d'argent ne soient dilapidés au cabaret, le législateur a prévu que l'allocation pourrait être fournie en nature ou même en secours de loyer. Mais le Conseil municipal ne peut adopter un tel mode de paiement qu'à titre de mesure individuelle, il a un caractère exceptionnel.

L'allocation est incessible, insaisissable, payée par mois et d'avance. Elle est versée soit au chef de famille, soit à la mère, soit à tout autre membre de la famille, soit à l'établissement public ou privé où les enfants auraient été placés. C'est le Conseil municipal qui détermine le mode de versement et qui désigne la personne aux mains de laquelle l'allocation sera versée.

3^o RÉGIME FINANCIER

1^o *Décentralisation des receltes et des dépenses.* — Le régime financier de l'assistance obligatoire en France est caractérisé par une décentralisation des dépenses et des recettes. C'est en principe à la commune qu'incombe l'obligation à l'assistance, subsidiairement seulement au département ou à l'Etat.

Bien que les dépenses en faveur de la natalité incombent surtout à l'Etat, les dépenses de l'assistance aux familles nombreuses sont également décentralisées. Ceci résulte de la règle du domicile de secours : La commune paie les dépenses des assistés ayant domicile de secours communal, le département les dépenses des assistés ayant un domicile de secours départemental. Enfin l'Etat paie les dépenses des assistés sans domicile de secours.

Or, le domicile de secours communal est la règle, le domicile de secours départemental ou l'absence de domicile de secours sont l'exception. L'acquisition du domicile de secours s'obtient, en effet, par une résidence très courte ; la résidence d'un an dans une même commune ou dans un même département.

2^o *Participation des collectivités supérieures aux dépenses des collectivités inférieures.* — La décentralisation des dépenses de l'assistance obligatoire par suite de l'application de la théorie du domicile de secours est compensée par une solidarité des collectivités supérieures vis-à-vis des collectivités inférieures, par une participation de l'Etat

aux dépenses du département et du département aux dépenses de la commune sous forme de subventions.

Dans l'assistance aux familles nombreuses la subvention de l'Etat et des départements se produit plus tôt que dans les autres modes d'assistance : il y a une plus grande centralisation des dépenses.

Dans les différents modes d'assistance obligatoire autres que l'assistance aux familles nombreuses, la subvention du département à la commune, de l'Etat aux départements ne commence que lorsque *les revenus ordinaires du département sont insuffisants*.

En matière d'assistance aux familles nombreuses la subvention des collectivités supérieures se produit *avant que les collectivités inférieures n'aient eu recours à leurs ressources ordinaires*, lorsque les ressources grevées d'affectations spéciales sont insuffisantes.

Ainsi la commune doit d'abord avoir recours aux ressources, grevées d'une affectation spéciale aux dépenses de l'assistance aux familles nombreuses, aux revenus des fondations et libéralités faites en vue de l'assistance aux familles nombreuses, à la participation éventuelle du bureau de bienfaisance.

Lorsque ces ressources sont insuffisantes elle reçoit une subvention du département et c'est seulement lorsque cette subvention ne couvre pas la totalité des dépenses, qu'elle a recours à ses ressources ordinaires.

Les dépenses de l'assistance aux familles nombreuses et les recettes y afférentes sont donc relativement centralisées; elles le sont encore insuffisamment car l'assistance aux familles nombreuses est une charge qui devrait incomber exclusivement à l'Etat.

La quotité de la subvention de l'Etat et du département est calculée en fonction de trois éléments :

La valeur du centime démographique ;

Les charges financières de la commune ;

Les charges de l'assistance aux familles nombreuses dans la localité ;

La subvention est inversement proportionnelles au premier élément, directement proportionnelle aux deux autres.

La participation des collectivités supérieures aux dépenses des collectivités inférieures évolue entre un maximum et un minimum.

Communes et départements doivent supporter une quote-part des dépenses :

de 5 % à 50 % pour le département
et 10 % à 70 % pour la commune.

3°. *Comptabilité.* — Les recettes et les dépenses du service de l'assistance aux familles nombreuses sont centralisées au bureau départemental et soumises aux règles générales de la comptabilité départementale, le département étant le banquier du service.

Chaque commune paie au département son contingent. Les cotisations des communes d'un même département sont centralisées sous la forme d'un fonds commun départemental. La comptabilité générale du service est tenue par le Trésorier payeur général et les paiements sont mandatés par le Préfet.

APPENDICE

Bons de pain à prix réduit.

La hausse du prix du pain après la guerre s'est fait cruellement sentir pour les familles nombreuses. Le décret du 3 décembre 1920 s'est efforcé d'atténuer les effets de la hausse du prix du pain vis-à-vis de certaines catégories de consommateurs et, entre autres, vis-à-vis :

1^o Des chefs de famille ayant à leur charge au moins trois enfants de 16 ans au plus.

2^o Des femmes ayant au moins deux enfants à leur charge, pour chaque enfant de 16 ans au plus.

A cet effet, il prescrivait la distribution à ces consommateurs de bons de pain quotidiens à prix réduit de 400 grammes sur la base du prix du 1^{er} février 1920.

Grâce à cette disposition, en dépit de l'augmentation de prix du 1^{er} septembre 1920, les familles nombreuses bénéficiaient dans la mesure des bons auxquels elles avaient droit, d'une diminution de 35 centimes par kilo de pain.

Les dépenses résultant de ce nouveau mode d'assistance étaient couvertes par un crédit inscrit au budget de l'Etat et réparti entre les départements et les communes au prorata du nombre des consommateurs appelés à bénéficier de la réduction du prix du pain.

La loi du 31 juillet 1921 a supprimé les distributions de bons de pain aux familles nombreuses, le parlement les ayant jugées trop onéreuses pour le Trésor.

CHAPITRE VI.

Les primes à la natalité.

Pour combattre les causes psychologiques de notre dépopulation, le parlement a institué des encouragements directs à la procréation sous forme de primes à la natalité.

Bien que le problème démographique soit d'ordre essentiellement national, le soin de créer le service des primes à la natalité est laissé en principe à la charge des départements et des communes.

Le service est facultatif. Les Conseils généraux et municipaux sont libres d'agir ou de ne pas agir, s'ils organisent le service ils peuvent le faire suivant telle modalité qui leur plaira. Ils ont droit dans certains cas à une participation de l'Etat mais alors ils perdent une partie de leur autonomie et doivent remplir certaines conditions fixées par la loi.

A. — ORGANISATION DU SERVICE DES PRIMES.

La liberté des autorités locales pour l'organisation du service n'existe que sur le papier; pour avoir droit à la subvention de l'Etat leurs statuts doivent être agréés par le Ministre de l'Hygiène. Aussi y a-t-il une certaine uniformité dans l'organisation des primes à la natalité pour les départements et les communes.

1^o *Bénéficiaires.* — La prime à la natalité n'est pas une allocation d'assistance, c'est une récompense accordée par la collectivité aux pères de famille. On ne tient pas compte de la situation de fortune des parents.

Le droit à la prime n'est acquis que pour ceux ayant un certain temps de résidence. Dans le département de la Seine il faut trois ans de résidence :

2^o *Fait générateur du droit à la prime. Taux des primes.* — Les départements peuvent allouer des primes à partir d'un nombre minimum d'enfants qu'ils fixent librement.

Dans les Alpes Maritimes, dans la Seine la prime est due à partir du troisième enfant; dans le Nord et le Haut-Rhin à partir du quatrième enfant.

Dans le Haut-Rhin, le taux de la prime est de :

300 frs	pour le	4 ^e	enfant
400 — — —		5 ^e	—
500 — — —		6 ^e	—
600 — — —		7 ^e	—
700 — — —		8 ^e	—
850 — — —		9 ^e	—
1.000 — — —		10 ^e	enfant et les suivants

3^o *Mode de paiement des primes.* — Afin d'éviter que l'argent de la prime ne soit dilapidé au cabaret, des dispositions protectrices sont prises.

Dans le département de la Seine, l'argent est versé à la mère, le père ne peut le toucher qu'à défaut de la mère.

La prime peut aussi être scindée en deux parties :

1^o Une prime versée à la naissance de l'enfant;

2^o Une prime de prévoyance dont la moitié doit servir à constituer une rente viagère à capital aliéné au profit

des parents ou de l'un d'eux, et l'autre moitié à fournir soit une assurance en cas de décès sur la tête des parents, soit une assurance de capital différé sur la tête de l'enfant pour l'âge de 25 ans.

Afin d'intéresser les parents à la vie de l'enfant, le versement de la prime à la naissance peut être lui-même scindé en deux parties payables, l'une à la naissance, l'autre un certain temps après la naissance.

Dans le département de la Seine, les parents touchent 150 francs, 30 jours après la naissance, sur production d'un certificat de vie. Le solde est payé à l'âge d'un an.

B). — PARTICIPATION DE L'ETAT.

Le problème de la natalité est essentiellement national, les dépenses que créent les encouragements à la natalité incombent en effet, à l'Etat.

a) *Conditions de la participation de l'Etat.* — Ces conditions ont pour but de limiter les dépenses de l'Etat et d'assurer une organisation sérieuse des primes à la natalité.

1^o Il faut d'abord que l'organisation du service départemental ou communal ait reçu l'agrément du ministre après avis du Conseil supérieur de la natalité.

2^o Il faut que la prime soit accordée pour toute naissance à partir du troisième enfant. C'est la venue du troisième enfant qu'il est nécessaire d'encourager.

3^o Il faut que cette prime soit de cent francs au moins et de mille francs au plus (loi du 30 avril 1921, art. 92).

La participation de l'Etat ne porte que sur la portion de la prime comprise entre cent francs et mille francs.

b) *Quotité de la subvention de l'Etat.* — On proposa d'abord de faire varier la subvention de l'Etat en raison inverse de la valeur du centime départemental. C'est la méthode adoptée par toutes nos lois d'assistance obligatoire : La valeur du centime est un indice à peu près exact de la richesse locale ; il est naturel que la subvention de l'Etat soit proportionnelle à la richesse des localités.

Cependant, le centime n'est pas le seul élément à envisager, le législateur doit également tenir compte du nombre des familles nombreuses dans le département ou la commune subventionnée. A richesse égale, deux départements accordant les mêmes primes à la natalité sont très inégalement obérés suivant que la natalité y est florissante ou non.

La subvention de l'Etat varie en fonction de deux éléments, dans le barème adopté par la loi de finances de 1921 :

1^o En proportion directe du budget des familles nombreuses dans le département ;

2^o En raison inverse de la valeur du centime départemental ou communal.

On évalue la participation de l'Etat à environ 50 % de la dépense totale engagée pour toute la France (rapport de A. Fallières).

C. — PARTICIPATION DE L'ETAT AUX DIVERSES MESURES FINANCIÈRES PRISES PAR LES DÉPARTEMENTS EN FAVEUR DES FAMILLES NOMBREUSES.

Les départements et les communes peuvent prendre toutes initiatives financières autres que les primes en faveur de la natalité.

Ils peuvent alors recevoir une subvention de l'Etat, sur le crédit inscrit au budget du ministère de l'hygiène pour la natalité. Cette participation n'est pas obligatoire; elle est essentiellement facultative (Décret du 30 avril 1920).

En 1921 onze départements avaient voté les crédits nécessaires à l'institution de la prime. Comme la population de ces départements représente plus de dix millions d'habitants, soit plus du quart de la population française, on peut dire que le mouvement est lancé.

Mais quelques départements ne donnent que des primes insuffisantes; tel est le cas de l'Aveyron et de la Mayenne (100 francs pour le quatrième enfant). D'autres ne donnent que des primes fixes, alors que la prime progressive s'impose, en raison des difficultés de plus en plus grandes que suscitent les naissances nouvelles, à mesure que le nombre d'enfants s'accroît.

Le régime des primes départementales doit être maintenu, mais il serait bon de lui superposer une organisation d'Etat destinée à verser aux familles nombreuses des allocations nouvelles et progressives avec le nombre des enfants.

Des mesures énergiques sont nécessaires, de simples palliatifs sont insuffisants.

CHAPITRE VII.

Avantages divers aux familles nombreuses.

Des avantages variés ont encore été accordés aux pères de famille nombreuse; ils sont trop disparates pour que nous puissions les ranger sous une rubrique unique.

Tous cependant ont également pour but de réduire les charges des familles nombreuses ou de les protéger.

1^o INSAISISSABILITÉ DU MOBILIER DES FAMILLES NOMBREUSES.— Une loi du 14 avril 1917 dispose :

« L'article 593 du code de procédure civile est complété par les dispositions suivantes : « Le mobilier meublant, le linge, les vêtements et objets de ménage appartenant aux personnes protégées par l'art. 2 de la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses, régulièrement inscrites sur les listes dressées pour l'exécution de ladite loi, ne pourront être saisis pour aucune créance ».

L'insaisissabilité du mobilier meublant n'est pas une nouveauté dans notre droit, mais elle n'était autrefois que partielle.

La loi du 14 avril 1917 étend cette insaisissabilité à tous les meubles meublant, vêtements et objets de ménage en faveur des familles nombreuses qui bénéficient de la loi du 14 juillet 1913, c'est-à-dire privées de ressources.

II. — LES TARIFS DE CHEMINS DE FER. — Les nécessités économiques ayant imposé une hausse énorme des tarifs

et la circulation sur les chemins de fer étant un besoin que les familles nombreuses ressentent autant que les autres, il est bon de diminuer le plus possible leurs charges sur ce point.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 29 octobre 1921 :

Dans les familles comptant trois enfants de moins de 18 ans, ou davantage, sur la demande du chef de famille, le père, la mère et chacun des enfants de moins de 18 ans recevront une carte d'identité strictement personnelle leur donnant droit à une réduction sur les tarifs de :

30 %	pour les familles de 3 enfants
40 %	— — — — 4 —
50 %	— — — — 5 —
60 %	— — — — 6 —
70 %	— — — — 7 enfants et plus

Ces réductions s'appliquent au demi-tarif dont bénéficient déjà les enfants jusqu'à l'âge de 7 ans. De plus, pour l'établissement des cartes d'identité spéciales délivrées aux chefs de familles, il est tenu compte des enfants de moins de trois ans qui bénéficient cependant du parcours gratuit.

III. — RÉDUCTIONS SUR LES TAXES DE SÉJOUR DANS LES STATIONS HYDROMINÉRALES ET CLIMATIQUES. — Les communes qui offrent des moyens curatifs au point de vue thermal ou climatique, peuvent être érigées en stations hydrominérales ou climatiques par décret du Conseil d'Etat (Loi du 24 septembre 1919 et du décret du 4 mai 1920).

Il est perçu obligatoirement dans ces stations, une taxe de séjour de 10 centimes à un franc par personne et par jour sur toutes personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune.

Des réductions sur le prix de cette taxe sont accordées aux familles nombreuses d'après le pourcentage admis pour les réductions sur les tarifs de chemins de fer et sur présentation de la carte de chemins de fer.

Des exemptions complètes sont accordées obligatoirement à tous les bénéficiaires des lois d'assistance. Sont comprises dans cette catégorie, les familles nombreuses qui jouissent des avantages de la loi du 14 juillet 1913.

IV. — RÉDUCTION SUR LE PRIX D'ENTRÉE DANS LES MUSÉES. — Une réduction de 50 % sur les prix d'entrée dans les musées et palais nationaux est accordée aux familles nombreuses sur présentation de leur carte de chemin de fer.

V. — RÉDUCTION DE DROITS UNIVERSITAIRES ET BOURSES D'ENSEIGNEMENT. — La loi du 18 avril 1896 accorde aux familles nombreuses une réduction sur les frais de scolarité quand plusieurs enfants fréquentent simultanément un ou plusieurs établissements d'instruction secondaire de l'Etat. Effectivement le cinquième enfant ne payait rien.

L'arrêté du 20 juin 1905 a fixé uniformément à 12.50 % la remise pour tous les enfants se trouvant dans ces conditions. Le cinquième enfant ne bénéficie plus que d'une réduction de 50 %.

Pour l'attribution de bourses, l'arrêté ministériel du 9 avril 1922 accorde un droit de priorité aux enfants des familles nombreuses.

Si la famille compte trois enfants, le candidat devra avoir une moyenne de 15 à l'examen écrit. Si la famille compte 4 ou 5 enfants, la moyenne sera de 12,50. Si la famille compte six enfants et plus la moyenne sera de dix.

Lorsque la famille demande une deuxième bourse elle sera obtenue de droit si la candidat a eu à l'examen écrit une moyenne qui varie suivant le nombre d'enfant de 15 à 10.

Ces avantages sont réservés aux familles qui n'ont pas de ressources suffisantes pour instruire leurs enfants.

VI. — LA MÉDAILLE DE LA FAMILLE FRANÇAISE. — Le gouvernement a institué pour les mères de famille nombreuse une distinction honorifique : la médaille de la famille nombreuse.

Cette mesure a pour but de « restaurer la notion de la vie familiale, de son importance, de sa fécondité et de sa beauté. »

Il s'agit de mettre les familles nombreuses à la mode.

Il est créé, dit l'article 1^{er} du décret, sous le nom de médaille de la famille française, une distinction honorifique destinée à rendre hommage au mérite des mères de famille qui ont dignement élevé de nombreux enfants et à leur témoigner la reconnaissance de la nation.

La médaille n'est accordée qu'aux mères de famille particulièrement méritantes, qui par leurs soins éclairés, leur activité laborieuse et leur dévouement, auront fait un constant effort pour inspirer à leurs enfants, dans les meilleures conditions d'hygiène physique et morale, l'amour du travail et de la probité, et le souci de leurs devoirs sociaux et patriotiques.

La médaille de la famille française est de bronze pour les mères de famille qui ont eu 5 enfants légitimes simultanément vivants, le dernier étant âgé d'au moins un an.

Lorsque, les mêmes conditions étant remplies, le nombre des enfants est de huit, la médaille est d'argent. Quand il est de dix, elle est de vermeil et porte le nom de médaille d'or.

Il eût été habile de joindre à cette distinction honorifique des avantages pécuniaires. Des propositions en ce sens au Parlement n'ont pas abouti.

Mais, dans cet esprit, le Conseil municipal des Bouches-du-Rhône a décidé (dernière session extraordinaire de 1920) d'accorder aux mères de famille titulaires de la médaille : 300 francs pour la médaille d'or, 200 francs pour la médaille d'argent et 100 francs pour la médaille de bronze, sous réserve que l'Etat prenne à sa charge la moitié de la dépense. Un crédit de 25.000 francs pour 1921, a été inscrit au budget, mais ne sera employé qu'autant que l'Etat consentira à contribuer à la dépense dans la proportion de 1/2 ci-dessus indiquée.

TITRE III

Action sur les causes dérivées

CHAPITRE PREMIER

Action sur le milieu physique : le logement.

L'insalubrité du logement a une influence directe sur le taux de la mortalité : en facilitant le développement des maladies contagieuses, elle augmente la mortalité humaine.

L'action du taudis sur la natalité est moins défavorable, il y a même une liaison entre le taudis et la fécondité familiale. La promiscuité que crée le logement exigü suscite des naissances nouvelles. Mais parmi ces nouveau-nés, beaucoup sont voués à une mort précoce. Tout compte fait le taudis fait beaucoup plus de mal que de bien, il fait mourir plus qu'il ne fait naître.

Actuellement le problème du logement suscite trois ordres de questions :

1^o Assainissement des maisons insalubres et création d'habitations saines.

2^o Lutte contre la raréfaction du logement et la cherté des loyers.

3^e Prophylaxie de la tuberculose envisagée comme la conséquence de l'insalubrité du logement.

§ I. — ASSAINISSEMENT DES MAISONS INSALUBRES

La loi du 15 février 1902 édicte des mesures pour assurer l'assainissement des locaux existants et empêcher la construction de nouveaux logements insalubres.

Elle ordonne la création de commissions sanitaires qui, saisies par le maire ou le préfet, sont chargées de déterminer les travaux à exécuter pour l'assainissement de l'immeuble insalubre. Faute d'exécution de ces travaux par les intéressés, l'habitation de l'immeuble peut être interdite et les travaux exécutés d'office par l'administration.

Lorsque l'insalubrité n'est pas spéciale à un immeuble déterminé mais atteint tout un îlot de maisons ou tout un quartier, les communes peuvent entreprendre de grands travaux d'assainissement.

La loi du 17 juin 1915 et les lois du 6 novembre 1918 et 17 juillet 1921 se sont employées à diminuer la dépense et à faciliter l'exécution des travaux.

Ainsi la collectivité qui exproprie un immeuble insalubre peut défalquer de l'indemnité d'expropriation le prix des travaux nécessaire pour rendre l'immeuble salubre.

Nous ne nous attarderons pas davantage à l'examen de dispositions qui, en fait, sont peu appliquées.

Des règles d'une plus grande importance pratique sont édictées par la loi du 15 février 1902 sur la salubrité des maisons à construire.

L'article 11 de la loi du 25 février 1902 porte que dans les agglomérations de 20.000 habitants et au-dessus aucune habitation ne peut être construite sans un permis du maire constatant que, dans le projet qui lui a été soumis, les conditions de salubrité prescrites par le règlement sanitaire local sont observées.

Cette disposition n'est plus aussi rigoureusement appliquée qu'avant la guerre. A cause de la crise du logement, les maires n'ont pu se montrer trop sévères et ont dû fermer les yeux sur les violations nombreuses du règlement sanitaire.

La question de la salubrité du logement passe en effet après celle de la raréfaction du logement.

§ II. — ENCOURAGEMENTS A LA CRÉATION DE MAISONS SALUBRES. HABITATIONS A BON MARCHÉ.

Dès avant la guerre, le législateur s'était préoccupé d'encourager et de faciliter la construction et l'aménagement d'habitations à bon marché afin de résoudre le problème du logement ouvrier.

Les mesures qu'il avait prises étaient éparses dans un certain nombre de lois qui ont été fondues dans un texte unique : la loi du 5 décembre 1922. Cette loi contient un titre V consacré aux « dispositions concernant le logement des familles nombreuses ».

Mais ces dispositions ne prennent leur valeur que si on les replace dans le cadre général de la loi. Nous étudierons

donc : 1^o les dispositions générales de la législation sur les habitations à bon marché; 2^o les mesures spéciales en faveur des familles nombreuses.

*1^o Dispositions générales de la législation
des habitations à bon marché.*

Les maisons à bon marché, telles que les définit la loi, peuvent être des maisons collectives ou des habitations individuelles. Elles peuvent être construites soit par les individus eux-mêmes, soit par certains organismes, tels que les sociétés d'habitation à bon marché, soit, dans des cas exceptionnels par des collectivités administratives agissant directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics : les offices publics d'habitations à bon marché.

La législation des habitations à bon marché a essentiellement pour but d'accorder à ces organismes, à ces individus, à ces collectivités, sous certaines conditions, des *avantages juridiques et financiers*.

L'Etat, par exemple, leur apporte des ressources ou leur facilite les moyens d'en trouver, il leur accorde des exonérations d'impôts.

Mais les habitations à bon marché ne bénéficient de ces avantages que si elles remplissent certaines conditions qui sont la caractéristique des *habitations à bon marché*. Ces conditions sont relatives : a) à la destination de l'habitation, b) à la salubrité, c) au bon marché du loyer.

a) *Destination*. Les habitations à bon marché sont destinées à des individus non propriétaires de maison et peu fortunés, aux ouvriers et employés vivant de leur travail et de leur salaire.

b) *Salubrité*. L'habitation à bon marché ne peut bénéficier des avantages légaux si elle n'est salubre. Cette salubrité est constatée par un certificat dont l'administration peut opérer le retrait sauf recours au ministre.

c) *Bon marché*. Les loyers de l'habitation à bon marché ne peuvent dépasser certains maxima qui dépendent : 1^o du nombre de pièces ; 2^o de l'importance de l'agglomération. (Actuellement les maxima oscillent entre 210 francs et 1008 francs).

2^o Dispositions de la législation des habitations à bon marché en faveur des familles nombreuses.

Les collectivités administratives peuvent :

1^o subventionner des sociétés d'habitations à bon marché, 2^o construire elles-mêmes des locaux d'habitation pour les familles nombreuses.

A) *Subvention des communes aux sociétés d'habitations à bon marché pour la construction de logements en faveur des familles nombreuses*. — Les communes peuvent consentir des subventions spéciales aux offices publics et aux sociétés d'habitations à bon marché, sous certaines conditions :

1^o Ces subventions doivent être affectées à la création de logements à bon marché, c'est-à-dire dont la valeur locative ne dépasse pas les maxima prévus par la loi du 5 décembre 1922 (art. 2) ;

2° Elles doivent être affectées à la réduction des loyers des logements affectés aux familles nombreuses, sans que cette réduction puisse dépasser la moitié de la valeur locative;

3° Les habitations, qui bénéficient des subventions des localités doivent être affectées pour les deux tiers au moins du montant des valeurs locatives à des familles de plus de trois enfants de moins de 16 ans (art. 57) ou aux familles nombreuses telles qu'elles sont définies par la loi du 14 juillet 1913, c'est-à-dire comptant plus de trois enfants de moins de 13 ans (art. 58).

Dans le premier cas les subventions ainsi attribuées peuvent faire l'objet de contrats dont la durée n'excèdera pas 18 ans à dater de l'achèvement de la construction : la quotité de la subvention ne peut dépasser 1 % du prix de revient de l'immeuble.

Dans le deuxième cas la durée des contrats ne peut être supérieure à 30 ans, la subvention ne peut dépasser 2 % du prix de revient et la délibération du conseil municipal qui la décide n'est exécutoire qu'après approbation des ministres de l'Intérieur, de l'Hygiène et des Finances.

Les subventions des communes peuvent donc être beaucoup plus élevées lorsqu'elles sont affectées au logement de familles nombreuses telles qu'elles sont définies par la loi du 14 juillet 1913. Mais alors la tutelle de l'administration s'exerce de façon plus énergique.

L'Etat participe pour moitié aux subventions accordées par les communes aux offices publics d'habitations à bon marché et aux sociétés d'habitations à bon marché lorsque les logements construits par ces organismes sont affectés

tés aux familles nombreuses visées à l'article 2 de la loi du 14 juillet 1913.

B) Construction de locaux d'habitations par les communes.

— La construction d'immeubles d'habitation est une entreprise délicate à laquelle les administrations locales sont peu habituées. Le législateur l'a entourée de précautions et de restrictions multiples.

1^o Cette opération n'est possible pour les communes que lorsqu'il s'agit de locaux affectés aux familles nombreuses. Les logements doivent être pour deux tiers au moins des valeurs locatives affectés à des familles de plus de trois enfants de moins de 16 ans.

2^o Les loyers de l'immeuble ne peuvent dépasser les maxima prévus par l'article 2 de la loi du 5 décembre 1922.

3^o La construction de l'habitation à bon marché par les communes doit être autorisée par décret en conseil d'Etat, après enquête.

4^o L'immeuble une fois construit, ce n'est pas le conseil municipal, organe public, qui en a la gérance, celle-ci est confiée soit à des sociétés d'habitations à bon marché, soit à des organismes spéciaux, les offices publics d'habitations à bon marché.

L'Etat peut accorder, « dans la limite des crédits qui seront ouverts à cet effet, des subventions aux communes ou aux organes qui construiront des maisons à bon marché » louées pour les deux tiers du montant des valeurs locatives à des familles de plus de trois enfants de moins de 16 ans. La subvention de l'Etat ne peut excéder le tiers du prix de revient de l'immeuble.

C) *Application de la loi.* — La loi du 10 avril 1908 a mis à la disposition des sociétés de crédit immobilier, 200 millions au taux de 2 % à charge de consentir des prêts remboursables en 5, 10, 15, 20 ou 25 ans, destinés à l'acquisition d'un champ, d'un jardin ou d'une maison suivant les prescriptions de la loi du 12 avril 1906.

2,25 %	aux pères de famille de 5 enfants
2,50 %	— — — — — 4 —
2,75 %	— — — — — 3 —
3 %	— — — — — 2 —
3,25 %	— — — — — 1 —
2,50 %	— jeunes ménages sans enfants

L'emprunteur achète son terrain où il lui plaît et peut en faire entrer le prix dans la composition du cinquième du prix global de l'immeuble exigé de lui, comme preuve de son esprit d'ordre et d'économie, et comme garantie. La société lui prête les quatre autres cinquièmes au taux ci-dessus fixé.

§ III. — MESURES CONTRE LA CRISE DU LOGEMENT.

Le législateur s'est efforcé de parer à la hausse croissante des loyers et à la pénurie des locaux en maintenant les locataires dans les logements qu'ils occupent actuellement à un prix voisin du prix des loyers avant la guerre.

La loi du 9 mars 1918, puis la loi du 31 mars 1922 ont accordé aux locataires des prorogations de baux ou de locations verbales.

Mais le droit à la prorogation institué en dernier lieu par la loi du 31 mars 1922 dans son article 7 n'est plus opposable au propriétaire qui justifiera d'un motif légitime pour occuper lui-même ou faire occuper par ses ascendants ou descendants ou par ceux de son conjoint, à titre d'habitation, un local d'habitation. (art. 13, L. 31 mars 1922).

Ce droit du propriétaire n'est pas opposable à certaines catégories de locataires et notamment « *aux chefs de famille ayant trois enfants mineurs, habitant avec eux, à leur charge.* »

APPENDICE

La lutte contre la tuberculose.

La tuberculose, en supprimant chaque année un grand nombre d'individus en état de procréer est une des causes certaines de la diminution de notre natalité.

Pour lutter contre la tuberculose, le législateur a créé deux institutions : les dispensaires d'hygiène sociale et de préservation anti-tuberculeuse, les sanatoria.

A) *Les dispensaires.* (loi du 15 avril 1916). — Ils ont un rôle préventif de préservation et de prophylaxie, donnent des conseils aux malades, veillent à leur admission dans les hôpitaux, organisent des services de désinfection, des consultations médicales gratuites, distribuent des médicaments, etc...

Leur action n'est pas limitée à la tuberculose, ils luttent à la fois contre les maladies vénériennes, l'alcoolisme et la tuberculose.

En principe facultative, la création de dispensaires d'hy-

giène sociale devient obligatoire pour les communes quand la mortalité y excède, pendant cinq années consécutives, la moyenne de la mortalité française.

Les dépenses des dispensaires sont réparties entre les différentes collectivités administratives, d'après les barèmes de la loi du 15 juillet 1893 si le dispensaire est facultatif, d'après ceux de la loi du 14 juillet 1913 si la création du dispensaire est obligatoire.

Dans ce dernier cas, la subvention des collectivités supérieures aux dépenses des collectivités inférieures se produit avant que celles-ci n'aient eu recours à leurs ressources ordinaires.

B) *Sanatoria* (L., 7 septembre 1919). — Tandis que les dispensaires n'ont qu'un rôle de prophylaxie, les sanatoria ont un rôle curatif, ce sont des hôpitaux pour tuberculeux. Le sanatorium est donc plus spécialisé que le dispensaire qui ne lutte pas seulement contre la tuberculose mais aussi contre les maladies vénériennes et l'alcoolisme.

Les départements doivent avoir un sanatorium public ou traiter avec un sanatorium privé, dans les cinq ans au plus de la promulgation de la loi de 1919.

L'Etat participe facultativement à la création du sanatorium, à son aménagement, à son agrandissement, mais sa subvention ne peut dépasser 5 % de la dépense.

Les frais d'entretien des malades sont répartis entre les diverses collectivités administratives suivant les barèmes de la loi du 15 juillet 1893 pour les malades appelés à bénéficier de cette loi. Les dépenses des malades qui ne rentrent pas dans les catégories de la loi du 15 juillet 1893 incombent à l'Etat.

CHAPITRE II.

Actions sur les causes juridiques.

On a proposé de pénaliser les successions des ménages stériles et des célibataires.

Le législateur n'a pas adopté ces suggestions, mais une loi récente du 19 mars 1919, constitue un effort pour faire participer les familles nombreuses à la succession des ménages sans enfants.

La loi du 19 mars 1919 est ainsi conçue :

Article premier. — L'article 1556 du Code civil est ainsi complété :
Lorsque la femme est âgée de plus de 45 ans et que les époux
« n'ont ni enfants, ni descendants vivants, elle peut, avec l'autorisa-
« tion de son mari et celle de la justice, donner ses biens dotaux pour
« des œuvres d'assistance et de bienfaisance publiques ou privées,
« ou pour *des œuvres ayant spécialement pour objet le développement*
« *de la natalité*, la protection de l'enfance et des orphelins de la
« guerre. Dans le cas où le mari refuse son autorisation, celle de
« justice permettra à la femme de passer outre, mais alors la jouis-
« sance des biens donnés restera au mari ».

« *Art. II.* — L'article I de la loi du 13 septembre 1907 sera complété
« d'un quatrième alinéa ainsi conçu : « La femme qui n'a pas d'en-
« fants ni de descendants et qui est âgée de plus de 45 ans pourra,
« sans l'autorisation de son mari, disposer des biens par elle acquis,
« en faveur des œuvres d'assistance publique ou privée et des
« œuvres ayant plus spécialement pour objet le *développement* de
« *la natalité* et la protection de l'enfance et des orphelins de la
« Guerre ».

CHAPITRE III.

Action sur les causes économiques

§ I. — LA LUTTE CONTRE LA CONCURRENCE ÉCONOMIQUE.

Le régime actuel du salariat est profondément défavorable aux familles nombreuses. Il repose sur le principe : « à travail égal, salaire égal ». Le père de 10 enfants ne gagne pas plus que le célibataire s'il ne produit pas plus que lui.

On ne peut cependant songer à graduer les salaires suivant une échelle où l'on tiendrait compte du nombre d'enfants de l'ouvrier, à établir une proportion entre le taux du salaire et le nombre d'enfants du salarié. Un objet ne peut se vendre plus cher lorsqu'il a été fabriqué par un père de famille au lieu de l'être par un célibataire. L'énoncé de cette vérité économique paraît même une naïveté tellement nous sommes habitués au régime actuel de libre concurrence.

Cependant le législateur est intervenu pour éviter que les célibataires ne fassent, dans certains cas, une concurrence fâcheuse aux familles nombreuses et n'avilissent le prix du travail en offrant leur main-d'œuvre à bas prix.

Nous faisons allusion à la loi du 10 juillet 1915 fixant un minimum de salaire dans l'industrie du vêtement à domicile.

Avant le vote de cette loi, les ouvrières à domicile étaient

l'objet, dans l'industrie du vêtement, d'une exploitation éhontée qu'on avait dénommé du nom caractéristique de « sweating system » (système de la sueur).

La cause principale du « sweating system » est que les ouvrières cherchent dans leur travail la satisfaction de besoins inégaux et, en particulier, ne supportent pas les *mêmes charges de famille*.

Les unes demandent au travail à domicile un salaire d'appoint, des ressources pour leur coquetterie, — dans cette catégorie nous rangerons les jeunes filles vivant chez leurs parents et les femmes mariées sans enfants. Les autres, les mères de famille, ont besoin d'y trouver leur subsistance entière. Ce sont celles-là qui souffrent le plus du « sweating system ».

La loi du 10 juillet 1915 est donc indirectement favorable aux familles nombreuses. Elle est intéressante, car elle pose le grave problème de l'intervention de l'Etat en matière de salaire, que nous aurons à étudier dans la troisième partie de cette étude.

§ II. — MESURES CONTRE L'EXODE RURAL.

DISPOSITIONS EN FAVEUR DE LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE.

L'exode rural a une influence fâcheuse sur la natalité. Le villageois est moins prolifique que le paysan. La mentalité néo-malthusienne est plus développée à la ville qu'à la campagne, l'éducation de l'enfant coûte plus cher à la ville qu'à la campagne.

Pour retenir aux champs les travailleurs agricoles, le législateur a pris un ensemble de mesures qui, toutes, ont pour but de faciliter et d'encourager la constitution de la petite propriété rurale.

*Article Premier. — Mesures juridiques : Loi
du 12 juillet 1909 sur le bien de famille
insaisissable.*

Le bien de famille est une maison, avec ou sans terres attenantes, d'une valeur maximum de 8.000 francs; la maison doit être habitée, les terres exploitées par le propriétaire lui-même.

Régime du bien de famille. — Le bien de famille a l'avantage d'être insaisissable, même en cas de faillite; il n'est pas non plus susceptible d'hypothèque.

Les fruits ne peuvent en être saisis que pour certaines créances; amendes, pensions alimentaires, impôts (a. 10).

Le bien de famille assure donc le maintien de la petite propriété rurale et conserve à la famille un abri dans l'adversité, en même temps qu'un instrument de travail pour le travailleur.

L'insaisissabilité du bien de famille n'empêche d'ailleurs pas qu'il soit aliéné, s'il est nécessaire, par son propriétaire, mais s'il est marié le père de famille doit obtenir le consentement de sa femme pour l'aliénation; s'il est veuf et s'il a des enfants mineurs, il doit obtenir le consentement du conseil de famille pour la vente, quoique le bien lui soit propre.

Constitution du bien de famille. — Toute propriété qui présente les caractères ci-dessus énumérés peut être placée sous le régime de la loi du 12 juillet 1919, soit par une déclaration du propriétaire devant notaire, soit par donation ou testament.

Des formalités nombreuses sont exigées afin de provoquer l'opposition des créanciers, : mesures de publicité, transcription, etc...

Critique. — Cette loi a donné peu de résultats ; elle est peu connue, les formalités de constitution sont trop complexes, les avantages de la loi sont compensés par un inconvénient grave : la suppression de tout crédit pour celui qui l'invoque.

Enfin la loi, voulant protéger la famille, a exigé que celle-ci fût déjà formée pour que la constitution du bien de famille fut possible ; il est défendu d'établir un bien de famille par contrat de mariage. On a ainsi enlevé à la loi sur le bien de famille ses chances les plus certaines d'application. C'est dans le contrat de mariage que le futur époux aurait accepté le plus facilement cette diminution de capacité que lui impose la constitution d'un bien de famille. C'est dans le contrat de mariage que les tiers auraient le plus souvent constitué le bien de famille sous forme de dot.

Article 2. — Mesures financières.

Loi 10 avril 1908 sur la petite propriété rurale. — Ce texte étend aux jardins et aux champs n'excédant pas un hectare en superficie et 1.200 francs en valeur, tous les avantages

prévus par les lois du 30 décembre 1894 et 12 avril 1906, sur les habitations à bon marché, sauf l'exemption temporaire de l'impôt foncier (les lois du 30 novembre 1894 et 12 avril 1906 sont aujourd'hui fondues dans le code des habitations à bon marché du 5 décembre 1922).

Ces avantages sont surtout d'ordre financier.

L'Etat accorde aux petits propriétaires :

a) Des faveurs fiscales.

b) Des prêts jusqu'à concurrence de 100.000 francs.

Le prêt n'est possible que si l'emprunteur possède, lors de la conclusion du prêt, 1/5^e au moins du prix du terrain ou de la maison, et passe avec la caisse nationale d'assurances en cas de décès un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort, le montant de cette prime pouvant être incorporé au prêt hypothécaire.

Le caractère facultatif de l'indivision, tel qu'il résulte du Code civil, n'est pas applicable aux petites propriétés foncières de la loi du 10 avril 1908

B) *Loi du 5 août 1920 et Déc. 21 février 1921 sur le crédit agricole et la coopération agricole.* — Ces textes ont pour but de procurer aux agriculteurs de l'argent à bon marché pour leurs opérations, et d'assurer à leurs économies un placement sûr.

Le législateur s'adresse aux agriculteurs seuls pour constituer le crédit agricole. Seuls, en effet ceux-ci peuvent se rendre compte de la nécessité de certains sacrifices, seuls ils peuvent apprécier la capacité des emprunteurs.

Pratiquement le crédit agricole, tel qu'il est organisé

par la loi du 5 août 1920 sera assuré par la constitution d'organismes bancaires mutuels entre agriculteurs.

Les prêts à l'agriculteur sont effectués par des caisses régionales ou locales formées entre associations agricoles et membres de ces associations.

Les caisses de crédit agricole émettent des parts nominatives, transmissibles. Elles effectuent en faveur de leurs adhérents 3 sortes de prêts :

a) des prêts à court terme, consentis pour une seule opération;

b) des prêts à moyen terme d'une durée de 10 ans au plus consentis, moyennant garantie, pour l'aménagement ou la reconstitution des propriétés;

c) des prêts à long terme.

Ils ne peuvent être effectués pour une durée supérieure à 25 ans, à un taux de plus de 2 % et pour un chiffre de plus de 40.000 francs.

L'Etat répartit entre ces caisses des avances, qu'il paie sur les fonds empruntés à la banque de France pour le crédit agricole. Il leur consent des immunités fiscales : les sociétés de crédit agricole sont exemptes de patente, d'impôts sur les valeurs mobilières.

C) Loi du 31 oct. 1919 sur l'acquisition de terrains et domaines ruraux par les localités pour faciliter l'accession de la propriété aux travailleurs et aux personnes peu fortunées. — Les départements et les communes achètent des champs et domaines. Le service vicinal lotit les terrains et aménage les voies d'accès.

Les terrains avec maison ne peuvent dépasser 10 ares

les petits domaines ruraux constitués par lotissement ne peuvent avoir une valeur de plus de 10.000 frs. Il s'agit donc bien de petite propriété rurale.

Le lotissement fini, on en publie les résultats pour en revendre les parcelles. Celui qui se porte acquéreur doit justifier de certaines conditions. Il doit être travailleur et peu fortuné. On tient compte de sa moralité, des prêts déjà obtenus par lui de certaines sociétés de crédit agricole ou mobilier.

L'attribution du bien doit se faire sans qu'il y ait ni gain, ni perte pour la localité.

Le petit bien foncier ainsi constitué est inaliénable pendant 10 ans et doit être cultivé par son propriétaire.

Cette législation en faveur de la petite propriété rurale est en partie trop récente pour qu'on puisse en apprécier les effets. Si elle recoit une application très large, peut être pourra-t-elle atténuer les effets fâcheux de l'exode rural.

APPENDICE

ORGANES DE COORDINATION ET D'ÉTUDES

Des décrets en date du 27 janvier 1920, 5 janvier 1921 et 12 mai 1921 ont créé des organismes permanents, se réunissant à date fixe, disposant de moyens d'enquête et de publicité suffisants, ayant pour mission d'étudier toutes les questions relatives à la maternité, aux familles nombreuses, à la puériculture.

Ces organismes sont : le Conseil Supérieur de la natalité et de la protection de l'enfance, et les Commissions

départementales de la natalité et de la protection de l'enfance.

1^o *Rôle commun de ces deux organismes.* — Le conseil supérieur de la natalité, les commissions départementales ont un rôle d'études. Ils recherchent toutes les mesures susceptibles de combattre la dépopulation, d'accroître la natalité, de développer la puériculture et de protéger les familles nombreuses.

Le conseil supérieur examine les dispositions intéressant la natalité pouvant être introduites dans tous les projets ou propositions de lois.

Les commissions départementales de leur côté ont essentiellement pour rôle de poser de façon permanente la question de la natalité devant les assemblées départementales. Conseil et commissions doivent donc mettre en mouvement les organismes administratifs ou législatifs chargés de la décision en leur proposant les mesures à prendre.

2^o *Composition et fonctionnement.* — A). *Conseil supérieur.* — Le conseil supérieur se compose actuellement de 100 membres : 40 membres de droit, désignés en raison de leurs fonctions et choisis parmi les corps et services s'intéressant aux questions de natalité et de protection de l'enfance ; 60 membres désignés par arrêté du ministre de l'hygiène et pris parmi les personnes de l'un et l'autre sexe, qualifiées par leurs travaux ou leur compétence spéciale en matière de natalité ou de protection de l'enfance.

Le ministre de l'hygiène est président de droit. Le Conseil désigne annuellement deux vice-présidentes.

Le Conseil supérieur de la natalité est divisé en quatre sections. Seule la première section s'occupe de natalité les autres sont spécialisées dans les questions de puériculture et de protection de l'enfance.

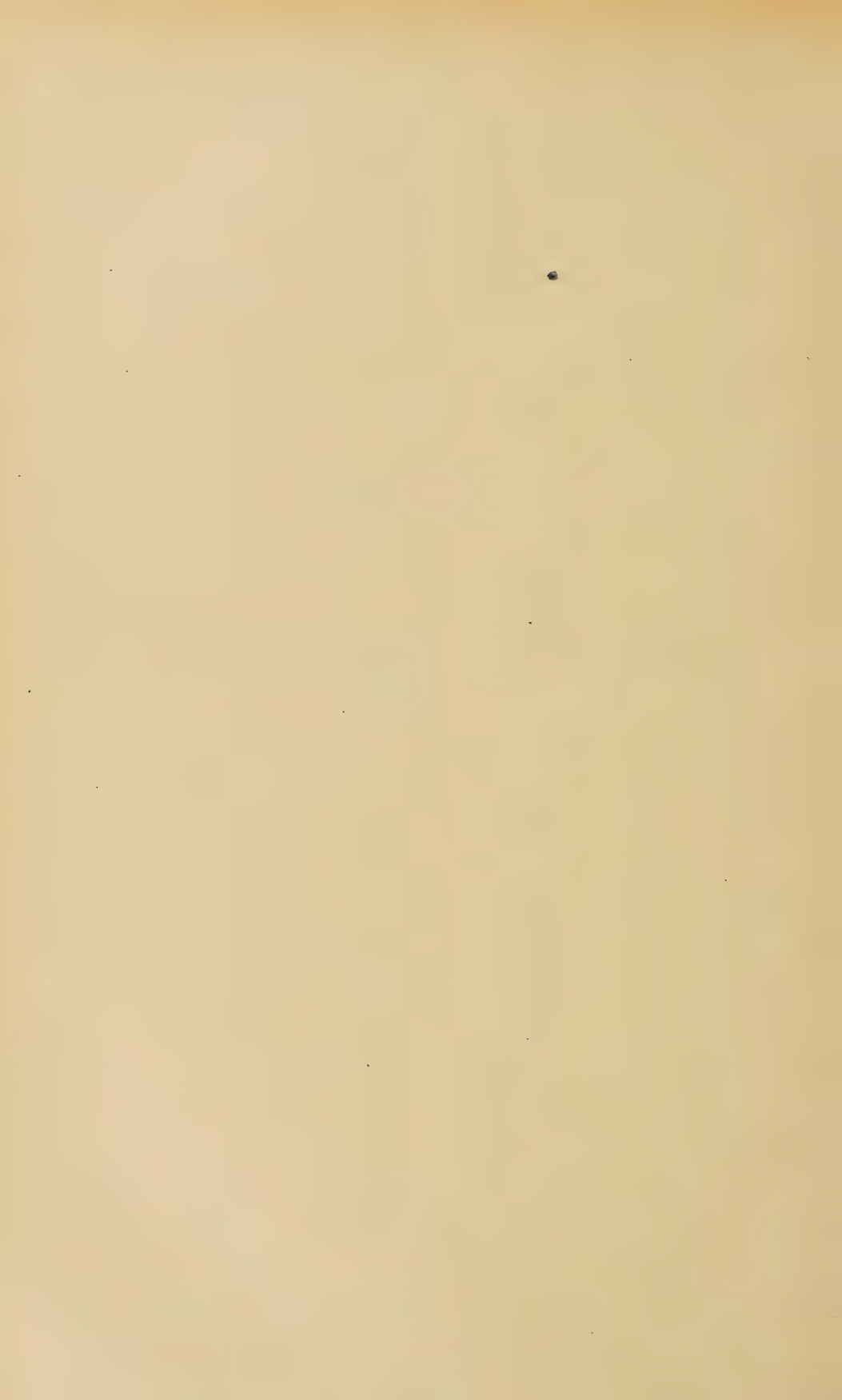
B. Commissions départementales.— Chaque département doit avoir une commission départementale de la natalité et de la protection de l'enfance.

Elle comprend : le préfet, président, l'inspecteur de l'Assistance publique, l'inspecteur d'académie, le directeur et la directrice des écoles normales, deux magistrats siégeant dans le département, désignés par le premier président de la Cour d'appel, l'inspecteur départemental du travail, trois membres du conseil général élus par leurs collègues, six membres désignés par le Préfet, dont trois au moins choisis parmi les pères de familles nombreuses (art. II).

Les commissions départementales se réunissent comme le conseil supérieur une fois par trimestre et leurs observations sont transmises au conseil supérieur.

TROISIÈME PARTIE

**Remèdes proposés contre la diminution
de la natalité.**



TITRE PREMIER

Examen critique des mesures prises par le législateur

Les dispositions adoptées par le législateur restent encore insuffisantes; elles sont souvent incomplètes, parfois inappliquées, presque toujours mal coordonnées.

Au cours de la discussion parlementaire, on insère dans les textes législatifs des articles en faveur des familles nombreuses, mais jamais le problème de la natalité n'a été abordé dans son ensemble, avec la volonté de prendre des mesures méthodiques.

Cette absence de plan d'ensemble a deux causes : le caractère hétérogène des mesures législatives à prendre et le manque de méthode du parlement.

Les propositions en faveur de la natalité ne peuvent se combiner que difficilement parce qu'elles portent sur des matières extrêmement variées et embrassent tout le domaine législatif.

Cependant, si le Parlement avait voulu envisager le problème de la natalité dans son ensemble, il aurait pu mieux coordonner les dispositions qu'il a adoptées.

« Le combat a été mené en ordre dispersé, au gré des

initiatives, au hasard des circulaires. Pas de vues d'ensemble, d'une œuvre à l'autre, pas de méthode logiquement et fortement déduite¹ ».

La législation de la natalité est d'abord *trop anodine*. La surtaxe à l'impôt général sur le revenu qui frappe les célibataires, les déductions pour charges de famille, accordées pour les impôts cédulaires comme pour l'impôt général sont loin de compenser l'improportionnalité des impôts de consommation vis-à-vis des familles nombreuses et les charges de toutes sortes qui pèsent sur elles.

Les avantages militaires accordés aux pères de quatre à six enfants sont insuffisants, ils ne constituent pas une dispense proprement dite, mais une atténuation des charges militaires. Cependant l'individu qui a donné six enfants au pays pourrait bien être personnellement exonéré de toutes obligations militaires.

Notre législation de prévoyance est presque hostile à la natalité. Elle tend à développer l'individualisme sans se préoccuper de la famille. Les droits de la veuve et des orphelins dans la loi du 5 avril 1910 sont dérisoires. L'allocation que l'Etat verse à l'assuré est majorée d'une somme insignifiante pour les salariés qui ont élevé au moins trois enfants jusqu'à 16 ans. L'Etat ne devrait pas concourir à la constitution de la pension de vieillesse des célibataires. Le célibataire gagne suffisamment pour se constituer une retraite. Au contraire, l'Etat devrait accorder de fortes majorations de pension aux assurés qui auraient élevé un certain nombre d'enfants jusqu'à 16 ans.

1. *Pour la Vie*, avril 1919.

Les dispositions adoptées en faveur de la natalité sont *incomplètes*.

La lutte contre l'avortement, qui constitue cependant un des points centraux du problème de la natalité, est restée longtemps à l'état de projet. Une loi très récente vient de réaliser une réforme longtemps demandée, la correctionnalisation de l'avortement. Cette mesure risque de ne pas donner tous les résultats attendus parce qu'elle est isolée. Pourquoi ne pas étudier la question de l'avortement dans son ensemble, avec les diverses mesures, tant préventives que répressives, nécessaires pour la résoudre?

Cette absence de vues générales se retrouve en matière d'encouragements pécuniaires à la natalité.

Les impôts directs d'Etat seuls tiennent compte des charges de famille. Rien n'est prévu en matière de contributions locales ou de contributions indirectes.

Sans doute, il est difficile d'accorder aux familles nombreuses des remises sur les impôts indirects. Mais au moment où l'on a organisé les déductions pour charges de famille en matière d'impôt direct, il eût fallu avoir égard aux charges qui pèsent sur les familles nombreuses du fait des impôts de consommation. Les réductions accordées sur les contributions directes d'Etat eussent été beaucoup plus élevées, alors qu'actuellement elles sont dérisoires, comparées au poids énorme des impôts sur la dépense qui surchargent le budget des familles nombreuses.

Les lacunes et les vices de la législation de la natalité sont dus au manque de méthode : aucune vue d'ensemble n'inspire nos législateurs. Il en résulte un *manque de coordination* dans les diverses mesures prises.

La plupart des auteurs qui ont écrit sur la question de la natalité sont d'accord sur un point : il faut donner des avantages aux familles nombreuses, (quatre enfants et plus,) accorder le droit commun aux familles normales (trois enfants,) exiger un excédent d'impôts des familles restreintes et des célibataires.

Beaucoup de textes cependant accordent des privilèges aux familles restreintes dès le premier enfant. Ainsi, l'impôt général sur le revenu comporte des abattements à la base, au profit des contribuables mariés, avec progression croissante suivant le nombre d'enfants, et des réductions de tarif à partir du premier enfant.

Les abattements à la base pour chaque enfant à charge dès le premier, se justifient par la théorie du minimum d'existence : on ne taxe pas les sommes nécessaires à l'entretien de l'enfant. Mais les réductions de tarif sont injustifiables.

Certains auteurs pensent qu'il faut avantager la famille nombreuse et accorder le régime de droit commun à la famille normale. D'autres font commencer les privilèges à partir du troisième enfant. Il faut choisir entre un système ou l'autre. Le Parlement met en pratique les deux systèmes à la fois !

Pour les partages d'ascendants et les donations à des descendants en ligne directe, on tient compte des enfants du donataire. Le tarif le plus favorable est consenti à partir du troisième enfant. Pour l'application de l'impôt successoral ou de la taxe successorale on ne tient compte que du quatrième enfant.

Les réductions prévues sur l'impôt successoral sont

proportionnelles au nombre d'enfants du défunt et au nombre d'enfants de l'héritier ou du légataire. Le tarif de l'impôt sur les donations ne varie qu'avec le nombre d'enfants du donateur sans qu'il soit tenu compte de ceux du donataire.

A ces mesures éparses, il faut substituer un plan général d'action soigneusement élaboré, adopter des mesures énergiques et les appliquer énergiquement.

Cette troisième partie a pour objet de déterminer quelles doivent être ces mesures.

TITRE II

Mesures à prendre.

SECTION 1

Le vote familial.

Nous nous sommes efforcés dans cette étude d'établir une corrélation entre les causes de la « dénatalité » et les remèdes que le législateur leur a opposés. Il y a cependant une réforme qui ne correspond à aucune cause précise et qui doit être étudiée à part parce qu'elle conditionne toutes les autres : c'est l'établissement du vote familial.

Le vote familial exigerait un remaniement de notre régime électoral : au lieu de donner à tout individu majeur une voix unique, quelle que soit sa situation de famille, on attribuerait au père de famille un certain nombre de voix, proportionnel au nombre de ses enfants.

La réforme n'aurait évidemment aucun effet direct sur le taux de la natalité. Mais elle aurait un résultat indirect considérable en donnant aux familles nombreuses une influence prépondérante dans le vote des lois.

Actuellement les projets de lois favorables à la famille soulèvent des oppositions multiples au sein du Parlement ;

ils ne sont votés qu'avec lenteur et souvent comme à contre-cœur.

La plupart des encouragements législatifs à la natalité entraînent en effet des dépenses pour le budget, et quelquefois une surcharge d'impôts pour les célibataires et les familles restreintes, qui constituent actuellement la majorité du corps électoral. Ceci explique que récemment encore toute notre législation était hostile à la famille nombreuse et qu'actuellement les projets favorables à la natalité rencontrent encore tant d'obstacles au Parlement malgré l'étendue du mal.

Aussi, le vote familial est-il une des réformes à laquelle tous les groupements qui s'occupent des familles nombreuses attachent le plus d'importance. Nous lisons dans le journal *Pour la Vie* de juin 1920 l'apologie suivante du vote familial :

En donnant plus d'influence politique aux pères de famille nombreuse, on fera aboutir toutes les réformes en faveur de la repopulation.

Toutes les brimades, tous le dénis de justice dont souffre la famille nombreuse, cesseront. Notre société, qui s'était frauduleusement aménagée pour le profit exclusif des non-mariés et des sans-famille, s'aménagera désormais au profit de l'enfant; les impôts ne continueront pas à accabler la famille nombreuse; des allocations compensatrices pour les uns et des taxes de remplacement pour les autres, institueront une légitime péréquation des charges entre tous les Français, etc... (*Journal pour la vie*).

Le jour où le père de famille aura la majorité dans le pays, disait M. Roulleaux-Dugage à la Chambre, il pourra faire triompher les mesures de nature à faire progresser la natalité en France. Toute la question se résume à cela.

C'est donc surtout sur le terrain pratique que les partisans du vote familial posent la question.

Le législateur n'est pas seulement un philosophe, c'est un homme pratique et ce sont les résultats qu'il faut considérer avant tout.

affirmait M. Breton, répondant aux objections des adversaires du vote familial.

Mais si les partisans de la réforme électorale en faveur des familles nombreuses s'inspirent surtout de motifs d'opportunité, ils font valoir, à l'appui de leur thèse, des arguments théoriques qui ne manquent pas de force.

Ils invoquent d'abord l'intérêt général. Si la famille, suivant les termes de Le Play, est « la cellule sociale », le centre autour duquel gravite notre organisation sociale, il faut la renforcer, lui donner une représentation politique.

Les élus de la famille sont plus soucieux des intérêts généraux que les représentants d'individus isolés : le père de famille a nécessairement plus que le célibataire le souci des intérêts permanents de la société. Il songe à ses enfants, à leur avenir, il doit songer aussi aux intérêts futurs du pays.

Le néo-malthusien au contraire est un individualiste, un égoïste ; sa pensée intime pourrait bien souvent se traduire par ces mots « après nous le déluge ». La vie d'un homme est, en effet, bien courte : qu'importe la dépopulation les choses dureront bien autant que nous !

L'institution du vote familial n'est pas seulement utile, elle est également juste.

Il n'est pas équitable que le père de dix ou quinze enfants n'ait pas plus d'influence sur les destinées de son pays que le célibataire.

En France, on compte actuellement sur 39 millions d'habitants, 12 millions d'électeurs. D'un côté les célibataires et les pères de familles qui n'ont pas plus de deux enfants,

sont au nombre de 8 millions et demi. Ils représentent 16 millions de Français. Chacun d'eux vote pour deux personnes. D'un autre côté les pères de famille qui ont trois enfants et davantage, sont au nombre de 3 millions et demi. Ils représentent 23 millions de Français. Chacun d'eux vote pour six personnes. Ils devraient avoir plus de voix que les premiers. Il est, d'autre part, contraire à l'égalité de ne tenir aucun compte des femmes, ni des enfants. Un tel régime électoral n'est pas un régime de suffrage universel.

Sile suffrage universel, dit M. Roulleaux-Dugage, repose réellement sur le principe absolu de l'égalité, non seulement on ne peut songer à limiter l'exercice du droit électoral à certains citoyens, mais encore faut-il logiquement reconnaître à tout Français, quel que soit son âge et son sexe, un droit égal à se faire représenter au Parlement, aussi bien qu'aux assemblées communales et départementales, le droit de suffrage étant inséparable de la qualité de citoyen.

Ou le suffrage doit être intégral et familial, ou il sera restreint et injuste. Ou la loi reconnaît la famille et institue le suffrage familial, ou elle reconnaît l'individu et donne à chaque individu, sans exception, le droit de vote.

Le vote familial a pourtant des adversaires convaincus au Parlement, et l'opinion des parlementaires a ici une importance considérable, la réforme électorale ne pouvant être réalisée que par le Parlement.

L'objection la plus fréquente est que l'enfant, n'ayant aucun droit civil, ne doit avoir également aucun droit politique.

Lorsqu'on parle des droits des mineurs on se trompe. Il s'agit des intérêts des mineurs. Les droits civils ne sont acquis, dans notre

système législatif qu'à partir d'un certain âge et, lorsque le mineur arrive à 17 ou 18 ans, on ne lui reconnaît pas la totalité de ses droits civils. Ce n'est qu'à 21 ans qu'il a le complément de ses droits civils.

Même s'il avait des droits, comment les exercerait-il ? Le père sera-t-il le mandataire de ses enfants ? Mais comment recevra-t-il son mandat ? Par définition d'après l'étymologie, l'enfant est celui qui ne peut pas penser, qui ne parle pas encore (J. Bon).

Ces objections sont d'ordre purement théorique, et c'est déjà un point faible dans une question que l'on doit poser surtout sur le terrain pratique. La France veut vivre, pour vivre, elle doit s'appuyer sur la famille.

Envisagés en eux-mêmes, sur le terrain théorique, ces arguments manquent de force.

Pourquoi les enfants n'auraient-ils pas des droits comme les autres individus majeurs ?

Les enfants sont, eux aussi, des membres, des portions de la nation. Je dirai même que l'enfant est une portion plus importante que le vieillard, puisque aussi bien, une durée de vie plus longue lui est promise (Landry à la Chambre).

M. Hauriou, dans son traité de droit administratif, fait de la majorité une condition de l'*exercice* du droit électoral non de la *jouissance du droit*. Il admet que lorsqu'un mineur a été inscrit par erreur sur une liste électorale, il doit être admis à voter : il a en effet la *jouissance du droit électoral*.

Les enfants ont donc des droits. Il est bien évident qu'ils ne peuvent exercer ces droits eux-mêmes. Mais pourquoi le père ne représenterait-il pas ses enfants le jour du scrutin ?

Dans notre législation le père n'est-il pas responsable de tous les actes de ses enfants ! Lorsque, par un acte conscient ou inconscient, un jeune enfant cause un dommage quelconque, c'est le père qui en doit réparation. C'est lui également qui a toutes les charges de

sa famille nombreuse. Par conséquent, sa responsabilité va en se développant avec le nombre de ses enfants.

Ses charges, il est inutile de le dire, vont croissant d'une façon parallèle, et son rôle social, — qui, vraiment, oserait le nier? — se développe également parallèlement. Et cependant, au tour du scrutin, vous voudriez que la voix d'un célibataire quelconque, compensât dans la balance électorale, le suffrage du père de 10 ou de 15 enfants? Cela est monstrueux (J. L. Breton).

Un argument plus sérieux a été développé à la Chambre par M. Marin, contre le vote familial. Un tel régime électoral aboutirait, pense-t-il, à la négation du principe même du suffrage universel, qui repose sur l'égalité des citoyens : L'individu serait étouffé par la famille.

Or, dit M. Marin, le citoyen le plus sage, le plus raisonnable, ne sera pas celui qui pourra opprimer ses concitoyens du plus grand nombre de bulletins que remettrait en ses mains la paternité, bien que la paternité soit l'une des choses les plus nobles dans la destinée humaine. Ce n'est pas au dosage du nombre de ses enfants que le citoyen peut acquérir la sagesse et le bon sens.

Ces idées renferment une part de vérité. Si on donnait au père de famille un nombre de voix égal au nombre de ses enfants, on arriverait à une oppression d'une partie de la nation au profit de l'autre, on sacrifierait les intérêts des générations présentes aux intérêts des générations futures.

Mais, à tout prendre, ce bouleversement serait encore préférable à la situation actuelle où les célibataires et les familles restreintes constituent une majorité écrasante dans le corps électoral, par rapport aux pères de famille nombreuse.

L'objection de M. Marin tombe d'ailleurs si, en établissant le vote familial, le législateur garde une certaine mesure, si au lieu de donner au père de quatre enfants, quatre voix

de plus, au père de huit enfants, huit voix de plus, on donne à l'un une voix et à l'autre deux voix en sus de la sienne propre.

Enfin l'argument de M. Marin peut aussi bien être invoqué contre le suffrage universel que contre le vote familial : Le père d'une famille nombreuse ne sera pas nécessairement le plus sage, ni le plus raisonnable, soit ! mais en établissant le suffrage universel, le législateur a-t-il réellement voulu donner la souveraineté aux plus sages et aux plus raisonnables ? Le suffrage universel aboutit bien plus à une représentation des intérêts qu'à une représentation des compétences.

Le père d'une famille nombreuse saura fort bien voir ses intérêts et comme ses intérêts se confondent actuellement avec ceux de la Nation il est conforme au principe même du suffrage universel de leur accorder des privilèges électoraux.

On a également opposé à la réforme du vote familial les mêmes objections qu'à celle du vote des femmes. Ces deux questions se greffent en effet l'une sur l'autre. Si le père représente les enfants mineurs, en l'absence du père qui exercera leurs droits électoraux sinon la mère ?

N'y a-t-il pas lieu, même du vivant du père de faire participer la mère au vote familial ? Il paraît conforme au principe du vote familial de donner le droit de suffrage à la mère.

Nous ne faisons qu'indiquer ce problème, seulement connexe et subsidiaire. Mais il nous paraît logique de donner aux femmes les mêmes droits politiques que l'on accorderait aux mineurs.

Il n'y a actuellement dans notre législation aucune application du vote familial. Mais l'arrêté du résident général de Tunisie du 13 juillet 1922 (art. 32 bis) organise timidement d'ailleurs, le suffrage familial pour les élections tunisiennes locales. Le chef de famille, père de quatre enfants mineurs, légitimes ou reconnus, exerce un droit de suffrage supplémentaire; en cas de décès le même droit est exercé par le représentant légal des mineurs.

En France nous relevons, dans les documents parlementaires, deux propositions tendant à donner à la famille des droits électoraux, l'une de M. Roulleaux-Dugage, du 30 janvier 1920, l'autre de M. l'Abbé Lemire, du 30 juillet 1920.

Les trois premiers articles de la proposition de M. Roulleaux-Dugage sont ainsi rédigés :

Article premier. — Sont électeurs tous les Français, sans distinction de sexe ni d'âge, à l'exception de ceux qui se trouvent dans l'un des cas d'incapacité prévus par la loi.

Art. II. — Le père de famille exerce le droit de suffrage pour lui-même et pour ses enfants mineurs des deux sexes, légitimes ou naturels reconnus.

Art. III. — En cas de décès, d'incapacité légale, ou d'absence judiciairement présumée ou déclarée du père de famille, le droit de suffrage est exercé par la mère en personne, pour elle-même et pour ses enfants mineurs...

Cette proposition est trop radicale, car elle attribue au père de famille un nombre de voix égal au nombre de ses enfants. S'il faut accorder une représentation aux mineurs, il n'est pas nécessaire de leur donner une majorité écrasante et d'organiser l'oppression d'une partie du corps électoral par l'autre.

La proposition de l'abbé Lemire était tout autre :

Article premier. — Dans toutes les élections au suffrage universel l'électeur marié a deux voix.

Art. II. — L'électeur marié et père d'au moins quatre enfants vivants, a droit à trois voix aussi longtemps que ses fils ne sont pas électeurs, que ses filles ne sont pas mariées.

Art. III. — En cas de dissolution du mariage, l'électeur qui a des enfants à sa charge conserve ses droits à la 2^e voix ou à la 3^e selon leur nombre, dans les mêmes conditions qu'à l'article 2. Mais le père frappé d'indignité perd tout droit à représenter ses enfants, etc...

Cette proposition est caractérisée par les trois points suivants :

1^o Elle n'admet pas le suffrage de la mère, mais donne à l'électeur marié sans enfant une voix de plus ;

2^o Elle ne proportionne pas le nombre de voix du père de famille au nombre d'enfants, mais lui donne uniformément une voix de plus à partir de quatre enfants, quel que soit le nombre total des enfants.

3^o En cas d'indignité ou de mort du père, les enfants ne sont plus représentés. La proposition de M. Lemire nous paraît trop étroite. Elle ne donne pas plus de voix au père de quinze enfants qu'au père de quatre enfants ; il conviendrait cependant d'accorder au premier des droits électoraux plus importants puisqu'il a plus d'enfants et représente par conséquent des intérêts plus considérables.

Le père de famille pourrait avoir une voix en plus de la sienne à la naissance du troisième enfant, une deuxième voix à la naissance du cinquième et ainsi de suite, à raison d'une voix de plus par deux ou trois nouveaux enfants.

La proposition Lemire nous paraît encore critiquable

sur un autre point : elle donne, en effet, deux voix à l'électeur marié sans enfants et favorise ainsi le mariage infécond aux dépens de la famille nombreuse. Par cette disposition, M. l'Abbé Lemire veut sans doute donner à la femme mariée une représentation électorale mais alors pourquoi refuse-t-il implicitement tout droit de vote à la veuve ou à la femme abandonnée par son mari ?

Cette mesure transactionnelle, qui attribue à la femme un mandataire électoral sans lui accorder franchement le droit de vote, constitue une organisation boiteuse du vote familial : La femme et les enfants sont représentés lorsque le père est vivant ; s'il disparaît, il emporte avec lui les droits politiques de sa famille.

Aucune raison sérieuse ne nous semble s'opposer à ce qu'on accorde aux femmes le droit de vote ; lorsque la femme est mariée on peut admettre qu'elle est représentée aux élections par son mari ; mais le mari disparu, le droit de la femme doit réapparaître, elle doit voter pour elle-même et pour ses enfants.

Le vote des femmes n'est d'ailleurs qu'un petit côté de la question du vote familial. L'important est surtout d'organiser la représentation politique de la famille.

Nous nous rallions entièrement sur ce point aux déclarations du Congrès de Lille (1920) sur le vote de la famille :

La famille étant la source de toute grandeur nationale, de toute prospérité économique, c'est le lien familial qui doit être inspirateur et coordinateur des lois sociales. Toute loi, toute jurisprudence, tout régime administratif, jugés après expérience, malfaisant ou périlleux pour la famille, doit être révisé.

Il faut donc que la famille ait sa part d'influence propre dans les organismes, quels qu'ils soient, qui ont pour fonctions de préparer la loi et d'en assurer l'exécution.

SECTION II

Action sur les causes principales de la diminution de la natalité

CHAPITRE PREMIER.

Lutte contre le Néo-Malthusianisme

Au moment où nous allons proposer de nouvelles mesures plus énergiques et plus complètes que celles déjà prises par le législateur, il n'est pas inutile de rappeler encore le mal causé par la propagande anti-conceptionnelle et par l'avortement.

M. H. Berthélémy, doyen de la Faculté de droit, a démontré avec beaucoup de force, combien est grave le danger du néo-malthusianisme, et combien pourrait être efficace une lutte active contre l'avortement criminel.

Dans son rapport au troisième congrès de la natalité il déclare :

C'est à la lutte contre l'avortement criminel qu'il faut consacrer toute notre énergie. Si nous y remportons la victoire, la race française sera sauvée. Si nous y sommes vaincus, elle disparaîtra.

Il suffit pour en être convaincu de se rendre compte :

1° De l'importance énorme des avortements criminels dans le décroissement de la natalité

2° De l'efficacité relative des moyens dont on peut disposer pour réduire cette importance...

Il est incontestable qu'il y a toujours eu un très grand nombre d'avortements volontaires, et qu'il est impossible d'en évaluer le nombre avec précision...

Mais il n'est pas impossible aux médecins d'évaluer le nombre des avortements de toute nature. Qu'il s'agisse de soins donnés dans des établissements hospitaliers, ou de ceux qui sont fournis à la clientèle ordinaire, les médecins ont l'impression commune d'une effroyable multiplication de ces accidents physiologiques.

A quoi cette multiplication est-elle due? Rien dans notre mode d'existence ne la justifie. Les progrès de l'hygiène, les conditions meilleures du travail des femmes, le bien-être plus largement répandu, les soins plus habilement pratiqués, les précautions mieux vulgarisées. Tout devrait concourir à une sensible diminution des avortements. C'est le contraire qui se manifeste et l'on peut affirmer avec certitude de n'être pas démenti que l'ensemble de cet *excédent d'avortements* de toutes origines est intégralement constitué par des avortements volontaires.

Cette conclusion est celle de tout le corps médical, ajoute M. Berthélémy.

L'avortement ne doit pas être séparé de la propagande anti-conceptionnelle dont il est la conséquence. Nous ne les séparerons pas dans cette étude.

§ 1. — MESURES RÉPRESSIVES CONTRE LA PROPAGANDE NÉO-MALTHUSIENNE ET L'AVORTEMENT.

La loi du 31 juillet 1920 réprime la divulgation des procédés anti-conceptionnels et la provocation à l'avortement.

Ce texte interdit la propagande en faveur des pratiques anti-conceptionnelles sans combattre ces pratiques elles-mêmes : La répression des fraudes conjugales ou extra-conjugales est en effet impossible.

On ne peut donc espérer que la loi du 31 juillet 1920

supprimera le néo-malthusianisme; elle arrêtera la propagande organisée telle qu'elle se faisait autrefois au grand jour, mais elle ne pourra empêcher la vulgarisation des procédés anti-conceptionnels et la croyance à leur légitimité. Les procédés anti-conceptionnels sont, paraît-il, en usage dans de nombreuses régions sans qu'aucune propagande ait été jamais organisée pour les répandre.

La loi du 31 juillet 1920 aura cependant fait une œuvre fort utile, sinon complète, lorsqu'elle aura vaincu la campagne néomalthusienne, c'est-à-dire la vulgarisation systématique des procédés anti-conceptionnels car cette propagande répand la connaissance de procédés plus sûrs que les pratiques depuis longtemps en usage dans certaines régions et les propage dans des milieux populaires où jusque là, par imprévoyance, on n'en usait pas. Mais pour que la loi du 31 juillet 1920 soit efficace, il faut qu'elle soit appliquée d'une façon énergique. Les résultats qu'elle donnera dépendent uniquement de la vigueur avec laquelle le Parquet en poursuivra l'exécution.

La répression du néo-malthusianisme préventif étant difficile, c'est vers l'avortement que doivent se porter tous les efforts du législateur.

Pour mieux combattre l'avortement, il était nécessaire de retirer à la Cour d'Assises, le soin de le réprimer pour l'attribuer au Tribunal correctionnel. Cette réforme a été réalisée par la loi du 27 mars 1923.

Elle ne sera efficace que si le Parquet secoue son inertie.

Souvent, le Parquet, par crainte du scandale, ne poursuit pas. Les médecins évaluent le nombre annuel des avortements à plusieurs centaines de mille. Or, de 1881 à 1908,

la Justice a informé sur 14.731 avortements : 14.016 affaires ont été classées, 715 poursuivies, soit 4.87 %

Une fois l'avortement correctionnalisé, il sera bon que la Chancellerie engage, par l'intermédiaire du Parquet, une campagne contre l'avortement. En fort peu de temps elle obtiendra des résultats inestimables.

Pour aider la police judiciaire et au besoin se substituer à elle, en cas de défaillance, on pourra donner un droit de poursuite aux syndicats médicaux.

En principe les syndicats et associations ne peuvent poursuivre que la défense des intérêts collectifs, dont ils ont la garde, mais l'avortement ne se rattache-t-il pas à l'exercice de la profession médicale? La pratique de l'avortement constitue l'exercice illégal de la médecine, sinon toujours par celui qui le pratique du moins par son objet.

Pour rendre plus efficace la campagne contre l'avortement, il faudrait surtout atteindre l'avorteur en rendant l'exercice de sa profession plus dangereux.

Actuellement la poursuite de l'avortement est difficile parce que le crime n'est connu que d'un petit nombre d'individus qui ne peuvent le dévoiler à la justice : l'avorteur, l'avortée, le médecin qui est appelé à la soigner des suites de l'avortement. Ce n'est certainement pas l'avorteur et l'avortée qui iront dénoncer le crime ; quant au médecin, il est tenu, en vertu de la jurisprudence, par le secret professionnel.

Pour provoquer la dénonciation de l'avortée, on pourrait lui accorder l'excuse absolutoire lorsqu'elle indiquera le nom de l'avorteur, et donner au médecin le droit de dire en justice ce qu'il sait, lorsque des poursuites sont exercées à l'occasion d'un avortement.

L'excuse absolutoire ne serait pas une nouveauté dans notre droit :

On excuse le faux-monnayeur, l'espion, le conspirateur, le contrebandier, les membres d'une association de malfaiteurs, s'ils dénoncent leurs complices. La défense de la race est-elle donc moins importante que la défense de la bourse, du fisc, des secrets militaires ou de la forme du régime ? (H. Berthélémy, *Echo de Paris*, 23 septembre 1917).

C'est d'ailleurs moins l'avortée qu'il faut punir que l'avorteur. L'avortée est une malheureuse, isolée, abandonnée souvent de son séducteur ; elle agit sous l'influence des mauvais conseils de son entourage ou de l'affolement que lui inspire la crainte du scandale.

L'avorteur, au contraire, peut être frappé très durement car il n'est guidé que par l'esprit de lucre et, c'est en supprimant l'avorteur qu'on supprimera l'avortement. Pour l'atteindre, il est d'une bonne méthode d'avoir recours aux médecins :

Les avorteurs sont connus presque notoirement de la plupart des médecins spécialistes, déclare M. H. Berthélémy.

Mais, ajoute-t-il, la jurisprudence, en matière de secret professionnel (et non la loi, qu'on le sache bien)... empêche, le cas échéant, les médecins de répéter ce que la fréquentation des avortées leur a appris.

On pourrait diminuer la rigueur du secret professionnel sans détruire le principe dont il émane. Le médecin doit le secret à ses malades ; s'il pouvait devenir un dénonciateur les avortées hésiteraient à se faire soigner et préféreraient souvent la mort à la honte. Mais sans obliger le médecin à dénoncer, on peut supprimer l'interdiction de parler que lui impose actuellement la jurisprudence, même lorsqu'il s'agit de déposer en justice.

Nous adoptons, pour notre part, le vœu émis le 23 juillet 1917 par la société de médecine légale et ainsi conçu :

Que le médecin cité en justice, toujours dispensé de témoigner quand sa conscience le lui interdit, demeure libre de fournir son témoignage à la justice répressive sans s'exposer à aucune peine.

Le médecin qui aura obtenu de sa cliente le nom de l'avorteuse qui l'a traitée, pourra signaler celle-ci au Parquet sans lui dévoiler le nom de l'avortée. Le Parquet ne poursuivra pas sur des indications aussi vagues, mais il sera mis en éveil ; et si deux, trois ou dix dépositions analogues se produisent, la concordance des dénonciations sera une preuve suffisante. Les agences d'avortement ne tarderont pas à être connues de la police judiciaire, leur suppression sera chose aisée.

Le secret professionnel sera suffisamment sauvegardé puisque la cliente pourra toujours taire à son médecin le nom de l'avorteur sans lui dissimuler cependant qu'elle avortera. La Justice sera éclairée, et nous avons la conviction que si les magistrats veulent mettre un peu d'énergie dans la répression, l'avortement qui est aujourd'hui un crime courant, deviendra un fait plus rare et isolé.

§ II. — MESURES PRÉVENTIVES CONTRE L'AVORTEMENT CRIMINEL.

A. — *Mesures préventives visant l'avorteur.* — Les mesures préventives visant l'avorteur sont déjà entrées dans notre législation avec la loi du 31 juillet 1920 qui punit la provocation à l'avortement ; les mesures les plus effica-

ces sont celles qui atteindraient l'avorteur. Il est nécessaire d'établir une réglementation qui rende difficile l'exercice de cette profession; ce résultat pourrait être atteint en établissant un contrôle administratif et médical sur les maisons d'accouchement et une réglementation sévère de la profession de sage-femme.

Actuellement la Jurisprudence, se fondant sur l'article 378 du Code pénal relatif au secret professionnel, ne permet pas cette surveillance. Il faut donc un texte pour l'établir. Le Sénat, le 5 mars 1914, s'est prononcé en faveur de cette réforme, c'est au Gouvernement qu'il incombe de faire revivre le projet voté par le Sénat et de le soumettre à la Chambre.

La surveillance des maisons d'accouchement devrait être complétée par une meilleure réglementation de la profession de sage-femme.

La loi sur l'exercice de la médecine, du 30 novembre 1892 (Art. 3 et 4), permet aux sages-femmes de pratiquer « l'art des accouchements ». Elles ne peuvent donc soigner, ce qu'on appelle « les maladies de la femme ».

Les articles 3 et 4 de la loi de 1892 interdisent aux sages-femmes d'employer des instruments... et de prescrire des médicaments. L'article 16 de la même loi sanctionne cette interdiction : « Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 4 exerce illégalement la médecine. »

Ces dispositions sont insuffisantes.

On pourrait exiger des sages-femmes des antécédents irréprochables, soumettre l'exercice de leur profession à

la surveillance d'un service spécial d'inspection et restreindre leur nombre, en rendant l'exercice de leur profession plus difficile. Le métier deviendrait plus lucratif et on verrait moins souvent des sages-femmes pratiquer l'avortement parce qu'elles ne trouvent pas de quoi vivre en exerçant honnêtement leur métier.

B. — *Mesures préventives touchant l'avortée.* — Combatant la correctionnalisation de l'avortement, le professeur Pinard se prononçait à la Chambre contre la répression et pour la prévention. C'est en empêchant la genèse du crime, mais aussi en ne présentant plus la victime comme la principale coupable qu'on évitera l'avortement, disait-il en substance.

Ces paroles sont justifiées par l'impuissance de notre législation actuelle. La loi pénale s'est montrée jusqu'ici absolument inefficace, mais, même si la répression était plus agissante, il serait encore préférable de supprimer le crime en faisant disparaître les mobiles.

Deux mobiles poussent actuellement la femme à se faire avorter :

1^o La crainte du déshonneur ;

2^o La misère.

1^o *La crainte du déshonneur.* — L'opinion publique, si indulgente pour le néo-malthusianisme discret, est impitoyable pour la fille-mère. Pour éviter la honte, celle-ci se fait avorter. Elle a bien la ressource de déposer son enfant à l'Assistance publique, mais comment dissimuler la grossesse ?

La loi du 26 juin 1793 ordonnait la création dans chaque district d'une maison-refuge pour les femmes enceintes. Elle ne fut jamais appliquée.

Pour concurrencer les officines d'avortement, la création de maisons d'accouchement serait cependant l'un des moyens les plus efficaces. La collectivité créerait à côté de chaque hôpital des maternités et dans toutes les grandes villes des refuges d'accouchement, des asiles de convalescence, où l'on recevrait les filles-mères, avant, après et au moment de l'accouchement sans s'inquiéter d'autre chose que de leur état.

Le docteur Pinard, le 5 juillet 1921, se prononçait très nettement, dans un discours à la Chambre, en faveur de cette méthode :

Vous savez combien sont nombreuses les femmes en état de gestation, privées d'aide et de protection, déclarait-il. Dès que son état physiologique se révèle aux yeux de tous, la malheureuse est souvent renvoyée de sa famille, elle est renvoyée de l'atelier dans lequel elle travaille, de la maison où elle est occupée parce que l'impotence fonctionnelle se montre; on la met sur le pavé...

La Société qui montre à la fois tant de mépris et tant d'indifférence pour la fille-mère est au contraire pleine d'indulgence pour le séducteur. On l'admire plus qu'on ne le blâme; lui-même n'a pas toujours conscience de la honte qui s'attache à sa conduite.

C'est que jamais peut-être, on ne le lui a dit.

L'éducation sexuelle n'est pas organisée en France, elle est laissée aux soins de la famille qui s'en acquitte presque toujours fort mal.

Il faut, dit le Dr Pinard, que l'éducation sexuelle montre à l'homme non seulement qu'il ne doit pas devenir malade, qu'il ne doit

pas contaminer sa race, mais encore qu'il a dans l'acte procréateur une responsabilité, la plus grande qu'un homme puisse encourir. Et M. le Dr Pinard préconise : « la prophylaxie des avortements par l'éducation sexuelle ».

2^o *Lutte contre la misère.* — La création de refuges-ouvroirs pour les femmes enceintes serait à la fois un moyen de cacher la honte de la fille-mère et de lui procurer une assistance dans tous les moments pénibles de la gestation et de l'accouchement. Cette assistance n'est que supplétive. La jeune mère d'abord, le père ensuite doivent pourvoir aux dépenses de la grossesse.

La Jurisprudence permet à la fille séduite de réclamer des dommages-intérêts à son séducteur. La loi de 1912 sur la recherche de la paternité aboutit au même résultat, dans tous les cas où cette recherche est possible. Enfin les lois d'assistance aux femmes en couche et aux enfants, organisent également l'aide aux jeunes mères privées de ressources.

Ces dispositions pourraient être complétées par une surveillance médicale de toutes les mères qui reçoivent un secours public.

Par ces diverses mesures, préventives et répressives, on pourrait arriver à diminuer le nombre des avortements. Mais la suppression de l'avortement criminel ne suffirait pas à résoudre entièrement le problème de la natalité ; lorsque l'avortement sera plus difficile on emploiera davantage les procédés anti-conceptionnels. La lutte contre l'avortement est donc liée à la répression de la propagande néo-malthusienne qui doit être elle-même d'autant plus énergique que les pratiques néo-malthusiennes sont moins saisissables et échappent plus facilement à l'action législative.

En réalité, si les mesures envisagées contre le néo-malthusianisme, sous toutes ses formes, sont les plus efficaces au point de vue du relèvement de la natalité, il ne faut pas les séparer des autres moyens d'action du législateur. Ce n'est pas par des réformes isolées mais par une action d'ensemble que l'on aboutira au résultat si désiré et que l'on reconstruira la race.

CHAPITRE II.

Action sur les causes psychologiques de la diminution de la natalité.

§ I. — EFFICACITÉ DES ENCOURAGEMENTS PÉCUNIAIRES AUX FAMILLES NOMBREUSES.

DÉFINITION DE LA FAMILLE NOMBREUSE.

Pour encourager les familles nombreuses, le législateur leur a consenti des avantages pécuniaires importants. On a proposé de les étendre. — Mais, auparavant, il serait nécessaire de démontrer leur efficacité. Celle-ci en effet a été contestée; les allocations, les primes que l'Etat consent aux familles nombreuses, a-t-on dit, ne peuvent compenser intégralement les charges de famille; si la collectivité assumait les dépenses d'éducation des enfants, ce serait une charge minimum de deux milliards par an, qu'il faudrait ajouter au budget des dépenses déjà si surchargé.

De telles dépenses ne pourraient être couvertes que par de nouveaux impôts. Ou bien ces impôts pèseraient uniquement sur les familles restreintes et les célibataires: alors tous les revenus de ceux-ci n'y suffiraient pas. Ou bien les charges nouvelles seraient prélevées sur les ressources de toutes les familles aisées, y compris les familles

nombreuses : on retirerait d'une main aux familles nombreuses ce qu'on leur donne de l'autre sous forme de primes à la natalité et d'avantages divers.

Si les avantages consentis aux familles nombreuses sont très inférieurs aux dépenses qu'elles supportent pour l'éducation de leurs enfants, alors la mesure est absolument inefficace. Les encouragements pécuniaires s'adressant à des gens qui « consentiraient par calcul à la paternité » ces derniers s'abstiendront si la prime offerte est inférieure à la somme que coûte l'éducation d'un enfant.

Ce raisonnement ne nous convainc pas : Il est exact que personne ne consentira par calcul à la paternité. Ceux qui créent une famille ne sont pas inspirés par des motifs d'ordre financier. D'autres forces les poussent : l'instinct de la procréation, l'amour de la famille. Mais ces mobiles sont souvent combattus par calcul : « On aimerait avoir un enfant, mais on juge prudent, tout compte fait, de ne pas en avoir » (Goblot).

Il suffirait de diminuer un peu la force des motifs d'ordre pécuniaire en aidant le père de famille pour faire prédominer dans sa conscience les sentiments de famille sur les motifs purement égoïstes.

On ne met pas dans la balance uniquement des arguments d'ordre financier, dit M. Goblot, et pour peu que ces arguments perdent de leur force, les autres arguments prennent plus de valeur et *un poids très faible, suffit à faire osciller la balance* de l'un ou de l'autre côté. (Journal *Pour la Vie*, 7 août 1916.)

M. Goblot compare le phénomène aux fluctuations des cours de bourse : si un événement, dit-il, est de nature

à favoriser le crédit de la France, cet événement ne fera pas acheter de la rente à *Tout le Monde*, mais il y aura plus de gens qui en achèteront et la rente montera.

Les primes à la natalité n'atteindraient pas tous les parents qui sont stériles par calcul, mais on verrait un certain nombre de parents accroître le nombre de leurs enfants.

Pourquoi, d'ailleurs, ne pourrait-on donner aux familles nombreuses des avantages de nature à compenser leurs charges, à partir du 4^e enfant ?

Le Docteur J. Bertillon évalue le nombre des familles nombreuses à 1/6^e du nombre total des familles : c'est donc sur la presque totalité des contribuables, sur 85 % d'entre eux que seraient réparties les charges nouvelles du budget de la natalité.

On objectera que nos propositions, si justifiées qu'elles soient, tendent à créer des dépenses nouvelles et considérables pour l'Etat, au moment même où notre budget est si difficile à équilibrer.

Cet argument est un argument d'opportunité; on ne nie pas l'efficacité des mesures d'ordre pécuniaire, on conteste seulement qu'elles soient réalisables. Sans renoncer aux encouragements d'ordre pécuniaire il faudrait remettre à des jours meilleurs leur application.

Mais, est-il bien vrai que notre situation financière nous interdise tout nouvel effort sur le terrain de la natalité ? Est-il certain qu'on ne puisse demander de nouveaux sacrifices aux célibataires et aux ménages sans enfants ? Les contribuables n'auraient-ils pas des charges beaucoup plus lourdes que celles que nous voulons leur infliger s'ils avaient

à élever quatre ou cinq enfants, à l'exemple des familles nombreuses ?

On leur demanderait seulement de participer aux frais d'éducation du quatrième enfant et des enfants suivants des familles nombreuses pauvres. La dépense ne serait pas aussi élevée qu'on peut le croire : le coût d'un enfant, assez considérable dans les familles bourgeoises, est au contraire très bas dans les classes populaires qu'il s'agit d'aider.

De plus, les encouragements d'ordre exclusivement pécuniaire ne doivent pas être isolés des avantages divers que l'Etat peut accorder aux familles nombreuses sans déboursier un centime : réductions ou exemptions de service militaire ; droit de priorité pour l'obtention de fonctions publiques, etc...

Il ne faut pas envisager chaque remède isolément et le rejeter parce qu'inefficace. Suivant l'opinion de M. Chabrol que nous adoptons entièrement :

Ce n'est pas tant d'un seul et unique remède qu'il faut attendre le salut, d'une panacée merveilleuse qui, d'un seul coup de sa baguette magique, mettrait fin à la crise dont notre pays se meurt lentement, que d'un ensemble coordonné et méthodique de mesures destinées à alléger les charges des pères de nombreux enfants. Il faut que ceux-ci sentent autour d'eux une atmosphère de bienveillance, de sympathie, créée par le législateur.

Puisque nous admettons que l'Etat doit aider et encourager les familles nombreuses, que doit-on entendre par familles nombreuses ? A partir de quel moment une famille peut-elle être considérée comme nombreuse ?

Pour Leroy-Beaulieu, la famille doit être aidée à partir du troisième enfant. C'est la venue du troisième enfant qu'il serait nécessaire de favoriser. Les Français ont très

souvent deux enfants, rarement un enfant unique; c'est le troisième enfant qu'il est difficile d'obtenir.

Si la famille normale de trois enfants se multipliait en France, cela suffirait pour parer au déficit des naissances et même pour faire progresser un peu la population. La France ne doit pas, d'après Leroy-Beaulieu, rechercher une très grande prolificité.

Il n'y a aucune probabilité, dit-il, en supposant que cela fût désirable, que l'on pût amener la population française contemporaine, nous ne disons pas à la prolificité de l'Allemagne, de la Hollande ou de l'Italie, mais à celle qu'elle eût elle-même dans la première moitié du XIX^e siècle.

Cette opinion peut se résumer ainsi : nous ne gagnerons rien à vouloir forcer notre nature, il faut limiter nos ambitions à un objectif raisonnable.

L'opinion de Leroy-Beaulieu, bien qu'elle ait été parfois consacrée par le législateur, est actuellement combattue avec raison par tous ceux qui s'intéressent au problème de la natalité.

A l'Etranger, la moyenne des enfants par famille est presque partout supérieure à trois : En Allemagne elle est de quatre, en Angleterre de 3, 7. La France serait encore en état d'infériorité avec une moyenne de trois enfants par famille. Même si elle se contentait de cette moyenne, elle ne pourrait l'atteindre que grâce aux familles très nombreuses, dont la grande fécondité compense la stérilité ou la demi-stérilité des familles restreintes et des célibataires.

Les statistiques démontrent que les départements les plus prolifiques sont ceux qui comptent beaucoup de fa-

milles nombreuses ou très nombreuses. D'après de docteur Chervin (cité par A. Dumont page 76).

L'Orne, département qui a toujours disputé au Gers et au Lot-et-Garonne, le dernier rang pour la natalité, n'avait que 7 familles sur cent ayant 4, 5, 6, 7 ou un plus grand nombre d'enfants vivants, 7 % seulement de familles nombreuses très fécondes, tandis que la moyenne française était de 19,3, tandis que le Nord avait 30 familles dans ce cas et que le Finistère en présentait 38 sur 100, la Corse, 32,9, le Morvan, 37,2, les Côtes-du-Nord, 37,8. Nos cinq départements à haute natalité la doivent donc à la forte proportion de familles très fécondes.

Un pays gagne plus avec quelques familles très nombreuses qu'avec un grand nombre de familles restreintes. Cette minorité féconde peut relever le taux de la natalité malgré la stérilité de la masse.

En France, le nombre des familles nombreuses est loin d'être aussi insignifiant qu'on pourrait le croire : Si l'on prend les chiffres publiés par le service de statistique générale de la France pour 1911, on obtient les résultats suivants. En chiffres ronds :

Sur 10.777.000 familles.

- 1.700.000 n'avaient pas d'enfants
- 3.000.000 en avaient un
- 2.550.000 en avaient deux.
- 1.500.000 en avaient trois
- 2.000.000 en avaient quatre et davantage
- 30.000 en avaient sept ou plus.

Les familles très nombreuses paraissent même en voie d'augmentation : en 1889, on n'avait trouvé en France que 232.188 familles de sept enfants. Le recensement de 1911 en accuse 100.000 de plus.

Si nous adoptons le système de M. Leroy-Beaulieu, ce serait peut-être décourager les familles nombreuses qui à

elles seules fournissent le tiers de la population française. Les pères de famille de quatre ou cinq enfants se trouveraient bien sots d'élever tant d'enfants puisqu'à trois ils ont fait leur devoir. On risquerait donc de réduire le nombre d'enfants des familles nombreuses, plutôt que d'augmenter celui des familles restreintes.

Le principe qui sert de base au système de M. Leroy-Beaulieu n'est d'ailleurs pas exact : il n'est pas plus facile d'encourager les familles à avoir trois enfants que de les décider à en avoir quatre. Si la famille est néo-malthusienne, elle n'aura pas d'enfants ou elle se contentera d'un ou deux enfants au maximum. Si la famille ne calcule pas et accepte tous les enfants à venir, ce n'est pas trois, mais quatre, cinq ou six enfants qu'elle donnera au pays.

Les faveurs de l'Etat doivent aller uniquement aux familles de quatre enfants ou plus, en croissant autant que possible avec le nombre d'enfants. Les familles de trois enfants, considérées comme normales ne seraient ni avantagées, ni désavantagées et bénéficieraient du droit commun. Les charges du budget de la natalité pèseraient uniquement sur les célibataires, les ménages stériles, les familles d'un ou deux enfants.

Les charges nouvelles qui leur sont ainsi imposées n'ont pas le caractère d'une pénalité. La stérilité absolue ou limitée n'est pas nécessairement volontaire, elle peut même être regrettée par les époux.

Mais les familles restreintes et les célibataires évitent les charges matérielles d'une famille à nourrir. Ils échappent ainsi, *bon gré, mal gré*, au devoir qui incombe à tout citoyen, de perpétuer sa patrie et aux dépenses qu'exige

l'accomplissement de ce devoir. Le fait d'élever un enfant, disait déjà J. Bertillon, est une forme du paiement de l'impôt. Ceux qui ne paient pas l'impôt en nature doivent le payer en argent.

En outre, en établissant une péréquation des charges des familles nombreuses et des familles restreintes, on combat indirectement les calculs égoïstes qui sont la cause de la diminution de notre natalité.

Tels sont les principes généraux qui justifient l'institution d'encouragements pécuniaires à la natalité.

Comment ces encouragements pécuniaires ont-ils été conçus et appliqués?

§ II. — RÉGIME FISCAL ET FAMILLES NOMBREUSES.

Les décharges d'impôts directs accordées aux familles nombreuses, constituent une œuvre de justice : les impôts de consommation, qui forment une large part de nos recettes budgétaires actuelles, pèsent beaucoup plus lourdement sur les familles nombreuses que sur les familles restreintes et les célibataires :

1.650.000 chefs de famille, représentant 1/24^e de la population totale, paient à eux seuls des impôts de consommation pour 9 millions de personnes, soit 20 % ou 1/5^e du total des impôts de consommation.

D'après une étude de M. Nogaro (*Action nationale* 25 juin 1920), les impôts nouveaux de consommation votés en 1920, créeraient pour les familles nombreuses une surtaxe de 800 millions à 1 milliard.

Les dégrèvements sur les impôts directs et les allocations aux familles nombreuses compensent à peine l'improportionnalité des impôts indirects.

Pour couvrir les détaxes et les allocations accordées aux familles nombreuses, l'Etat établit des impôts spéciaux sur les célibataires ou élève les impôts existants qui les frappent déjà. Il établit ainsi une péréquation des charges qui pèsent sur les familles nombreuses et combat les calculs égoïstes en réduisant l'économie suggérée par le néo-malthusianisme qui supprime l'enfant.

Article premier. — Réformes proposées en matière de dégrèvements d'impôts. — Les effets divers que nous accordons ainsi aux avantages fiscaux n'ont de chances de se réaliser que si dégrèvements et surtaxes sont suffisamment élevés.

Notre régime d'impôts directs actuel ne tient pas assez compte des charges de familles. Des mesures plus énergiques s'imposent.

Dans cette intention, on a proposé d'introduire dans notre régime fiscal le principe du « quotient familial ». On diviserait le revenu du père de famille par le nombre de personnes qui en vivent, et le loyer qu'il paie et qui sert de base à certains impôts, par le nombre de personnes qui couchent sous son toit.

L'impôt certes, doit être familial, non individuel, mais il doit tenir compte du nombre d'enfants, plus que de l'existence d'enfants. L'inconvénient du quotient est précisément d'accorder des avantages fiscaux proportionnellement égaux aux ménages restreints et aux familles nombreuses.

Il nous paraît préférable de maintenir le régime actuel de déductions en l'amendant.

Au lieu de faire commencer les dégrèvements sur le tarif de l'impôt à partir du premier enfant, on ne les établirait qu'à partir du troisième. En faveur du premier et du deuxième enfant, seuls seraient maintenus les « abattements » à la base sous le couvert de l'assiette. Le maximum de dégrèvement serait supprimé.

En matière d'impôts indirects, seul l'impôt successoral tient compte des charges de famille. N'y aurait-il pas un moyen d'atténuer l'improportionnalité des impôts de consommation, qui frappent si lourdement les familles nombreuses. On a proposé de restituer au chef de famille, proportionnellement au nombre de ses enfants, le montant des impôts de consommation qu'il paie à l'occasion des dépenses que lui impose l'entretien de sa famille. Dans l'application, des modalités diverses sont possibles. On pourrait donner au père de famille des cartes analogues aux cartes de pain, établies par le décret du 3 février 1920, comprenant pour chaque denrée de première nécessité des tickets détachables qui donneraient droit à des quantités maximales, proportionnelles au nombre d'enfants, et sur lesquelles le fournisseur opérerait une réduction de prix égale à l'impôt de consommation. Il recouvrerait ensuite ces réductions au moyen des tickets, qui constitueraient pour lui des bons de paiement sur le Trésor.

Un système moins compliqué consisterait à restituer aux familles nombreuses le « trop perçu » sous forme d'allocations nationales pour charges de famille.

Les allocations nationales ne sont pas uniquement

fondées sur l'improportionnalité des charges fiscales, mais aussi sur l'idée que le père de famille fournit au pays, pour chaque enfant qu'il lui donne, une valeur sociale et économique. Nous étudierons donc l'institution des allocations familiales ultérieurement.

Article II. — Impôts sur les célibataires. — Le Parlement a établi sur les célibataires une surtaxe égale au quart du montant de l'impôt général sur le revenu dû par le contribuable. Cette surtaxe serait insuffisante pour compenser les charges que créerait, pour le budget de l'Etat, la ristourne d'impôts indirects aux familles nombreuses sous forme d'allocations nationales.

Deux sortes de taxes peuvent être prélevées sur les célibataires : des surtaxes aux impôts directs déjà existants et des taxes spéciales qui ne pèseraient que sur le contribuable n'ayant pas d'enfants ou ayant moins de trois enfants.

a) *Surtaxes sur les impôts directs.* — Elles pourraient être, suivant le projet élaboré par M. Bertillon, établies avec un taux progressif croissant dans l'ordre suivant :

Ménages ayant deux enfants ;

Ménages ayant un enfant ;

Ménages sans enfants ;

Célibataires masculins de plus de 30 ans.

Les ménages de trois enfants bénéficieraient du dégrèvement au lieu de payer une surcharge.

b) *Taxes spéciales sur les célibataires.* — L'impôt général sur le revenu et les impôts cédulaires auxquels s'ajouteraient les surtaxes ci-dessus prévues ne frapperaient que

les familles aisées. Pour toucher également les célibataires des classes populaires, on pourrait établir une taxe de capitation, légère, uniforme sur les célibataires des deux sexes, de plus de 30 ans, et sur les ménages sans enfants après trois ans de mariage.

De ces projets divers doivent être rapprochés les dispositions de lois très nombreuses tendant à instituer un prélèvement de l'Etat sur les successions des familles restreintes. Cette réforme touchant de très près la modification du régime successoral, nous en renvoyons l'examen au chapitre relatif à l'étude de ce régime.

§ III. — LES RÉDUCTIONS DE SERVICE MILITAIRE.

Les avantages militaires accordés aux familles nombreuses pourraient avoir une influence très heureuse sur l'élévation du taux de la natalité; la conscription a de tout temps été fort impopulaire : c'est une charge très péniblement supportée par tous. Les impôts ne constituent pour le contribuable qu'un sacrifice purement pécuniaire et en quelque sorte impersonnel; le service militaire est personnel, il exige du conscrit l'aliénation au moins temporaire de sa liberté, de son indépendance, il recule la réalisation de ses projets d'avenir, il rompt ses habitudes de vie et lui impose une discipline parfois sévère.

Les exonérations de service militaire en faveur des familles nombreuses auraient donc beaucoup plus d'efficacité que les exonérations d'impôts.

Elles peuvent être accordées soit au père d'une famille nombreuse, soit à ses enfants. Cette dernière mesure par

laquelle on récompense le père en diminuant les charges qui pèsent sur ses enfants, est équitable mais peu efficace au point de vue du relèvement de la natalité.

Ce n'est pas la perspective d'avoir un fils un an sous les drapeaux, au lieu de 3, dans 20 ou 22 ans, qui sera capable d'amener un avocat, un négociant ou un professeur à se permettre un enfant de plus, lequel ne sera peut-être pas un garçon et aura en tout cas bien des chances de vivre sous une loi militaire différente de la loi actuelle... (A. Dumont)

Les dispenses de service militaire au profit des fils de familles nombreuses doivent être accordées seulement à partir d'un nombre assez élevé d'enfants : six par exemple et ne peuvent être que partielles. Elles n'ont d'autre but que de donner une forme tangible à la bienveillance de l'Etat vis-à-vis des familles nombreuses.

Les exemptions accordées au père d'une famille nombreuse sont beaucoup plus efficaces, à la condition d'être suffisamment larges.

M. Lefèvre, ministre de la Guerre, dans son projet sur le recrutement de l'armée, déposé le 14 décembre 1920, avait inséré des dispositions intéressantes en faveur des familles nombreuses.

1^o *Avantages aux membres des familles nombreuses.* — L'appelé appartenant à une famille de six enfants vivants serait renvoyé dans ses foyers au bout d'un an de service (au lieu de 18 mois). Il pourrait être rappelé pour une période n'excédant pas un mois (article 38). Mais, pendant son année de service, il bénéficierait de trente jours de permission. L'appelé appartenant à une famille de huit enfants vivants, serait envoyé en congé dans ses foyers au

bout de six mois de service au cours desquels il aurait 15 jours de permission. Au cours de sa dernière année de service, il pourrait être rappelé pour des périodes n'excédant pas deux mois au total.

- Des permissions supplémentaires seraient accordées aux fils des familles de quatre et cinq enfants.

2^o *Avantages aux chefs de famille.* — a) Réduction du service actif : le jeune soldat marié et père d'un enfant serait traité comme l'appelé appartenant à une famille de six enfants.

b) Réduction du service dans les réserves : Tout homme des réserves, à la naissance d'un enfant, passerait de droit dans la classe de mobilisation dont le millésime est inférieur d'une unité à celui de sa classe de mobilisation du moment.

Tout réserviste père de quatre enfants vivants passerait de droit et définitivement dans l'armée territoriale. (La territoriale d'après le projet ne fournirait que les services de l'arrière).

Des allocations seraient attribuées aux militaires sou-tiens de famille avec des majorations pour chaque enfant de moins de 16 ans.

Le nombre des familles de huit enfants étant de 8 %, celui des familles de six enfants de 18 % du contingent annuel, le nombre d'hommes appelés à bénéficier de ces mesures serait de 60 à 70.000.

Le 12 juillet 1920, le Conseil supérieur de la natalité a émis un vœu qui contient des dispositions beaucoup plus énergiques que celles du projet Lefèvre.

Le Conseil supérieur voudrait que les soldats de la réserve et de la territoriale, pères de quatre enfants, fussent dispensés en temps de paix des périodes d'instruction, que les soldats de la réserve ou de la territoriale ayant cinq enfants vivants, fussent dispensés de tout service militaire, *même en temps de guerre*.

L'originalité du projet élaboré par le Conseil supérieur réside surtout dans l'agencement du service actif.

La durée du service actuel normal serait fractionné en deux parties égales. Tous les militaires pourraient sur leur demande être provisoirement libérés à l'issue de la première période. Ceux qui profiteraient de cette faculté pourraient être dispensés de la deuxième période sous les conditions suivantes :

a) Etre mariés à 25 ans révolus ;

b) Avoir au moins deux enfants légitimes à l'âge de 28 ans, et trois enfants légitimes à l'âge de 30 ans.

S'ils ne remplissaient pas ces conditions, les militaires d'abord exonérés seraient rappelés sous les drapeaux, à 26, 28 ou 30 ans.

Ces dispositions auraient une efficacité certaine sur la natalité, mais il est peu probable que le Parlement les adopte. La division du service actif en deux périodes apporterait des troubles dans notre organisation militaire. Il est nécessaire, en cette matière, de tenir compte à la fois des intérêts de l'armée et des intérêts de la natalité.

La dispense des périodes d'instruction pour les pères de quatre enfants et de tout service militaire pour les pères de cinq enfants et plus, est au contraire une disposition à la fois efficace et réalisable.

On objectera sans doute que l'armée a besoin de tous ses réservistes et de tous ses territoriaux, écrit P. Leroy-Beaulieu; c'est possible, mais il faut considérer l'avenir et non le présent; si des immunités de ce genre pouvaient augmenter de 2 ou 3 douzaines de mille naissances la natalité française annuelle, elles auraient leur raison d'être au point de vue de la force nationale.

§ IV. — LES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES.

C'est aux fonctionnaires que le Parlement doit d'abord songer lorsqu'il accorde des encouragements pécuniaires aux familles nombreuses. Les fonctionnaires touchent de très près l'Etat. C'est sur eux que la puissance publique a le plus d'action.

Ils constituent, d'autre part, la classe la plus improdutive; ce sont les fonctionnaires qui ont le moins d'enfants : c'est parmi eux que se développe le plus la mentalité néo-malthusienne, l'esprit d'économie et de prévoyance.

C'est toute la fonction publique qu'il faudrait réaménager au profit de la natalité.

A. — ADMISSION AUX FONCTIONS PUBLIQUES. — P. Leroy-Beaulieu propose de réserver toutes les fonctions publiques aux pères de famille ou aux enfants appartenant à des familles de trois enfants; ces derniers devraient en outre devenir ultérieurement chefs de famille normale. Il pense qu'étant donné l'amour des Français pour les fonctions publiques, cette mesure aurait une grande efficacité. Le nombre des fonctionnaires étant très grand, puisqu'il dépasse 1 million, ce serait une forte partie de la nation qui serait touchée.

La proposition de Leroy-Beaulieu semble excellente à la condition de ne donner aux chefs de famille nombreuse que

des fonctions n'exigeant aucune aptitude spéciale, par exemple les emplois analogues à ceux actuellement réservés aux sous-officiers rengagés. Pour toutes les autres fonctions un droit de priorité pourrait être accordé aux pères de famille nombreuse.

B. — LES DROITS PÉCUNIAIRES DU FONCTIONNAIRE. —

a) *Le traitement* : Il devrait comprendre deux éléments : un salaire de base, correspondant à ce qui est nécessaire à un fonctionnaire non marié pour vivre ; une rémunération proportionnelle aux charges du fonctionnaire.

Ce système peut être présenté sous une autre forme : des retenues seraient opérées sur les traitements des fonctionnaires célibataires ou qui n'auraient pas un, deux, trois enfants à l'âge de 25, 28, 31 ans, et des majorations de traitement seraient consenties à ceux qui auraient plus de trois enfants vivants.

La Chambre a paru le 28 mars 1910 se montrer favorable à ce système : elle a décidé que toutes les augmentations de traitement seraient réservées aux pères de famille nombreuse. Mais le Parlement, par la suite, n'a pas donné suite à cette résolution.

b) *Les retraites*. — Elles devraient également être majorées ou diminuées suivant que le fonctionnaire a ou n'a pas élevé trois enfants jusqu'à 16 ans.

c) *Avancement*. — L'avancement doit être organisé dans les fonctions publiques de façon à tenir compte des charges de famille. Les services publics doivent être organisés en vue des intérêts généraux du pays ; la question de la natalité est au premier chef une question d'intérêt public.

Pour l'avancement à l'ancienneté, des bonifications seraient accordées d'après le nombre d'enfants, à chaque degré de l'échelle, aux chefs de famille. Pour l'avancement au choix, à *mérite égal*, le père de famille devrait toujours être préféré au célibataire.

§ V. — LA LÉGISLATION DE PRÉVOYANCE ET LA NATALITÉ.

La prévoyance est en elle-même nuisible à la natalité : l'esprit de prévoyance se confond avec l'esprit de calcul qui est le grand ennemi de la procréation.

M. Colson a dit de la loi du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes qu'elle constitue une mauvaise action. Selon lui elle tendrait à développer l'individualisme aux dépens de l'esprit de famille ; elle oblige l'assuré à économiser pour lui-même des sommes dont il prive sa famille et qu'il devrait employer à élever des enfants. Si l'homme a besoin d'un soutien, dans sa vieillesse, c'est sa famille qui doit le lui fournir d'après M. Colson, non l'Etat.

A. — *Le projet Daniel Vincent et les familles nombreuses.*

Le projet D. Vincent embrasse les différents risques sociaux : maladie, invalidité, vieillesse, décès. Il couvre les charges de famille sous forme d'allocations à la naissance, de primes d'allaitement et de secours d'accouchement.

L'assurance qu'il crée est obligatoire pour les salariés avec participation financière des patrons et de l'Etat.

1^o *Bénéficiaires de l'assurance.* — L'assurance ne s'applique qu'aux salariés dont le revenu ne dépasse pas 10.000 francs, *qu'ils soient pères de famille nombreuse ou célibataires.*

Sont assurés : 1^o obligatoirement tous les salariés et métayers français, hommes ou femmes, dont la rémunération ou le revenu n'excède pas 10.000 francs par an; 2^o facultativement, les fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui, habituellement, travaillent soit seuls avec un seul ouvrier, soit avec les membres de leur famille habitant avec eux, à condition que leur revenu annuel ne soit pas supérieur à 10.000 francs.

N'entrent pas en ligne de compte, pour le calcul du traitement maximum de 10.000 francs, « les primes ou sursalaires pour charges de familles ».

Les assurés obligatoires sont répartis d'après leur salaire en six catégories : les cotisations qu'ils doivent et les prestations auxquelles ils ont droit sont variables suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

2^o *Prestations accordées aux assurés.* — a) *maladie, invalidité.* — En cas de maladie et d'invalidité, entraînant une diminution de la capacité de travail d'au moins 60 % les assurés ont droit : aux soins médicaux et chirurgicaux, aux médicaments, aux traitements spéciaux, ainsi qu'à une allocation journalière égale à la moitié du salaire de l'assuré pendant six mois.

Ces allocations sont transformées en une allocation mensuelle pendant les cinq années qui suivent, et, au bout de cinq ans et demi, en une pension d'invalidité accordée pendant toute la durée de l'incapacité de travail.

Les allocations journalières varient de 1 fr. 50 à 15 francs, les allocations mensuelles de 45 à 250 francs, les pensions de 500 à 3.000 francs suivant la classe de salaire à laquelle appartient l'assuré.

En cas d'hospitalisation, l'allocation journalière ou mensuelle est réduite des deux tiers si l'assuré n'est pas marié, s'il n'a pas d'enfants, d'ascendants ou de personnes à sa charge; elle n'est réduite que d'un tiers dans le cas contraire.

L'assuré a droit, pour chaque enfant non salarié de moins de 16 ans à sa charge, qu'il soit légitime ou reconnu; à une majoration de l'allocation journalière égale à 0 fr. 50 ou à une majoration de l'allocation mensuelle égale à 10 francs et à une majoration de la pension d'invalidité égale à 100 francs.

Lorsque le conjoint de l'assuré n'exerce aucune profession, il a droit en cas de maladie ou d'invalidité aux soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, pendant les six mois qui suivent le début de l'affection ou de l'accident; il en est de même des enfants de l'assuré âgés de moins de 16 ans et non salariés.

b) *Maternité, allaitement.* — Au cours des neuf mois qui précèdent et des six mois qui suivent les couches, toute femme assurée a droit si elle est malade, en outre des soins médicaux et des médicaments, à une allocation journalière, sous réserve toutefois qu'elle soit atteinte d'une incapacité de travail égale ou supérieure à 60 %.

Pendant les six semaines qui précèdent et les six semaines qui suivent les couches cette allocation est accordée de plein droit à l'intéressée, quelle que soit son incapacité de

travail, mais à la condition qu'elle cesse tout travail salarié et observe le repos effectif compatible avec les exigences de la vie domestique.

En cas de grossesse, l'assurée a droit, pour chaque enfant de moins de 16 ans non salarié, à sa charge, qu'il soit légitime ou reconnu à une majoration de 0 fr. 50 de son allocation mensuelle. L'assurée qui allaite son enfant et qui lui donne les soins prescrits, reçoit pendant un an au plus, une allocation spéciale, égale, par mois, à quatre fois le montant de l'indemnité journalière qui lui est accordée au moment de l'accouchement.

Cette allocation varie entre 15 francs et 60 francs suivant la catégorie de l'assurée.

c) *Décès*. — En cas de décès, il est versé à la famille une allocation variant entre 150 francs et 1.500 francs. Elle est majorée de 100 francs pour tout enfant non salarié de 16 ans qui était à la charge de l'assuré au moment de sa mort.

L'allocation au décès doit couvrir les frais de funérailles et suppléer temporairement à l'absence du salaire.

d) *Naissance*. — L'assuré a droit pour chaque naissance d'enfant légitime ou reconnu à une allocation de 200 francs, versée à raison de 100 francs au moment de la naissance si l'enfant est viable, 50 francs à la fin des sixième et douzième mois qui suivent la naissance si l'enfant survit.

L'allocation de naissance est doublée si le père et la mère sont tous deux assurés. Elle est versée personnellement à la mère, à son défaut seulement au père.

e) *Vieillesse*. — Lorsque l'assuré a effectué un certain nombre de versements, il a droit à une pension de quotité variable suivant la catégorie à laquelle il appartient,

Cette pension est identique pour les pères de famille nombreuse et les célibataires, elle ne varie pas avec les charges de famille.

f) *Pensions aux veuves et orphelins.* — Aucune pension n'est prévue en leur faveur.

B. — *Critique du projet Daniel Vincent.*

Le projet de loi dont nous venons de résumer les dispositions, est dans l'ensemble très favorable à la famille et à la natalité. Cependant on peut lui reprocher de tenir encore trop peu compte des charges de famille.

1^o *Bénéficiaires de l'assurance.* — Le projet fixe uniformément à 10.000 francs le maximum de revenu au delà duquel le salarié ou le petit patron ne peut plus bénéficier des dispositions légales. Cette somme de 10.000 francs est la même pour les célibataires et les pères de famille. Cependant il serait bon, en matière d'assistance comme en matière d'impôts, de tenir compte du quotient familial : le père de 4 enfants qui a 12.000 francs de revenus peut beaucoup plus difficilement économiser pour se faire une retraite que le célibataire qui n'a personne à sa charge.

En établissant le maximum de 10.000 francs les auteurs du projet ont voulu éliminer les salariés qui touchent une rémunération suffisante pour pourvoir aux diverses éventualités qui les menacent. Il eût fallu avoir égard, pour la fixation de ce maximum, à la situation de famille de l'assuré.

Le Congrès de la natalité de 1921 s'est rallié à cette opinion.

Considérant qu'il résulte des dispositions adoptées, qu'un célibataire ayant près de 10.000 frs de revenus et menant une vie aisée pourra bénéficier de l'assistance, tandis qu'un père de famille nombreuse ayant un revenu légèrement supérieur à cette somme qui lui permettra à peine de nourrir, vêtir et loger ses enfants, se verra refuser cet avantage; le Congrès émet le vœu :

Qu'il soit créé une classe spéciale d'assurés facultatifs, qui comprendra les salariés, métayers, fermiers et petits patrons et les membres des autres professions qui pourraient éventuellement être adjoindues aux précédentes, ayant au moins 3 enfants âgés de moins de 16 ans et non assurés eux-mêmes, dont le revenu ne sera pas supérieur à 15.000 frs s'ils ont 3 enfants; 17.000 frs, s'ils en ont 4; 19.000 s'ils en ont 5, et ainsi de suite, le maximum de revenu étant élevé de 2.000 frs pour chaque enfant supplémentaire.

Que les assurés facultatifs de cette catégorie soient assimilés au point de vue des cotisations et prestations, aux assurés obligatoires de la 6^e catégorie.

Que le versement des cotisations incombant aux patrons pour les assurés de la 6^e catégorie soit effectué par l'Etat pour les parents de famille nombreuse appartenant à la catégorie spécialement créée pour eux.

Le projet D. Vincent ne tient pas compte non plus des intérêts de la natalité lorsqu'il favorise la jeune mère assurée, qui quitte son domicile et ses enfants pour se livrer à un travail salarié au dehors.

L'absentéisme de la mère est la cause fondamentale de sa stérilité ou de ses infirmités de toutes espèces, cause de la restriction fatale et de la restriction volontaire du nombre des enfants ». (Abbé Lemi-re à la Chambre).

Or, le projet pénalise en quelque sorte la mère qui n'est pas assurée, c'est-à-dire salariée.

1^o Elle ne touche ni pension de vieillesse ni pension d'invalidité.

2^o Elle n'a droit aux soins médicaux que pendant ses couches. L'assurée au contraire y a droit pendant les cinq années qui suivent et touche pendant sa maladie des allo-

cations journalières ou mensuelles à laquelle la mère de famille non assurée ne peut prétendre.

3^o Pendant la grossesse elle ne touche aucune allocation.

4^o La prime de naissance par enfant n'est pas doublée etc... etc...

Il faudrait faire de la femme mariée ou veuve qui ne se livre à aucun travail professionnel extérieur une assurée facultative : elle bénéficierait de la cotisation patronale si elle se livrait à un travail à domicile ; dans le cas contraire, elle devrait payer elle-même la double cotisation ouvrière et patronale, mais avec une aide de l'Etat progressive suivant le nombre d'enfants¹.

2^o *Avantages consentis aux assurées.* — Les pensions de vieillesse accordées par le projet de loi varient suivant la catégorie à laquelle appartient l'assuré ; elles ne tiennent aucun compte du nombre d'enfants élevés par l'assuré.

Il y a lieu cependant de faire une différence, au point de vue du montant de la pension, entre les célibataires et les parents de famille nombreuse. Le chef d'une famille nombreuse fera difficilement des économies pour grossir un peu sa pension de vieillesse, alors que c'est une chose aisée pour le célibataire. La femme de l'assuré père de famille nombreuse ne peut, en travaillant au dehors, réaliser des gains qui s'ajouteraient à ceux du mari et lui permettraient de contracter une assurance pour son compte.

Le ménage restreint touche un traitement double : celui du mari, celui de la femme ; ils peuvent également compter sur une pension de vieillesse double.

1. Ces suggestions ont été émises au 3^e Congrès de la natalité par Made-moiselle Charrondière.

Pour ces raisons, le troisième Congrès de la Natalité a émis le vœu :

Que la pension de vieillesse garantie à tout assuré obligatoire ou facultatif soit majorée pour les assurés ayant élevé 4 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans ou ayant au moment de la liquidation de leur pension quatre enfants vivants, quel que soit leur âge : que ladite majoration soit fixée à 50 frs par an pour le 4^e enfant, à 100 frs pour le 5^e et chacun des suivants.

Pour compenser ces charges nouvelles, on diminuerait la participation de l'Etat pour la constitution de la pension du célibataire et de l'homme marié sans enfants.

L'article 60 du paragraphe 2 du projet de loi sur les assurances sociales double l'allocation de naissance de 200 francs quand le père et la mère sont tous deux assurés. Cette disposition ne peut profiter, sauf de rares exceptions, qu'à des familles restreintes. Le troisième Congrès de la natalité a émis le vœu

« Que l'allocation de naissance ne soit pas portée au double lorsque le père et la mère sont l'un et l'autre assurés.

Qu'elle soit portée au double lorsque l'assuré a déjà deux enfants vivants au moment d'une nouvelle naissance ».

Le projet D. Vincent pourrait subir encore quelques améliorations de détail sur lesquelles nous passons (Cf. vœux du troisième Congrès de la natalité).

Dans son ensemble, le projet Daniel Vincent nous paraît excellent. Au milieu de l'éparpillement des dispositions législatives en faveur de la natalité, il constitue une synthèse des mesures à prendre pour assurer la famille contre les divers risques sociaux.

§ VI. — LES ALLOCATIONS NATIONALES AUX FAMILLES NOMBREUSES

A. — Principes généraux.

De nombreuses propositions ont été émises sur les allocations nationales aux familles nombreuses. Dans leurs principes généraux elles renferment un certain nombre d'idées communes que nous allons résumer.

Les allocations aux familles nombreuses seraient payées par l'Etat, parce qu'il s'agit essentiellement d'une dépense nationale. C'est toute la nation qui est intéressée au relèvement de la natalité, non telle commune ou tel département qui peuvent fort bien vivre avec quelques habitants de moins. Il serait inique, de surcharger les budgets des localités qui comptent beaucoup de familles nombreuses, alors que les régions qui ne comptent que des célibataires et des ménages néo-malthusiens n'auraient rien à payer.

L'allocation nationale serait versée par l'Etat à tout chef de famille ayant un certain nombre d'enfants, quelle que fût sa situation de fortune.

Le taux de l'allocation nationale serait beaucoup plus élevé que celui des secours de la loi de 1913. Il s'agit, en principe, de couvrir intégralement la dépense d'entretien du quatrième enfant et des suivants. Dès que la famille devient nombreuse, c'est l'Etat non la famille qui paiera les frais d'éducation de l'enfant.

On veut par l'allocation aux familles nombreuses établir une péréquation des charges de famille : des impôts

spéciaux sur les célibataires et les ménages néo-malthusiens couvriraient la dépense de l'allocation. Afin que ces impôts ne se perdent pas dans le gouffre du budget, certains projets prévoient même la création d'une caisse spéciale où seraient versées les recettes et qui serait chargée du paiement des allocations.

Comment justifier ces réformes?

L'allocation est accordée sans considération de fortune. On veut par là substituer à l'idée d'assistance, c'est-à-dire d'une aide bénévole, facultative et un peu humiliante des collectivités administratives, celle d'un *droit* des familles nombreuses à un appui financier de l'Etat. Les encouragements pécuniaires ont avant tout pour but de créer un mouvement d'opinion en faveur de la natalité, de mettre les familles nombreuses à la mode. Pour cela on veut non seulement les encourager, mais les honorer.

Le 19 mai 1919, M. Risler, dans un rapport sur les mesures financières en faveur de la natalité, déclare :

En hommage du service essentiel rendu par ces familles à la Patrie, offrons-leur une dotation qui constituera, à côté des honneurs et des marques de respect, un témoignage tangible de notre reconnaissance.

Et de suite, je demande la permission d'insister pour que nous fassions, dans ce cas, disparaître de notre vocabulaire, les mots : charges de famille, subventions, primes, allocations, gratifications, etc. Il ne faut à aucun prix que les marques de respect et de reconnaissance offertes par la nation aux familles qu'elle veut honorer, gardent le caractère d'assistance qu'elles ont eu jusqu'à présent. Sous ces mots variés, le public ne verrait qu'une aumône déguisée, accordée à de pauvres gens chargés d'enfants, tandis que c'est d'un hommage à rendre à de bons citoyens qu'il s'agit.

Nous proposons d'offrir les mêmes dotations à toutes les familles ayant un nombre égal d'enfants. Si l'on agit différemment, si

les familles pauvres reçoivent seules ce témoignage de reconnaissance, il reprendra immédiatement le caractère d'assistance, que nous devons résolument éviter et qui compromettrait, à notre avis, irrémédiablement le succès de toute initiative de ce genre. Les ménages qui dédaigneraient ce supplément de ressources, seront toujours libres de le restituer à l'Etat ou de le consacrer à une œuvre de solidarité.

L'allocation aurait ainsi un caractère en quelque sorte honorifique, elle aurait aussi un caractère de certitude.

Actuellement l'obtention des secours d'assistance de la loi de 1913 dépend de l'appréciation du Conseil municipal qui juge si la famille est suffisamment pauvre pour pouvoir en bénéficier. Un certain arbitraire est laissé aux autorités locales. De là des inégalités dans l'application de la loi, de département à département, de commune à commune. On uniformiserait le statut des familles nombreuses en le nationalisant.

Les secours de la loi de 1913 sont assez modiques, les projets nouveaux en élèvent considérablement le taux et mettent cette dépense à la charge des célibataires.

Pour justifier cette mesure, on fait valoir tous les bienfaits que les familles nombreuses procurent à la collectivité et toutes les charges qui pèsent sur elles. D'après une étude pénétrante de M. Nogaro, les familles nombreuses paient sur les impôts de consommation une surtaxe de 800 millions à 1 milliard.

Sans doute ce chiffre, mis en regard des 20 milliards de notre budget normal, n'est-il pas de nature à impressionner très fortement au premier abord. Mais si l'on songe qu'il se répartit entre 1.650.000 contribuables et qu'il fait peser sur eux une surtaxe moyenne de plus de 600 fr. par tête; si l'on considère, d'autre part, que ce supplément de charges fiscales frappe précisément ceux qui supportent déjà pour le compte de la nation tout entière, la moitié des charges de famille; on reconnaîtra aisément qu'un tel résultat n'est pas conforme aux intentions du législateur (B. Nogaro).

Il est juste de rembourser aux familles nombreuses les impôts qu'elles payent en trop et même de faire participer l'Etat aux dépenses d'entretien de leurs enfants, puisque ces dépenses productives doivent un jour fournir à la nation le capital humain dont elle manque.

Comme les familles nombreuses paient l'impôt, si les allocations qui leur sont attribuées étaient couvertes par les ressources générales du budget, on leur prendrait d'une main ce qu'on leur donne de l'autre. La plupart des projets sur les allocations aux familles nombreuses prévoient le recouvrement des dépenses nouvelles du budget de la natalité sur les célibataires et les ménages sans enfants.

*B. — Analyse détaillée des propositions de lois
et projets divers sur les allocations nationales.*

Le principe essentiel de « l'allocation nationale » est qu'elle doit couvrir entièrement la dépense d'entretien de tout nouvel enfant à partir du quatrième. Cette dépense est mise à la charge des célibataires.

Mais, dans la pratique, beaucoup de projets s'écartent de ce principe pur. La dépense d'entretien d'un enfant est évaluée à 720 francs par an en moyenne. Certaines propositions de lois n'accordent que des allocations inférieures. D'autres se contentent d'attribuer aux familles nombreuses des primes à la naissance analogues à celles fournies actuellement avec la participation des départements et des communes. Ces primes se rapprochent cependant des allocations nationales car elles sont exclusivement à la charge de l'Etat.

1^o *Propositions qui instituent des primes à la naissance, sans caractères périodique.* — *Projet Bénazel Aubriot.* — Il prévoit une prime de :

			500 francs pour le 1 ^{er} enfant	
—	—	—	2 ^e	—
1.000	—	—	3 ^e	—
2.000	—	—	4 ^e	—
1.000	—	—	5 ^e	—

La prime est payée à la mère quelle que soit sa situation de fortune.

Pour assurer le paiement des primes, on créerait une caisse spéciale de la natalité, alimentée par des taxes sur les célibataires et les familles restreintes.

2^o *Propositions relatives à l'institution d'allocations nationales annuelles en faveur des familles nombreuses.* — La tendance actuelle est plutôt à la création d'allocations annuelles, versées à la famille jusqu'à ce que l'enfant ait atteint 13 ou 16 ans.

A. — *Proposition du Conseil supérieur de la natalité (1920)*
a) Taux de l'allocation annuelle :

600 francs pour le 4 ^e enfant
700 — pour le 5 ^e enfant et les survivants.

L'allocation est payée jusqu'à ce que l'enfant qui en est titulaire ait atteint 16 ans.

Il est accordé à titre d'encouragement une demi-allocation de 250 francs pour le troisième enfant.

b) *Organisation financière.* — L'allocation pourrait être versée par une caisse spéciale de la natalité qui serait alimentée par des impôts spéciaux sur les célibataires :

1^o Une taxe de 20 % sur le loyer d'habitation qui atteindrait les célibataires, les veufs ou veuves sans enfants et les familles restreintes en raison inverse de leurs charges de famille ;

2^o Une taxe de 10 % additionnelle aux droits de mutation par décès, applicable aux mêmes catégories de contribuables que celles visées au n^o 1.

3^o Un impôt additionnel à la taxe sur le chiffre d'affaire.

c) *Assurance pour l'allègement des charges de famille.* — La caisse des familles nombreuses assurerait les familles ayant déjà au moins deux enfants vivants.

Moyennant le versement par ces familles d'une prime annuelle de 25 francs, elle leur paierait à la naissance de tout enfant une prime de 2.500 francs sous la double condition que l'enfant soit né neuf mois au moins après le paiement de la première prime et qu'il ne soit pas décédé dans les quinze jours de la naissance.

Ce système coûterait 890 millions qui seraient couverts par les recettes énumérées plus haut. Le deuxième Congrès de la natalité s'est rallié à la proposition votée par le Conseil supérieur.

B. — *Projet adopté par le Conseil de l'alliance
d'hygiène sociale (rapport Risler).*

Dotation de 200 frs par enfant à partir du 4 ^e soit	800 frs
— — 300 — — — — — 5 ^e soit	1.500 frs
— — 400 — — — — — 6 ^e soit	2.400 frs

et ainsi de suite en augmentant l'allocation de 100 francs pour tout nouvel enfant.

La dépense serait de 1 milliard. Elle serait recouvrée sur les familles restreintes et les célibataires.

C. — *Projet de la Ligue « Pour la Vie ».*

Allocation de 500 frs par an pour le 3^e enfant
— — 1.000 — — à partir du 4^e —

Elle serait versée jusqu'à 16, 18 et même 20 ans dans des conditions d'études à déterminer (*Journal Pour la Vie*, janvier 1920).

D. — *Proposition de loi Delachenal votée par la
Chambre le 24 mars 1921.*

Article premier. — Tout chef de famille de nationalité française qui a à sa charge plus de 3 enfants vivants légitimes ou légitimés, reçoit de l'Etat une allocation annuelle de 360 frs pour le 4^e enfant.

Chaque enfant, au delà du 4^e de moins de 14 ans, donnera droit à une allocation supplémentaire, supérieure de 30 francs à celle accordée pour le précédent.

Les enfants vivants, légitimes ou légitimés, qui ont moins de 14 ans et qui ne sont pas personnellement inscrits au rôle de l'impôt global sur le revenu entrent seuls en ligne de compte pour déterminer le nombre des enfants dont la famille est composée.

Sont assimilés aux enfants de 14 ans ceux de moins de 16 ans pour lesquels il sera justifié, dans des conditions fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 4, qu'il a été passé un contrat d'apprentissage, ou qu'ils poursuivent des études dans des établissements d'enseignement public ou privé, ou qu'ils sont infirmes ou atteints d'une maladie incurable; sauf le cas où ils seraient hospitalisés aux frais de l'Etat, du département ou de la commune. Si le père est décédé ou disparu, l'allocation est remise à la mère. Si le père et la mère sont tous les deux décédés ou disparus, l'allocation est remise au tuteur.

Art. II. — Les allocations prévues par la présente loi ne se cumulent pas avec les subventions de l'Etat, accordées aux Français civils ou militaires pour charges de famille.

Ne bénéficieront pas des allocations instituées à l'art. premier les parents qui resteront assujettis à l'impôt sur le revenu, après que leur revenu imposable aura subi les déductions prévues pour charges de famille par l'article 7 de la loi du 25 juin 1920.

Ceux qui par suite de ces déductions ne devraient plus être assujettis à l'impôt sur le revenu ne pourront cumuler le bénéfice de l'exonération de l'impôt qui en résulterait pour eux avec les avantages de la présente loi...

La dotation instituée par la proposition Delachenal est trop modique; elle n'est que de 360 francs par an à partir du quatrième enfant.

Il serait bon de donner un encouragement dès le troisième enfant qui constitue l'étape nécessaire vers le quatrième enfant souhaité. A partir du quatrième enfant l'allocation devrait atteindre les 720 francs que coûte en moyenne l'entretien d'un enfant, avec une progression légère pour tout nouvel enfant en sus du quatrième.

Enfin nous regrettons qu'il n'ait pas été institué une caisse de la natalité alimentée par des taxes spéciales sur les célibataires et les ménages restreints. Si les allocations sont payées sur les ressources générales du budget, on reprend d'une main aux familles nombreuses ce qu'on leur donne de l'autre, puisque les familles nombreuses paient actuellement plus d'impôts que les célibataires.

L'on songe à ces singuliers pèlerins du Moyen âge, qui, pour se rendre au lieu saint, tous les 3 pas devaient faire 2 pas en arrière (G. Rossignol).

La dépense sera lourde pour notre budget déjà obéré : 800 millions à un milliard, somme à peu près équivalente à la surtaxe payée par les familles nombreuses du fait des impôts de consommation.

Les allocations nationales ne constituent, en définitive, qu'une « ristourne fiscale » en faveur des familles nombreuses, destinée à compenser l'improportionnalité des impôts sur la dépense.

Ces charges nouvelles créeront un nouveau trou dans notre budget. Mais

Dans un pays que tue la petite famille, que la plus grande famille seule peut sauver, peut-on vraiment demander l'équilibre budgétaire à une surtaxe sur les familles nombreuses ? (B. Nogaro).

CHAPITRE III.

Action sur les causes morales

La transmission de la vie étant devenue pour la plupart des adultes un acte conscient et volontaire, seuls, ceux qui ont un sentiment développé du devoir acceptent les obligations et les charges de la famille.

L'influence des causes morales sur la diminution de la natalité est prédominante. Mais le rôle du législateur, dans le domaine moral est très limité : ce n'est pas à coup de textes législatifs qu'on reformera les consciences individuelles.

On pourrait cependant mieux organiser l'enseignement moral dans les lycées, chercher à former non seulement l'intelligence mais la volonté et le cœur de l'enfant, combattre l'individualisme en montrant la solidarité qui nous unit tous et l'harmonie qui existe entre l'intérêt individuel et la prospérité sociale.

La législation devrait aussi combattre la littérature pornographique, les arts qui dissimulent leur immoralité sous des prétentions esthétiques, réglementer plus sévèrement la prostitution.

L'action législative pourrait être particulièrement utile en matière de divorce : en rendant le divorce plus difficile, on renforcerait les liens conjugaux.

Nous souscrivons entièrement au vœu émis par le troisième congrès de la natalité contre la multiplication exagérée du divorce.

Considérant que le nombre des divorces augmente si rapidement qu'il s'est élevé en 1920 à près de 30.000;

Que le divorce provoque un état moral contraire à la stabilité et par suite à l'extension de la famille

Que le nombre des divorces a dépassé de loin les prévisions du législateur par suite des modifications apportées à la loi de 1884 et de l'application qui est faite de la législation actuelle.

Le congrès émet le vœu :

Que le législateur prenne les mesures nécessaires pour restreindre l'application du divorce aux cas réellement graves en revenant aux principes et à l'esprit de la loi de 1884.

SECTION III

Actions sur les causes dérivées

CHAPITRE PREMIER

Le Problème du logement

Jamais la crise du logement n'a sévi avec autant d'acuité, les locaux sont introuvables et les loyers atteignent des prix inabordables pour les bourses moyennes.

Ce sont, naturellement, les familles nombreuses qui souffrent le plus de cette situation.

Pour y parer, des propositions diverses ont été émises. Toutes se heurtent à deux difficultés ; le droit des propriétaires pour l'utilisation des constructions existantes, le renchérissement des matériaux, pour la construction de maisons nouvelles.

A. — *Utilisation des constructions anciennes.*

Le coût élevé des loyers, la rareté des locaux sont la conséquence de la situation anormale née de la guerre.

Aucun spéculateur ne s'est avisé de construire pendant la guerre et dans les années qui ont suivi immédiatement

la cessation des hostilités. Non seulement les matériaux et la main-d'œuvre avaient atteint des prix prohibitifs, mais encore ces prix étaient instables, essentiellement variables, de sorte qu'il était impossible de calculer d'une façon précise le prix de revient d'un immeuble quelconque.

Cet arrêt de la construction a eu pour effet de donner aux propriétaires des maisons anciennes une sorte de monopole. Seuls détenteurs d'une richesse raréfiée, ils pouvaient en fixer arbitrairement le prix sur le marché. Sans l'intervention du législateur, le prix des loyers aurait atteint un taux prohibitif.

Mais la puissance publique a pris les devants, elle a taxé les loyers; elle a accordé aux locataires des prorogations leur permettant d'occuper les locaux loués pendant un certain temps à un prix déterminé et même contre la volonté du propriétaire. Enfin elle a exonéré certains locataires du paiement de leurs loyers.

Ces mesures restrictives du droit de propriété, n'ont pas atténué la crise du logement. La législation d'exception qui frappait la propriété bâtie l'a dépréciée : aucun capitaliste ne s'est désormais avisé de construire.

La spéculation ne s'exerce que là où un gain est possible : ne devait-on pas craindre que des lois nouvelles ne vinssent dans l'avenir, limiter le droit des propriétaires comme les lois de guerre et d'après-guerre l'avaient déjà fait.

Le législateur s'est efforcé alors de revenir partiellement au système de la liberté des conventions et de la libre concurrence pour la détermination du prix des loyers.

La loi du 31 mars 1922 a établi un régime de demi-liberté et déjà la construction reprend, des sociétés immo-

bières se fondent, des quartiers se bâtissent, des maisons sont mises en chantier, dont les appartements sont vendus avant même d'être construits.

C'est dans un régime de liberté qu'il faut chercher la solution du problème du logement.

a) *Propositions qui tendent à prolonger ou à étendre le système de la réquisition en faveur des familles nombreuses.* — Bien qu'il y ait un lien nécessaire et manifeste entre la crise du logement et le régime de taxation institué par les lois récentes, certains esprits sont encore partisans de la réquisition des locaux d'habitation pour loger les familles nombreuses.

Un projet du gouvernement du 20 juillet 1920 était établi, sinon dans le sens de la réquisition, du moins en faveur de la taxation qui n'est qu'une réquisition atténuée. Il était ainsi rédigé : La majoration des baux, sera calculée par rapport à la valeur locative de 1914. Elle s'élèvera progressivement avec la durée de jouissance supplémentaire réclamée par le preneur, passant de 10 % pour six mois à 40 % pour trois ans, par paliers semestriels.

Une réduction du quart de cette majoration est prévue en faveur des chefs de famille ayant à leur charge au moins quatre enfants âgés de moins de 18 ans (art. 22).

En 1917, M. Violette proposait de donner un droit de réquisition à la collectivité sur les locaux nécessaires au logement des familles nombreuses.

Lorsqu'un propriétaire refuserait un locataire sous le seul prétexte qu'il est chargé d'enfants nombreux, le père de famille pourrait s'adresser au juge de paix et obtenir un bail rédigé d'office par ce magistrat.

Cette réquisition, dit M. Roulleaux-Dugage, constitue une infraction permanente au droit du propriétaire qui est par définition le droit d'user librement de sa chose (*jus ulendi et abulendi*). Sans doute la tendance actuelle est d'admettre l'intervention de la loi dans ce cas, mais il nous est impossible de voir un abus de droit dans le fait, pour un propriétaire, de préférer tel locataire à tel autre, quel que soit le motif de cette préférence.

Si la réquisition est injustifiée, la taxation des locaux est nuisible, elle aboutirait à l'impossibilité de se loger pour les familles nombreuses.

Le docteur J. Bertillon dans une lettre au ministère de la justice du 7 octobre 1920, demandait que la réduction du quart de l'augmentation de loyer prévue par le projet du gouvernement au profit des familles nombreuses fût supprimée. Pour ne pas subir cette réduction, les propriétaires auraient refusé de louer à des familles nombreuses. C'eût été la solution à rebours du problème du logement pour les familles nombreuses.

b) *Propositions prévoyant des avantages pour les propriétaires qui louent aux familles nombreuses.* — Deux propositions, l'une de M. Bonnevey, l'autre de M. Roulleaux-Dugage assurent des exonérations d'impôts au propriétaire qui loge des familles nombreuses.

Dans le texte rédigé par M. Bonnevey, la réduction est uniformément de 50 %; elle est acquise au propriétaire qui logera pour la moitié des valeurs locatives de son immeuble des familles de plus de trois enfants de moins de 16 ans, à la condition que ces valeurs locatives ne dépassent pas les maxima de la législation des habitations à bon marché.

Il y a dans ces dispositions une idée d'assistance qui les rend inopérantes. A part les sociétés d'habitations à bon

marché, bien peu de propriétaires limiteront suffisamment leurs loyers pour bénéficier de l'exonération d'impôts.

M. Roulleaux-Dugage prévoit des réductions d'impôts pour les petits loyers, en raison directe du nombre d'enfants logés par le propriétaire.

De telles mesures ont peu d'efficacité. C'est par la construction de maisons neuves qu'on résoudra la crise du logement pour les familles nombreuses.

B. — LA CONSTRUCTION DE MAISONS NOUVELLES POUR LES FAMILLES NOMBREUSES.

a) *Utilisation de la législation des habitations à bon marché.*

— Il est juste que les bénéfices de la législation des habitations à bon marché soient réservés pour une large part aux familles nombreuses. Les charges qu'elle crée pour l'Etat sont en effet supportées en grande partie par ces familles sous forme d'impôts indirects.

Le troisième Congrès de la natalité demandait que « les avantages consentis aux habitations à bon marché fussent accordées de préférence aux immeubles ne comportant que des logements pour familles nombreuses ».

De même le Conseil supérieur de la natalité, le 1^{er} mars 1920 demandait que « les fonds des caisses d'épargne employés par la caisse des dépôts et consignations, le fussent par priorité en faveur des familles nombreuses comprenant au moins quatre enfants mineurs logeant avec la famille ».

Le Conseil supérieur émettait aussi le vœu que les prêts en faveur des familles nombreuses fussent effectués à un

intérêt moins élevé que ceux consentis pour le logement des familles comprenant moins de quatre enfants mineurs.

b) *Construction par l'Etat.* — La construction de maisons à bon marché par l'Etat est une solution possible du problème du logement. Elle exigerait de la collectivité non des dépenses proprement dites mais des avances qui seraient ensuite récupérées au fur et à mesure de la location ou de la vente des locaux.

MM. Loucheur et Bonnevey ont déposé le 22 juillet 1920 un projet relatif à la construction pendant les dix années 1920 à 1930 de 500.000 logements économiques.

Les dépenses nécessaires à la réalisation de ce programme immobilier seraient couvertes par des obligations amortissables en 40 ans, émises par les officiers publics d'habitations à bon marché. Le paiement de l'intérêt des obligations et des sommes nécessaires à leur amortissement serait assuré pour moitié par l'Etat.

Le paiement de l'autre moitié serait garanti par les départements, les communes ou syndicats de communes qui ont provoqué la création de l'office ou par des sociétés industrielles agréées par le ministre des finances.

M. Payer le 3 décembre 1920 a déposé une proposition plus modeste mais qui intéresse exclusivement la question du logement des familles nombreuses.

Elle prévoit la construction de 100.000 maisons individuelles à bon marché pour familles nombreuses ayant au moins quatre enfants de moins de 16 ans.

Le prix de location serait fixé à 600 francs par an soit 3 % du montant de la construction.

A intérêts composés à 4 %, cette somme atteindrait en 22 ans le prix de revient de la propriété, de telle sorte qu'au bout de ce temps le prix serait remboursé à l'Etat en totalité.

Les maisons individuelles appartiendraient alors au locataire.

A la naissance de chaque enfant, en plus des quatre exigés, au minimum, pour l'attribution d'une de ces habitations, une annuité serait diminuée sur le prix à payer par le locataire, en sorte que 5 enfants donneraient droit à la propriété au bout de 21 ans, 6 au bout de 20 ans, etc...

Il y a là un mode d'encouragement à la natalité très ingénieux. M. Payer fait appel au sentiment de la propriété si développé chez les Français pour éveiller les sentiments de famille.

La dépense serait pour l'Etat de 2 milliards remboursables en 22 ans, sauf pour une somme de 380 millions représentant les dégrèvements aux familles nombreuses.

Les propositions que nous venons d'examiner ont l'avantage de constituer des plans d'ensemble. Mais la construction directe par l'Etat n'est pas sans danger. Peut-être serait-il prudent d'interposer entre l'Etat et les constructeurs des sociétés financières privées, intéressées à la réussite de l'opération.

M. Leredu a déclaré que, d'accord avec la commission d'assistance et de prévoyance sociale, le gouvernement préparait un projet qui prenait pour base la proposition Loucheur-Bonnevay.

CHAPITRE II

Le régime successoral

Notre système successoral peut se résumer ainsi dans ses grandes lignes :

L'héritage des parents doit être partagé également entre les enfants. Les parents disposent sans doute librement d'une quote-part de leurs biens, mais cette quotité disponible est faible et elle est d'autant plus réduite que le nombre d'enfants est plus grand : elle est du demi des biens du disposant si celui-ci ne laisse qu'un enfant légitime, du tiers s'il laisse deux enfants ; du quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre (article 913. C. c.).

Non seulement la part de chaque enfant doit être égale à celle de ses frères et sœurs, mais encore elle doit être composée de biens de même nature.

Il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. (art. 852 C.c.)

Enfin la succession ouverte, tout héritier peut obliger ses cohéritiers à sortir de l'indivision et à liciter le domaine, l'exploitation industrielle ou commerciale légués par le défunt.

Ce régime a pour effet de morceler les héritages. Le cultivateur ne peut se résoudre à ce partage d'un domaine péniblement constitué ; l'industriel, le commerçant voient avec peine leur usine, leur exploitation passer aux mains

d'étrangers. Pour éviter le partage obligatoire de leurs biens, ils font un fils unique et limitent leur descendance.

Comment réformer notre régime successoral dans un sens favorable à la natalité ?

A. — Thèse qui maintient le régime du Code civil et n'apporte que des modifications de détail.

Cette thèse maintient en gros le principe de l'égalité du partage et s'oppose à celui de la liberté de tester ; elle s'appuie d'abord sur l'idée que le père a le devoir moral de laisser ses biens à ses enfants et ne doit pas les abandonner à des étrangers. Si le père a lui-même hérité de ces biens, il ne fait que rendre à ses descendants ce qu'il a reçu de ses ascendants ; et sans doute était-ce la volonté de ceux-ci de voir leur patrimoine rester dans la famille.

Si le père a créé lui-même sa fortune il a également le devoir moral de la transmettre à ses enfants et de la répartir équitablement entre eux. L'attribution de ressources à chaque enfant est le prolongement de la dette alimentaire ; comme les enfants ont naturellement vécu dans le même milieu social que leurs parents, « ils y ont pris des habitudes qui sont devenues des besoins et, s'ils sont privés de tout moyen d'y subvenir désormais, ils seront malheureux, non comme des pauvres, mais comme des riches ruinés. Nulle part la coutume n'admet ce sort cruel pour les puînés, mais tantôt les mœurs seules imposent au père de famille d'y pourvoir ou même subrogent à cette obligation l'ainé qui recueille tous les biens, tantôt

la loi sanctionne ce devoir moral et détermine un minimum de biens paternels qu'elle assure à tous les enfants » (Roux).

On maintient donc le principe de la réserve légale, mais on étend la quotité disponible afin de supprimer les inconvénients du morcellement qui résultent de notre régime actuel.

Notre régime successoral décourage dans une certaine mesure la fécondité des familles en diminuant d'autant plus la quotité disponible que le nombre des enfants est plus grand. C'est, en effet, dans les familles nombreuses que la quotité disponible est le plus utile. Lorsqu'il n'y a que deux enfants, l'un d'eux peut recevoir les deux tiers de la valeur de l'héritage ; il est possible de lui transmettre intégralement un bien de famille : maison, usine, entreprise commerciale, etc... C'est déjà beaucoup plus difficile lorsqu'il y a trois enfants : celui qui a deux frères ne peut avoir au maximum que la moitié de la succession totale. Enfin, plus le nombre d'enfants s'élève, plus il est difficile d'accorder un avantage efficace à l'un d'eux.

Il faudrait donc que la quotité disponible fût aussi large lorsqu'il y a beaucoup d'enfants que lorsqu'il n'y en a qu'un.

La quotité disponible pourrait être toujours de la moitié des biens du disposant ; c'est un chiffre simple et c'est « le droit commun des législations européennes » (Roux).

Cette mesure serait complétée par une modification des articles 815 et 832 du Code civil. D'après l'article 815 : « Nul ne peut être contraint de rester dans l'indivision ». Un héritier peut contre l'avis de tous ses cohéritiers provoquer à tout moment le partage de l'entreprise ou du domaine qui leur a été légué.

Cette disposition est motivée par les inconvénients économiques graves de l'indivision : aucun acte d'administration ne peut être fait sans l'assentiment de tous les copropriétaires d'un bien indivis. L'opposition d'un seul suffit pour arrêter tous les autres.

Pour éviter les partages successoraux, on pourrait cependant maintenir dans certains cas l'indivision comme l'a proposé M. Boret. Mais, M. Boret limite avec raison cette faveur aux domaines ruraux de moins de 40 hectares. Le morcellement est, en effet, surtout néfaste pour les petits domaines.

La réforme du Code civil serait encore complétée par l'amendement de l'article 832. Cet article exige que chaque part comprenne respectivement des biens de même nature :

Si un immeuble est attribué à l'un, il faut un immeuble au second et de même au troisième; non pas des immeubles quelconques, un immeuble de ville en face d'un immeuble de campagne, mais des immeubles d'exploitation semblable (Thaller).

On pourrait supprimer cette disposition et permettre au père d'attribuer à l'un de ses enfants un bien en nature, quitte à dédommager les autres en valeur au moyen de soultes. Ce serait substituer au partage par lotissement le partage d'attribution.

Le partage d'attribution, facilement applicable dans les grosses successions présente une difficulté lorsqu'il s'agit de successions peu importantes qui ne se composent que d'un petit bien-fonds patrimonial. Comment l'attributaire de ce bien dédommagera-t-il ses frères?

Plusieurs systèmes sont possibles. Le meilleur paraît être celui préconisé par M. Thaller.

Le père pourrait contracter une assurance-vie entière, c'est-à-dire payable aussitôt son décès, soit à son fils aîné, soit au cadet. L'indemnité versée par la Compagnie d'assurances servirait à dédommager celui des enfants qui serait exclu du patrimoine familial.

Ce mode d'assurance est possible, même dans le régime actuel du Code : la jurisprudence, en effet, admet que le capital assuré ne figure pas dans la succession et ne soit pas soumis au rapport ; elle considère que les primes payées sont prélevées sur des revenus affectés aux dépenses de l'assuré.

Mais actuellement l'assurance-vie est un moyen rarement employé pour compenser les inégalités successorales, il serait nécessaire de lui donner une certaine publicité, pour en multiplier les applications.

A ces mesures diverses s'ajouteraient des réformes de détail : on dégrèverait les partages de succession des frais divers qui pèsent sur eux et qui sont d'autant plus lourds que le nombre des copartageants est plus grand, on supprimerait la prohibition des pactes sur succession future, etc...

L'extension de la quotité disponible et les diverses améliorations apportées au Code civil, que nous venons d'envisager, créeraient un régime successoral plus favorable à la natalité que notre régime actuel. Mais, les amendements au Code civil que l'on propose présentent les mêmes inconvénients que notre Code lui-même. Tout régime successoral, qui établit comme notre Code des règles rigides, risque de mal s'adapter aux situations multiples et variées qui se présentent dans la réalité.

La liberté nous paraît ici, comme en beaucoup d'autres matières, préférable à l'obligation.

Il est admis qu'en fait le père de famille use rarement de la quotité disponible et partage le plus souvent sa fortune entre ses enfants de façon égale; pourquoi alors, ne pas instituer la liberté pure et simple de tester? En laissant le père de famille agir à sa guise, on supprimera tous les obstacles actuels que peut opposer le régime successoral à la natalité : pouvant « faire un fils aîné » on n'aura plus de raison de « faire un fils unique » et l'on pourra laisser son patrimoine à l'un de ses enfants sans être pour cela obligé de restreindre sa famille.

Au lieu de combattre le principe du partage égal et forcé certains esprits ont pensé qu'il était préférable d'en étendre le champ d'application pour déjouer les calculs néomalthusiens.

La succession serait partagée non seulement entre les enfants mais entre les petits-enfants.

Ainsi, en 1901, M. R. Doucet demandait que l'on tînt compte dans les partages successoraux des besoins de chacun des héritiers et, par là même, du nombre de ses enfants. Sa proposition était ainsi conçue :

Lorsqu'un individu meurt *ab intestat*, et laisse plusieurs héritiers, majeurs de 30 ans, la part des dits héritiers sera répartie entre eux, proportionnellement au nombre d'enfants légitimes qu'aura chacun d'eux au jour de l'ouverture de la succession, ceci sans préjudice de la part revenant aux héritiers mineurs de 30 ans. Tout testament pourra déroger aux dispositions ci-dessus.

L'art. 914 du Code civil ne peut être invoqué par les célibataires majeurs de 18 ans pour les hommes, et de 25 ans pour les femmes ou par leurs ayants-droit.

Cette réforme n'atteindrait pas complètement son but, car il serait toujours possible de ne pas diviser l'héritage en limitant sa descendance au fils unique.

Le général Toutée a imaginé un système qui, tout en appelant les petits-enfants au partage de la succession, pénalise les successions qui vont à un enfant unique. Le général Toutée demandait l'adjonction au Code civil d'un article 744 bis, ainsi conçu :

Toutes les successions donnent lieu à partage; à chaque héritier sont attribués, en outre de sa part, autant de parts égales à la sienne qu'il a d'enfants vivants ou représentés. *Tout enfant unique appelé à succéder à ses ascendants, ou de leur chef, reçoit à ce titre la moitié de leur héritage, l'autre moitié allant à celui ou à ceux auxquels la succession reviendrait à son défaut.*

La proposition du général Toutée a le tort de ne pas tenir compte de l'âge des enfants appelés à la succession de leurs parents. Il est évident que l'ainé pourra avoir plus d'enfants que son cadet, la femme qui se marie généralement plus jeune que l'homme aura plus tôt que son frère une nombreuse famille ; il y a enfin des célibataires forcés, infirmes, malades qu'il est injuste de pénaliser. On pourrait tenir compte de tous ces éléments. Mais même alors, la proposition Toutée aurait le désavantage d'entretenir un ferment de division dans les familles. Pour ce motif, M. A. Colin qui l'avait d'abord admise paraît actuellement la rejeter.

Un régime de liberté successorale pur et simple écarterait toutes les difficultés de réglementation que soulèvent les divers systèmes qui ont pour base l'obligation. Il aurait aussi l'avantage de ne pas forcer le père de famille à laisser à l'un de ses enfants, peut-être le moins méritant et

le moins aimé, la plus grosse partie de son avoir, parce qu'il a une nombreuse famille.

Tous les systèmes proposés qui amendent ou remanient complètement le Code ne valent donc pas la liberté pure et simple.

B. — Systèmes qui parlent de principes opposés à ceux admis par le Code.

1^o *Le rétablissement du droit d'aînesse.* — Parmi les régimes que l'on peut concevoir, ce serait le plus opposé au système actuel du Code civil. Un seul enfant, l'aîné, recevrait la totalité de la succession.

Le droit d'aînesse a un avantage : c'est que les cadets, ne pouvant compter sur la fortune des parents, sont obligés de faire leur vie eux-mêmes ; ils émigrent, colonisent, font du commerce, etc... Le droit d'aînesse développerait donc l'esprit d'initiative qui fait tant défaut à notre race.

Mais c'est une réforme qui aurait peu de chances de succès. L'idée d'égalité est trop profondément enracinée dans nos esprits pour que le droit d'aînesse puisse être rétabli.

Cette institution dépasserait d'ailleurs le but que le législateur se propose : il s'agit, non pas d'assurer l'unité et la pérennité de tous les patrimoines, mais uniquement de ceux qui, selon les termes de M. Joly, traduisent « l'unité d'un effort économique, l'incarnation d'une personnalité ».

Dans la plupart des cas, les parents se révolteraient à l'idée de faire une injustice, un avantage à un de leurs enfants. Actuellement déjà les parents se servent bien rare-

ment de la faculté que leur donne le Code de disposer de la quotité disponible. Cependant, cette quotité n'est pas négligeable. Un père ayant trois enfants et 100.000 francs peut donner à l'un d'eux en plus de sa part, un quart de sa fortune, soit une quote-part double de celle de ses frères et sœurs. S'il a dix enfants, il peut également donner par testament à l'un d'eux un quart de sa fortune en plus de la réserve héréditaire, c'est-à-dire quatre fois la part des autres.

2^o *La liberté de disposer.* — Le régime de liberté nous paraît préférable à tous les autres parce qu'il respecte la volonté du père de famille, tout en supprimant les obstacles divers que notre régime successoral oppose au développement de la natalité.

Le meilleur moyen de diminuer au cœur du père le regret du partage qui suivra sa mort, c'est de le lui laisser faire comme il l'entend.

Rien que cela justifierait la liberté de tester, car, si la loi impose à l'homme une répartition contraire à ses vœux, il pourra toujours la déjouer en n'appelant pas à l'existence ceux dont la présence donnerait lieu à partage (Roux).

Si le père veut laisser à ses enfants des parts égales et craint de faire une vie plus dure à ses cadets qu'à son aîné, il peut réaliser par testament le partage forcé rendu actuellement obligatoire par le Code. Si le père de famille a discerné chez l'un de ses enfants des qualités particulières de travail et d'intelligence qui le désignent pour diriger les entreprises qu'il a créées, il lui réservera la totalité de son patrimoine en le chargeant de s'occuper de l'avenir de ses frères.

De toutes façons, la liberté de tester a un autre avantage, celui de développer chez les enfants l'esprit d'entreprise et

d'initiative. Si ceux-ci sont élevés dans l'idée qu'ils n'auront à compter que sur eux-mêmes, ils auront plus d'énergie au travail, plus de persévérance dans l'effort. Notre race actuellement s'éteint par suite du tempérament aboulique de ses membres : « l'aurea mediocritas » est l'idéal de la plupart de nos compatriotes ; pour avoir une vie calme et paisible et l'assurer à ses enfants, chacun restreint sa descendance. Stimulant l'énergie de la race et développant l'esprit d'initiative, la liberté de tester constitue le régime le plus favorable à la natalité.

Pour ces motifs, nous nous rallions entièrement au vœu émis par le premier et le deuxième Congrès national de la natalité (1919 et 1920) en faveur de la liberté absolue de tester.

C. — *Systèmes qui tendent à modifier notre régime successoral à la fois dans un intérêt budgétaire et dans l'intérêt de la natalité.*

Ces systèmes sont développés dans des propositions de loi très nombreuses auxquelles on donne généralement pour type la proposition Bokanowski :

Tout Français qui ne laissera pas à sa mort 4 enfants au moins, comptera la Nation parmi ses héritiers. Si le défunt était sans enfants, l'Etat recevra la moitié de sa fortune, s'il en laisse un, deux ou trois, l'Etat intervenant comme un 2^e, un 3^e, un 4^e prendra le 1/3, le 1/4 ou les 3/16 de la succession.

Cette proposition et ses analogues sont fondées sur le principe suivant : Tout citoyen doit, dans l'intérêt du pays, avoir un certain nombre d'enfants : 3 ou 4 suivant

les propositions. S'il ne les a pas, il est fort probable qu'il ne les a pas voulus, et souvent s'il ne veut pas 3 ou 4 enfants, c'est pour laisser sa fortune à un fils unique pour lequel il caresse des rêves ambitieux.

Pour déjouer ces calculs, l'Etat s'attribuerait dans toute succession de moins de 4 enfants, une part plus ou moins grande suivant le nombre d'enfants, et calculée de façon que le fils unique ou les enfants de la famille restreinte, ne touchent pas plus que s'ils appartenaient à une famille nombreuse et avaient 2 ou 3 frères ou sœurs en plus.

Un tel régime aurait un double avantage : déjouer les calculs néo-malthusiens, fournir à l'Etat de gros revenus.

On peut en concevoir l'application suivant des modalités diverses :

Une proposition moins hardie que celle de M. Bokanowski, la proposition de M. Bénazet (21 avril 1916), fait commencer la participation de l'Etat à partir du 3^e enfant seulement; la succession de toute personne décédée sans avoir eu ou élevé au moins deux enfants reviendrait pour moitié à l'Etat, sauf en ce qui concerne les conjoints dont le survivant jouirait, sa vie durant, de l'héritage de l'époux décédé. M. Bénazet ne tient aucun compte de la théorie de la famille nombreuse (4 enfants) ou même de la théorie de la famille normale (3 enfants), les familles de deux enfants seulement éviteraient le prélèvement de l'Etat.

D'après la proposition Bokanowski, l'Etat serait héritier réservataire. M. Tournan, député, se contenterait

d'établir une taxe, égale à la valeur de la portion réservataire d'un enfant légitime, toutes les fois que le défunt ne laissera pas au moins 4 enfants vivants ou représentés. N'étant pas héritier réservataire, l'Etat ne pourrait demander le rapport des libéralités, en toucher sa part et réclamer leur réduction, si cette part est entamée : la porte serait ouverte à la fraude.

Parmi les systèmes proposés, il y en a qui prévoient une affectation des revenus que le prélèvement successoral procurerait à l'Etat, à l'encouragement de la natalité. D'autres propositions, au contraire, ne s'occupent que d'établir la participation de l'Etat et laissent au Parlement le soin de régler chaque année, l'affectation des revenus que procurerait cette participation.

Pour ne pas jeter ainsi dans le gouffre du budget les revenus tirés du prélèvement successoral, M. Lalère propose de les verser dans une caisse spéciale. Cette caisse, distincte du Trésor, répartirait des primes pour la nourriture et l'entretien des enfants, aux citoyens qui ne seraient pas soumis à l'impôt sur le revenu, et à partir du 3^e enfant. Ce serait une application moderne de la législation caducaire de l'ancienne Rome.

La proposition Bokanowski et les propositions analogues soulèvent des objections graves. Elles présentent tous les inconvénients des atteintes à la propriété et des prélèvements sur le capital.

L'Etat héritier d'une part de terre, d'une part dans un fonds de commerce, de créances, de valeurs de bourse, serait obligé de les liquider. Cette liquidation serait fort onéreuse, surtout si elle était opérée par l'Etat lui-même. Elle se-

rait économiquement désastreuse : elle constituerait une destruction de capitaux productifs consommés comme revenus publics.

Impôts sur les fruits, sont impôts, impôts sur les fonds, sont pillage (Mirabeau).

Un prélèvement sur le capital n'est pas indispensable pour mener à bien une politique active d'encouragements pécuniaires à la natalité. La dépense de 800 millions à un milliard qu'entraîneraient les allocations nationales aux familles nombreuses pourrait facilement être couverte par une surtaxe sur le revenu des célibataires et des familles restreintes qui, d'après les calculs du docteur J. Bertillon, le savant démographe, constituent 85 % des contribuables (les familles aisées sont les moins prolifiques).

CHAPITRE III.

Action sur les causes économiques

Dans l'industrie privée, le salarié est payé d'après le travail qu'il fournit, son salaire varie en fonction des services qu'il rend, non en fonction de ses besoins. Pour un travail égal, le père de famille nombreuse touche le même salaire que le célibataire. Un produit déterminé ne peut en effet avoir sur le marché plusieurs prix selon qu'il a été fabriqué par des célibataires ou des pères de famille.

Certains industriels ont pris cependant des initiatives généreuses en faveur de la natalité : ils accordent à leurs ouvriers des allocations pour charges de famille en sus de leur salaire normal, comme l'Etat donne à ses fonctionnaires des suppléments de traitement lorsqu'ils ont des enfants à leur charge.

Mais l'Etat peut recouvrer sur les contribuables les dépenses qu'il consent en faveur de la natalité, les industriels ne peuvent recouvrer sur le consommateur les frais que leur occasionnent les allocations aux familles nombreuses. L'industriel qui consent des avantages pécuniaires à ses ouvriers chargés de famille est dans une situation défavorable par rapport à ses concurrents qui n'emploient que des célibataires ou qui n'accordent aucun supplément de salaire aux pères de famille.

Pour établir une péréquation des charges que l'institution des allocations aux familles nombreuses impose aux industriels, des caisses de compensation ont été créées qui groupent les divers chefs d'entreprise d'une même industrie ou de plusieurs industries différentes. Les patrons adhérents aux caisses professionnelles de compensation, leur effectuent des versements proportionnels au nombre d'ouvriers, célibataires ou pères de famille, qu'ils emploient. C'est la caisse professionnelle qui répartira ensuite les allocations pour charges de famille. Grâce à ce système de compensation, les allocations familiales pèsent également sur tous les membres de la caisse de compensation.

L'essor des caisses de compensation a été très rapide; il existait au 31 décembre 1922, 107 caisses groupées en un Comité des caisses d'allocation de France, qui distribuent annuellement plus de 80 millions de francs d'allocations.

Le développement de l'institution des allocations familiales a été parallèle à celui des caisses de compensation.

Les allocations familiales sont données, sous forme de primes à la naissance, de versements mensuels et périodiques s'ajoutant au salaire, de primes d'allaitement, etc. Elles atteignent parfois des chiffres très élevés : Le Consortium du textile Roubaix-Tourcoing par exemple donne 3 francs par jour et par enfant de moins de 13 ans¹.

Toutes les initiatives possibles, même les plus hardies ont été rendues possibles par l'institution des caisses de compensation. Mais l'adhésion aux caisses de compensa-

1. *Pour la vie*, avril 1922.

tion est facultative. Tous les patrons n'en font pas partie. Ceux qui versent aux caisses de compensation ont des charges que ne supportent pas leurs concurrents restés en dehors du mouvement. Le législateur ne doit-il pas rendre les caisses de compensation obligatoires, obliger les chefs d'entreprise à verser les allocations pour charges de famille et à faire partie des caisses ?

Une proposition de loi, rédigée en ce sens, a été déposée le 24 février 1920, par M. Bokanowski sur le bureau de la Chambre.

Les avantages de l'obligation en matière d'allocations familiales sont manifestes :

Elle supprimerait l'inégalité qui existe actuellement entre les patrons qui adhèrent aux caisses de compensation, et ceux, plus égoïstes, qui refusent les allocations familiales et concentrent chez eux la main-d'œuvre des célibataires. Elle supprimerait aussi l'inégalité qui existe entre les travailleurs. Tous les travailleurs bénéficieraient des allocations pour charges de famille, alors qu'actuellement, ces allocations n'existent pas dans toutes les professions. Elle supprimerait enfin l'inégalité qui existe entre le taux des allocations. Aujourd'hui certains taux sont vraiment trop bas. Désormais les allocations seraient rendues uniformes.

Malgré les avantages incontestables qu'il y aurait à instituer l'obligation en matière de sursalaire familial, cette réforme ne nous paraît pas opportune.

L'allocation familiale est actuellement une pure libéralité ; elle ne correspond à aucun travail supplémentaire de l'ouvrier, elle constitue un don absolument gracieux du patron.

La rendre obligatoire serait transformer l'allocation familiale en un impôt qui pèserait sur une classe déterminée de la nation, celle des employeurs sans frapper les autres : ce serait une inégalité fiscale injustifiable.

A cet argument théorique s'en ajoutent d'autres d'ordre pratique.

L'institution des allocations familiales, érigée en service public serait moins souple que l'organisation actuelle. On peut craindre qu'un mécanisme législatif et administratif, nécessairement un peu lourd, ne puisse s'adapter à la multiplicité des besoins locaux. L'organisation actuelle des caisses de compensation est extrêmement variée ; elles perçoivent leurs cotisations tantôt sur les salaires, tantôt sur le nombre de journées de travail ou d'heures de travail ; certaines caisses sont professionnelles, d'autres interprofessionnelles, régionales, etc... L'organisation des allocations familiales est encore à ses débuts, elle n'est pas complètement stabilisée, il faut lui laisser le temps de se perfectionner. Lorsque la période des essais sera terminée, lorsque les allocations familiales seront généralisées à tout le pays, alors on pourra transformer la situation de fait en une situation de droit. Auparavant toute intervention étatique serait néfaste.

Plus d'effort nouveau, ni d'un côté, ni de l'autre, mais la douce paralysie qu'apportent partout les règles stables de l'administration¹.

1. Rapport de M. Bernard au 3^e Congrès de la natalité.

APPENDICE.

Publicité des avantages aux familles nombreuses.

La plupart des mesures prises par le législateur en faveur de la natalité sont éparses dans le maquis des lois et mal connues du public.

Il serait bon de les résumer en un texte unique qui constituerait le Code de la famille. Ainsi groupées, les dispositions législatives, prises en faveur des familles nombreuses, seraient imprimées, affichées, insérées dans les journaux. Par cette publicité, l'Etat doublerait l'efficacité des avantages qu'il accorde aux familles nombreuses : tous les privilèges dont elles jouissent ne peuvent avoir d'effet que s'ils sont connus des bénéficiaires.

CONCLUSION

Le nombre des mesures déjà prises contre la diminution de la natalité, la gravité de celles que l'on propose encore effraient beaucoup d'esprits. Cette crainte explique, peut-être, l'insuffisance des dispositions adoptées par le Parlement.

On perd trop souvent de vue les conséquences funestes de la diminution de la natalité. La dépopulation est un phénomène silencieux qui atteint le pays sans toucher d'une façon directe et immédiate les individus.

Pourquoi un ouvrier s'intéresserait-il à l'affaiblissement de la population française ? S'il y a moins de Français, semble-t-il, le nombre des concurrents sur le marché du travail diminuera, le monde ouvrier souffrira moins du chômage et les salaires monteront.

Mais il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas.

On ne voit pas la répercussion profonde que peut avoir l'affaiblissement de la France sur les situations individuelles

Si le taux de notre natalité était égal à celui de l'Angleterre ou de la Belgique, nous aurions 10 millions d'habitants en plus. Devant une France plus forte, l'Allemagne aurait peut-être renoncé en 1914 à ses intentions belliqueuses. Une population plus abondante nous eût peut-être épargné l'effroyable tuerie de 1914-1918 et ses suites désastreuses : déséquilibre économique, augmentation des

impôts, asservissement financier de la France aux pays anglo-saxons, etc...

Après la guerre, peut-on encore soutenir que la diminution de la natalité française est indifférente à l'individu?

Mais cette répercussion d'un phénomène collectif sur les situations individuelles n'est pas sensible à la masse et l'on a pu dire avec raison que la diminution de la natalité constituait pour un peuple « la mort au chloroforme ».

Pour comprendre la nécessité des mesures législatives énergiques, il faut bien se pénétrer de la gravité de notre situation démographique.

Malheureusement les Français sont sceptiques autant qu'individualistes. N'éprouvant pas de façon directe et immédiate les effets de la diminution de la natalité, nous sommes portés à nier l'existence ou la gravité du mal.

L'indifférence et le scepticisme jouent un rôle essentiel dans ce domaine où la volonté a une action prépondérante.

Que peut le lourd appareil des lois contre une opinion indifférente et parfois corrompue?

Le législateur n'a aucune action directe sur les phénomènes d'ordre purement psychologique, mais s'il ne peut toujours atteindre les causes du mal, il peut parfois en supprimer les effets. Il lui est difficile de détruire la mentalité néo-malthusienne, mais il ne lui est pas impossible de combattre les pratiques néo-malthusiennes.

Nous croyons fermement à l'efficacité de mesures énergiques pour prévenir ou réprimer l'avortement. La France pourrait ainsi récupérer chaque année plusieurs milliers de naissances. Or, peu de chose suffirait pour que la natalité française devînt normale. S'il est nécessaire, à tout prix,

d'arrêter la dégression du taux des naissances, il n'est pas indispensable de revenir au taux très élevé de la natalité française au début du XIX^e siècle.

La suppression de l'avortement ne détruira pas la mentalité néo-malthusienne, elle ne supprimera pas les calculs égoïstes.

Nous avons assisté dans cette étude aux efforts du législateur pour lutter contre l'égoïsme ; nous avons exposé les avantages divers qu'il accorde aux familles nombreuses et les surtaxes d'impôts qu'il inflige aux célibataires.

Ces réformes ont suscité beaucoup de critiques. Le *Journal Pour la Vie* qui ne peut être soupçonné d'hostilité aux encouragements pécuniaires, publiait cependant les lignes suivantes :

L'homme est autre chose qu'un animal, la transmission de la vie est pour lui un acte d'ordre moral, relevant à ce titre des sentiments les plus nobles et les plus délicats de son activité morale, et les procédés économiques valables pour assurer la multiplication des moutons ou des vers à soie ne peuvent plus suffire à assurer l'abondant recrutement de la race humaine ¹.

Il est vrai que les sentiments moraux et les sentiments de famille ont une influence prédominante sur le phénomène de la natalité. Mais l'égoïsme calculateur joue aussi son rôle et, suivant l'expression de M. R. Cruse : « S'il reste avantageux de ne pas avoir d'enfants, nous aurons beau faire, on n'en aura pas ».

Les encouragements pécuniaires à la natalité adoptés par le Parlement sont beaucoup trop faibles. Il faut les renforcer.

1. *Pour la Vie*, Avril 1918.

Les célibataires et les familles restreintes paieront les frais d'entretien des enfants qu'élèveront les familles nombreuses pauvres, *au delà du quatrième*.

L'augmentation d'impôts qui frappera les ménages stériles de sera pas écrasante, car elle se répartira sur la majorité de notre population, les familles restreintes constituant 85 % de notre population totale.

Il est juste, d'ailleurs, que les familles restreintes paient un peu plus que les autres car les familles nombreuses supportent tout le poids des charges militaires et une surtaxe de 800 millions à 1 milliard sur les impôts de consommation (B. Nogaro).

On s'effraie des dépenses nouvelles que ces mesures imposeront à notre budget déficitaire.

Mais les dépenses du budget de la natalité sont-elles de celles que l'on puisse remettre ? La reconstitution de la race, décimée par la guerre, intéresse le pays, au même titre que la reconstitution des régions dévastées ou les dépenses d'armement. Avant d'ajourner les dépenses de la natalité, que l'on songe à la faiblesse de notre natalité lorsque les générations nées pendant la guerre, (réduites de 50 % par rapport aux années normales,) seront à leur tour en âge de procréer !

Les mesures en faveur de la natalité sont d'autant plus urgentes que leur effet ne peut être instantané et qu'il doit, nécessairement, être limité. Lorsque les diverses dispositions législatives que nous préconisons auront été adoptées, il ne faut pas s'attendre à voir la natalité française monter brusquement à un niveau très élevé. Nous ne

pouvons avoir la prétention d'atteindre immédiatement le taux de la natalité allemande par exemple :

Chaque peuple a sa destinée, comme il a son caractère, son mode d'activité propre et ses habitudes démographiques... Etudions et méditons ce qui se fait à l'étranger, mais ne forçons pas notre nature... (Levasseur).

Sans vouloir « forcer notre nature », nous cherchons seulement à faire progresser légèrement la natalité française pour faire vivre la France. Ce but serait atteint avec un faible excédent de naissances : une naissance de plus par mille habitants, on l'a dit souvent, vaudrait à l'ensemble du pays 40.000 vies humaines.

Nous avons la conviction que, par les mesures préconisées en faveur de la natalité, nous pouvons dépasser de beaucoup ce résultat. Le tout est de vouloir. Le jour où les Français voudront avoir des enfants, il se donneront les institutions nécessaires à cet objet et ils ne chercheront plus dans les difficultés matérielles de la vie un prétexte pour justifier leur stérilité.

Lorsque nos législateurs auront compris le péril auquel nous expose notre situation démographique, lorsqu'ils voudront reconstituer la race française, ils trouveront les mesures nécessaires pour relever notre natalité.

Le problème de la natalité est un problème de volonté.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY

Vu, le président de la thèse

Louis ROLLAND

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie
de Paris,
APPEL.*

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- Arrivé (R.).** — *Influence de l'alcoolisme sur la dépopulation.*
Auburtin (F.). — *Natalité.*
Balthazard et E. Prévost. — *Une plaie sociale : les avortements criminels* (1912).
Bayard. — *La peur de l'enfant.*
Bertillon (J.). — *La dépopulation de la France.*
Binet-Sanglé (Dr). — *Le haras humain.*
Boverat (F.). — *Patriotisme et paternité.*
Briand (C.H.). — *Pour que la France vive* (1919).
Bureau (P.). — *L'indiscipline des mœurs* (1920).
Caziot. — *La valeur de la terre en France.*
Deherme. — *Le nombre et l'opinion publique.*
Doléris (Dr). — *Néo-malthusianisme, maternité et féminisme.*
Dumont (A.). — *Dépopulation et démocratie.*
Galéot (A. L.). — *L'avenir de la race* (1917).
Gemähling. — *La décroissance de la natalité et l'avenir de la France* (1913).
Lascaux (Dr R.). — *La production et la population.*
Leroy-Beaulieu (P.). — *La question de la population.*
Mendousse. — *Vers la vie humaine* (1922).
Nast (A.). — *La loi et l'avortement* (1911).
Risler (G.). — *Pour le développement de la natalité française* (1920).
Rossignol (G.). — *Un pays de célibataires et de fils uniques.*
Roux (Marquis de). — *L'Etat et la natalité* (1918).
Verdier. — *Le problème de la natalité et la morale chrétienne* (1917).
Worms (R.). — *Natalité et régime successoral.*

THESES

- Ardillier (H.).** — *Des avantages d'ordre pécuniaire de nature à favoriser la natalité* (1914).
Boucoiran. — *La famille nombreuse dans l'histoire et de nos jours.* (1921).

- Chabrol.** — *Mesures d'ordre législatif proposées pour relever le taux de la natalité en France* (1912).
- Choquart.** — *De la diminution de la natalité en France et des moyens de la combattre* (1909).
- Duchambon.** — *L'abaissement de la natalité en France* (1920).
- Duperrieu.** — *Essai sur la crise de la population française* (1901).
- Epinat (Ch.).** — *Dépopulation et repopulation en France* (Dijon 1921).
- Gonnard.** — *Des moyens actuellement proposés pour favoriser l'accroissement de la natalité en France* (1903).
- Lalère.** — *Modification à apporter au régime successoral en vue d'enrayer la diminution de la natalité.* (1920).
- Magnien de Maisonneuve.** — *Les institutions protectrices de l'ouvrière* (1923).
- Pierson.** — *La dépopulation de la France* (1912).
- Raisin.** — *Influence du régime successoral sur la dépopulation* (1901).

BROCHURES

Périodiques, rapports complets rendus, etc...

- Annuaire international de statistique* publié par l'office permanent de l'Institut international de statistique. 1916 XII; 1917, XXI.
- Balthazard (Dr).** — *Rapport sur le projet Barthou* du 13 février 1921.
- Blondel (G.).** — *Le problème de la natalité et les espérances de l'Allemagne* (1920).
- Bulletin de l'Académie de Médecine*, 1883, 49, Rapport, Rochard; 1883, 59, rapport, Bergeron et Labade; 1917, rapport, Richet (Ch).
- Bulletin de la Société générale des prisons* : année 1917 : Rapport Henry Berthélémy sur la lutte contre l'avortement. Discussion.
- Bulletin de la Société de médecine légale* : Communication du docteur Tissier sur la déclaration des avortements, 1916.
- Congrès national de la natalité...* Compte-rendu : années 1919 (Nancy); 1920 (Rouen); 1921 (Bordeaux).
- Callon (G.).** — *L'effondrement de la natalité française*, 1918.
- Cruse (R.).** — *Le problème de la Natalité.* Conférence 1920.
- Conseil général d'Eure-et-Loir.* — Commission de la repopulation. (Rapport 1919).
- Cheysson (E.).** — *La question de la population en France.*
- Croix (La).** — Recueil d'articles pris dans la Croix sous le titre : « Les propos de Vitalis », 1918.
- Colin.** — *Natalité et lois successorales.*
- King (A.).** — *La natalité française.* Rapport 1916.

Pour la vie — Journal mensuel (depuis 1914)

Réforme sociale (La) Revue, année 1908.

Revue hebdomadaire, année 1909.

Revue politique et parlementaire, juillet 1913, La dépopulation et le recrutement; octobre 1917, Dépopulation et lois successorales; novembre 1917, L'Académie de Médecine et la dépopulation, etc.

Robin (P.). — *Libre amour, libre maternité*. 1906.

Statistique annuelle du mouvement de la population en France.

Travaux de la 1^{re} commission extra-parlementaire contre la dépopulation (1902-1912). Notamment rapport du D^r Drouineau sur l'influence des avortements criminels sur la dépopulation et les mesures à prendre, etc...

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

Le problème de la natalité en France

TITRE PREMIER. — La diminution de la natalité en France. — Ses conséquences	13
<i>Chapitre premier. — La diminution de la natalité en France.</i>	13
§ 1. Diminution de la population en France avant la guerre	14
§ 2. Situation de la natalité française pendant et après la guerre	17
§ 3. Natalité de la France comparée à celle des nations étrangères	20
<i>Chapitre II. — Les conséquences de la diminution de la natalité.</i>	23
§ 1. L'affaiblissement de la France envisagée isolément	24
§ 2. L'influence de la France dans le monde	27
TITRE II. — Les Causes de la diminution de la natalité en France	33
<i>SECTION I. — Causes principales de la diminution de la natalité</i>	33
<i>Chapitre premier. — Le néo-malthusianisme</i>	34
<i>Chapitre II. — Les causes psychologiques et morales.</i>	38
§ 1. Les mobiles psychologiques défavorables à l'accroissement de la natalité. Article premier : L'égoïsme.	39
Article II : Le désir du bien-être pour l'enfant, l'arri-visme.	46
§ 2. Causes morales de la diminution de la natalité :	
A) L'individualisme.	48
B) L'affaiblissement des sentiments religieux.	52
<i>SECTION II. — Les Causes dérivées. — Influence du milieu sur la diminution de la natalité</i>	54
<i>Chapitre premier. — Le milieu physique : le logement</i>	57
<i>Chapitre II. — Le milieu économique</i>	59
<i>Chapitre III. — Le milieu juridique; le régime successoral.</i>	63
<i>Appendice. — Une cause politique accidentelle : la guerre de 1914-1918</i>	65

DEUXIEME PARTIE

Les solutions de notre législation positive

TITRE PREMIER. — Le rôle du législateur. — Efficacité de son intervention	69
TITRE II. — Action sur les causes principales de la diminution de la natalité	
<i>SECTION I. — La lutte contre le néo-malthusianisme</i>	<i>73</i>
§ 1. Les mesures répressives.	74
§ 2. Les mesures préventives.	78
<i>Appendice : Loi du 11 décembre 1904</i>	<i>88</i>
<i>SECTION II. — Action sur les causes psychologiques de la diminution de la natalité</i>	<i>90</i>
<i>Chapitre premier. — Dégrevements fiscaux</i>	<i>91</i>
Article premier : Notre ancien régime fiscal : Impôts d'Etat, Impôts locaux.	92
Article II. — Notre régime fiscal actuel : Impôts directs, Impôts sur les mutations à titre gratuit après décès ou entre vifs.	94
<i>Chapitre II. — Dispenses de service militaire</i>	<i>104</i>
<i>Chapitre III. — Avantages aux fonctionnaires pères de famille nombreuse</i>	<i>108</i>
<i>Chapitre IV. — Les institutions de prévoyance et la famille ..</i>	<i>118</i>
<i>Chapitre IV. — L'assistance aux familles nombreuses.</i>	<i>127</i>
§ 1. Principes généraux	127
§ 2. Régime administratif de l'assistance aux familles nombreuses	128
§ 3. Régime financier	136
<i>Appendice. — Bons de pain à prix réduit</i>	<i>139</i>
<i>Chapitre VI. — Les primes à la natalité</i>	<i>140</i>
<i>Chapitre VII. — Avantages divers aux familles nombreuses</i>	<i>145</i>
1 ^o Insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses	145
2 ^o Réductions sur les tarifs de chemins de fer	145
3 ^o Réductions sur les taxes de séjour dans les stations hydrominérales et climatiques	146
4 ^o Réductions sur le prix d'entrée dans les musées ...	147
5 ^o Réductions de droits universitaires	147
6 ^o La médaille de la famille française	148
TITRE III. — Action sur les causes dérivées : le milieu	151
<i>Chapitre premier. — Action sur le milieu physique : le logement ..</i>	<i>151</i>
§ 1. Assainissement des maisons insalubres	152

§ 2. Encouragements à la création de maisons salubres : habitations à bon marché	153
§ 3. Mesures contre la crise du logement	158
<i>Appendice.</i> — La lutte contre la tuberculose envisagée comme la conséquence habituelle du taudis	159
<i>Chapitre II.</i> — Action sur le milieu juridique : le régime successoral	161
<i>Chapitre III.</i> — Action sur le milieu économique	162
§ 1. Lutte contre la concurrence économique	162
§ 2. Mesures contre l'exode rural. — Dispositions en faveur de la petite propriété rurale	163
<i>Appendice.</i> — Organes de coordination et d'études	168

TROISIEME PARTIE

Remèdes proposés contre la diminution de la natalité

TITRE PREMIER. — Examen critique des mesures prises par le législateur.	173
TITRE II. — Les mesures à prendre	179
<i>SECTION I.</i> — <i>Le vote familial</i>	179
<i>SECTION II.</i> — <i>Action sur les principales causes de la dénatalité</i>	190
<i>Chapitre premier.</i> — Lutte contre le néo-malthusianisme ...	190
§ 1. Mesures répressives contre la propagande néo-malthusienne et l'avortement criminel	191
§ 2. Mesures préventives contre l'avortement	195
<i>Chapitre II.</i> — Action sur les causes psychologiques	201
§ 1. Efficacité des encouragements pécuniaires. — Définition de la famille nombreuse	201
§ 2. Régime fiscal et familles nombreuses	208
§ 3. Les réductions de service militaire	212
§ 4. Les avantages aux fonctionnaires	216
§ 5. La législation de prévoyance et la natalité	218
§ 6. Les allocations nationales aux familles nombreuses	226
<i>Chapitre III.</i> — Action sur les causes morales	235
<i>SECTION III.</i> — <i>Action sur les causes dérivées</i>	237
<i>Chapitre premier.</i> Le problème du logement	237
<i>Chapitre II.</i> — Le milieu juridique. La réforme successorale	244
<i>Chapitre III.</i> — Le milieu économique ; la question du sur-salaire familial	257
<i>Appendice.</i> — Mesures de publicité	261
CONCLUSION	263
BIBLIOGRAPHIE.	269

